Numéro 130 du 12 juillet 1982 - 10 FF - 70 FB - 4 FS

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

LIBAN

Tous aux côtés du peuple palestinien

ISRAEL

Mobilisation contre la guerre au Liban

POLOGNE Résolution du CEI de la IVe Internationale

ILE MAURICE Victoire électorale de la gauche

INPRECOR
INTERCONTINENTAL PRESS

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Sommaire du numéro 130 du 12 juillet 1982

3	EDITORIAL	Tous aux côtés du peuple palestinien !	Livio MAITAN
5	LIBAN	Appel aux combattants des forces communes palestino-progressistes	Groupe communiste révolutionnaire (GCR)
6	ISRAEL	La mobilisation contre la guerre au Liban	Michel WARSCHAWSKI
8	PALESTINE	Un nouveau coup contre la résistance palestinienne	Claude DEVILLIERS
11	ILE MAURICE	Victoire électorale écrasante de la coalition de gauche MMM-PSM	Claude GABRIEL
15	POLOGNE	Révolution politique et contre-révolution en Pologne : *I.— La montée de la révolution politique. II.— Pourquoi la contre-révolution l'a-t-elle emporté ? III.— Enseignements théoriques généraux sur la révolution politique à partir de l'expérience polonaise. IV.— La portée internationale des événements de Pologne. V.— Les tâches des marxistes révolutionnaires.*	IVe INTERNATIONALE
30	BOLIVIE	Pour les libertés démocratiques et le renversement de la dictature : un entretien avec un dirigeant du Parti ouvrier révolutionnaire-Combate	« LA BRECHE »
33	PAYS-BAS	Pour la libération des soldats emprisonnés	INPRECOR
34	FRANCE	Le 41e Congrès de la CGT face à la gestion des entreprises et à l'austérité de gauche	Jean LANTIER
36	TCHECOSLOVAQUIE	Petr Uhl a entamé sa quatrième année de prison	INPRECOR

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108, Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179 / 90.

Virements postaux à «PEC », compte chèque postal numéro 2.322. 42. T PARIS.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays : 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 225 FF ; Afrique et Amériques : 265 FF ; Asie : 290 FF.

Pli fermé : France 300 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 320 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom

Numéro et Rue

Commune

Code Postal Pays

Réabonnement ☐ Abonnement ☐

Inprecor, revue bimensuelle éditée par Presse-Edition-Communication (PEC)
Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France
Directeur de publication : Robert March — Gérant : Jacques Girma
Commission paritaire numéro 59117 — ISSN 1 0294 - 8516 — Imprimé par Rotographie

Tous aux côtés du peuple palestinien !

AU moment où ces lignes sont écrites, le Liban est à l'heure de la décision. L'armée sioniste (Tsahal) encercle complètement Beyrouth en interdisant tout envoi aussi bien de nourriture que d'aide médicale. Le gouvernement Begin-Sharon confirme par là son ultimatum : l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) doit se rendre sans condition.

Pour l'OLP, c'est l'heure de vérité. Abandonnée à son sort de toute part, elle se trouve acculée par Israël à choisir entre remettre ses armes et subir en même temps une défaite politique majeure, ou se battre jusqu'au bout dans les ruines de Beyrouth dans l'espoir de préserver son avenir politique.

L'Etat sioniste a pu et peut mener sa guerre dans les conditions les plus favorables, en exploitant surtout l'isolement dramatique des Palestiniens. Le nouveau gouvernement égyptien de Hosni Moubarak a dû finalement faire des déclarations pour prendre ses distances avec les actions les plus criminelles de Begin, mais il n'a aucunement rectifié l'orientation fondamentale adoptée par Anouar el-Sadate, dont le résultat — avec les Accords de Camp David de 1978-1979 — a été qu'Israël peut compter sur la neutralisation, c'est-à-dire la complicité, du plus grand Etat arabe. Ancien chef des renseignements militaires, le général israélien Shlomo Gazith a reconnu que « *derrière la victoire au Liban, il y a l'accord de paix avec l'Egypte. Si nous n'avions pu compter sur cet accord, l'armée israélienne n'aurait pas pu envoyer au nord des concentrations aussi puissantes ni exercer une telle menace sur le front libano-syrien* ». (*Yediot Aharonot*, 18 juin 1982.)

Le régime syrien a confirmé pour sa part qu'il se préoccupe surtout de sa propre survie et qu'il ne veut pas courir le moindre risque. Ses forces au Liban se sont d'ailleurs limitées à riposter très partiellement aux attaques les plus provocatrices dont elles ont été l'objet. Quant au régime réactionnaire d'Arabie Saoudite, il a confirmé une fois de plus son orientation pro-impérialiste en invitant Bechir Gemayel, le chef des phalangistes libanais d'extrême droite, à la table des négociations sur le sort des Palestiniens, au moment même où l'armée sioniste s'efforçait d'étrangler Beyrouth.

Pour l'instant, s'il n'y a pas eu d'accord, il faut l'attribuer non pas à la préoccupation du gouvernement saoudien de sauvegarder un tant soit peu les intérêts élémentaires des Palestiniens, mais exclusivement aux exigences exhorbitantes de Bechir Gemayel.

Les forces progressistes libanaises se sont embourbées, par l'intermédiaire de Walid Joumblatt, le dirigeant du Mouvement national libanais et chef de la communauté druze, dans le prétendu « Comité de salut national » visant à réaliser l'Union sacrée. Dans le contexte actuel, une telle union ne pouvait qu'amener au lâchage des Palestiniens. En fait, elle a paralysé pendant des journées décisives les forces progressistes, qui ont renoncé à toute initiative autonome. Finalement, le Comité a éclaté et les phalangistes ont été les seuls, en fin de compte, à tirer profit de l'opération.

L'Union soviétique, pour sa part, a rivalisé en passivité avec les Etats arabes, tout en polémiquant — pour la forme — avec eux. A part les bénéfices qu'elle pense pouvoir en tirer sur le terrain de la propagande, elle se préoccupe surtout du sort régime syrien, le seul allié sur qui elle puisse encore compter actuellement dans la région.

Personne ne conteste plus que l'impérialisme nord-américain était parfaitement au courant des projets du gouvernement sioniste et qu'il souhaite, de même que tous les réactionnaires dans le monde, l'étouffement de la résistance palestinienne. Le 15 juin, à la télévision israélienne, le général Ariel Sharon devait d'ailleurs révéler qu'il avait avisé les Etats-Unis des intentions israéliennes en déclarant : « *Lors de ma dernière visite aux Etats-Unis, j'ai surtout traité du problème du terrorisme palestinien, et les Américains ont compris qu'Israël n'avait pas d'autre choix que de frapper.* » Le remplacement du général Alexander Haig par George Schultz au département d'Etat US n'implique pas une révision de fond dans l'orientation des Etats-Unis en la matière. Tout au plus provoquera-t-il quelques rectifications tactiques dans le but de faciliter la tâche aux gouvernements arabes réactionnaires, qui ne peuvent pas se permettre de défier trop ouvertement les sentiments de leurs masses.

En tout cas, si Begin-Sharon jugent nécessaire de ne pas laisser pierre sur pierre de Beyrouth pour mener à bien leur sale guerre, ce ne seront pas ceux qui ont bombardé sauvagement le Vietnam pendant dix ans et qui sont engagés aujourd'hui dans une guerre d'extermination contre le peuple salvadorien qui les retiendront ou les condamneront.

Les gouvernements capitalistes européens ont multiplié ces derniers jours leurs démarches. D'un côté, ils ne peuvent pas négliger complètement les réactions de l'opinion dans leurs propres pays contre les crimes de Begin-Sharon. De l'autre, ils ne peuvent ignorer qu'à long terme, les problèmes brûlants du Moyen-Orient ne sauraient être résolus sur la base de la suprématie militaire sioniste et de la négation puis de la suppression totale des droits les plus élémentaires du peuple palestinien. Mais, au fond, ils ne visent qu'à assurer une reddition de l'OLP permettant aux dirigeants de celle-ci de sauver, dans une certaine mesure, la face. Il est significatif, par ailleurs, qu'alors que les gouvernements européens n'ont pas hésité à adopter des sanctions économiques contre l'Argentine, coupable d'« agression » contre un territoire qui, après tout, lui appartient, ils n'ont pas fait la même chose à l'égard de l'Etat d'Israël, qui s'est lancé dans une véritable guerre sur le territoire d'un Etat souverain, avec l'occupation d'une bonne partie du pays et le siège de sa capitale ...

C'est justement à cause de l'ampleur de leur succès militaire que Begin-Sharon se trouvent de nouveau acculés à un choix radical. Il ne faut pas oublier que, comme le reconnaissent maintenant de nombreux journalistes bourgeois, la guerre en cours a été préparée de longue date. Les dirigeants sionistes ne s'en sont d'ailleurs pas cachés (Cf. Michel Warschawski, « Le gouvernement Begin toujours à la recherche de la guerre », *Inprecor* numéro 125, du 3 mai 1982). Le général Sharon, encore lui, a reconnu aussi avoir préparé cette guerre « *dès* (sa) *nomination comme ministre de la Défense* » en août 1981. (*Yediot Aharonot*, 18 juin 1982.)

En dépit des mystifications propagandistes des premiers jours, qui limitaient l'opération « Paix en Galilée » à un nettoyage à 40 km à l'intérieur du Liban, elle avait été conçue dès l'origine comme une opération stratégique de grande envergure visant à surmonter une triple difficulté face à laquelle le régime sioniste se trouvait : l'existence au Liban d'une force politique et militaire palestinienne substantielle ; la mobilisation croissante des masses dans les territoires occupés ; la crise économique avec ses répercussions socio-politiques dans des couches de plus en plus larges de la population israélienne.

C'est dans ce but que le gouvernement Begin-Sharon voulait porter un coup majeur à l'OLP et assurer la reconstruction d'un Etat libanais sur des bases réactionnaires, donc favorable à ses desseins. Le général Sharon a d'ailleurs précisé à la télévision israélienne, le mercredi 16 juin, qu'il fallait au Liban « *un gouvernement pro-occidental, avec lequel Israël pourrait signer un accord de paix* ».

Au-delà, le régime sioniste semblait avoir des visées enco-

re plus ambitieuses : porter un coup à la Syrie, voire à la Jordanie, et élargir ultérieurement le territoire, ou du moins la zone d'influence du « Grand Israël ». Cela frise de toute évidence la mégalomanie et représenterait, en fin de compte, une nouvelle fuite en avant. En fait, même dans une telle éventualité, la « question palestinienne » ne serait pas résolue pour autant. Qu'adviendrait-il des plus de 3 millions de Palestiniens ? Dans quels pays seraient-ils chassés ? Quel Etat arabe serait disposé à courir le risque des bouleversements sociaux qu'impliquerait inévitablement, à la longue, l'acceptation sur son territoire d'une masse si importante de réfugiés, politiquement radicalisés et privés de toute perspective de vivre un jour dans leur propre pays ?

En tout cas, il est incontestable que même le projet actuel de Begin-Sharon implique la destruction de l'OLP et un coup politique à la résistance palestinienne sans commune mesure avec ce que celle-ci a dû subir dans le passé. Menahem Begin a en fait besoin d'une reddition sans condition de l'OLP et de son expulsion du Liban. S'il n'obtient pas cela, il risque de compromettre sa victoire militaire par une défaite politique majeure.

C'est une perspective qu'il peut d'autant moins accepter que la situation est en train d'évoluer rapidement en Israël. Les militants révolutionnaires, qui avaient connu de longues années d'isolement dans leur dure bataille contre le sionisme, avaient perçu, notamment au cours de la dernière année, qu'une nouvelle situation était en train de mûrir. Des manifestations importantes — surtout celle du samedi 27 mars — avaient déjà montré qu'ils n'avaient pas pris leurs désirs pour la réalité. Aux premiers jours de la guerre, la vague chauvine semblait tout submerger. Mais, assez rapidement, au fur et à mesure que l'opération de Begin-Sharon apparaissait dans toute son ampleur criminelle et que les sources officielles elles-mêmes devaient admettre que l'armée israélienne n'était pas exactement en train de faire une promenade de santé, l'opposition se réanimait et reprenait l'initiative. L'énorme manifestation du samedi 3 juillet, qui a mobilisé dans les rues près de 100 000 personnes, se passe de tout commentaire.

Face à cela, Begin a encore plus besoin de démontrer que son action est payante, qu'il valait la peine d'affronter des sacrifices dans la mesure où la « paix » sera finalement assurée sur la base de l'élimination complète de l'organisation « terroriste » et de la capitulation politique des Etats arabes.

Il est donc plus que jamais nécessaire de riposter à l'offensive sioniste et de se mobiliser sans perdre un seul instant. Il faut reconnaître une réalité incontestable : si les Palestiniens se trouvent acculés à un choix dramatique, si Begin-Sharon ont pu aller de l'avant, la responsabilité en incombe aussi au mouvement ouvrier et aux forces anti-impérialistes de par le monde, qui ne se sont mobilisés que dans des proportions dérisoires, et cela à un moment où de gigantesques manifestations contre le réarmement et la menace de guerre nucléaire ont prouvé qu'un énorme potentiel combatif existe à l'échelle planétaire.

Il faut que tout le monde prenne conscience de l'enjeu : le risque d'un véritable génocide et d'une victoire des forces les plus réactionnaires dans une région cruciale.

Il est nécessaire qu'un tournant radical s'opère au plus vite. Le mouvement ouvrier et anti-impérialiste doit assurer son aide à la résistance palestinienne et sa solidarité à ceux qui, en Israël, s'opposent à la politique criminelle de Begin-Sharon. Il n'y a pas un seul jour à perdre.

Nous devons exiger :

— Arrêt immédiat de l'agression sioniste et retrait sans condition des troupes israéliennes du Liban !

— Retrait de toutes les forces d'occupation des territoires occupés !

— Reconnaissance des droits des Palestiniens à maintenir leurs positions, à conserver leurs armes et leurs organisations !

— Aide militaire et économique des Etats ouvriers à la résistance palestinienne et à toutes les forces libanaises qui luttent à ses côtés ! ■

Livio MAITAN
Lundi 5 juillet 1982.

Solidarité financière avec nos camarades du GCR

La nécessité d'une campagne de solidarité non seulement politique mais concrète avec les combattants palestiniens et libanais a été affirmée à plusieurs reprises dans *Inprecor*. Dans toute une série de pays, des manifestations de rue — auxquelles participaient les sections de la IVe Internationale — ont déjà eu lieu.

D'autre part, des initiatives tendant à apporter une aide matérielle ont été organisées. C'est le cas, notamment en France, sur le terrain de l'aide médicale. Des équipes de médecins sont prêtes à partir pour le Liban. Elles sont organisées par l'Association médicale franco-palestinienne (14, rue de Nanteuil, 75015 Paris, chèques bancaires au nom de l'Association, chèques postaux CCP La Source 34 521 83 N). De telles actions doivent être encouragées et multipliées.

Mais nous devons aussi insister sur la nécessité urgente d'apporter une aide financière à nos camarades du Groupe communiste révolutionnaire (GCR), la section libanaise de la IVe Internationale. Depuis le début des combats, nos camarades sont retranchés dans Beyrouth-Ouest. Mobilisés de façon permanente sous toutes les formes aux côtés des forces palestiniennes et libano-progressistes, ils doivent résoudre d'importants problèmes de logistique, notamment de nourriture, sans aucune aide extérieure. Pour maintenir leur activité politique dans cette situation difficile, ils doivent aussi pouvoir publier leur organe de presse. Leurs problèmes ne pourront que s'aggraver avec la décision israélienne de serrer un peu plus le blocus de Beyrouth-Ouest et de couper l'eau et l'électricité à cette partie de la capitale libanaise. Il est donc urgent de leur assurer une aide financière.

Le soutien concret aux camarades du GCR libanais fait partie de la campagne générale de solidarité avec la lutte des combattants palestiniens et libanais contre l'invasion sioniste. Toutes celles et tous ceux qui sont sensibilisés par cette dernière peuvent apporter leur soutien financier à nos camarades.

Les chèques doivent être libellés au nom de Pascal Henri et adressés à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France, avec mention au verso : « *Solidarité Liban GCR* ». ■

Aux combattants des forces communes et aux masses résistantes de nos deux peuples

Appel du Groupe communiste révolutionnaire (GCR)

LES débats sont vifs au sein des forces de la résistance palestinienne et des organisations libanaises qui combattent à leurs côtés contre l'invasion sioniste, au sujet des prétentions impérialistes visant à leur désarmement et à la constitution d'un Etat fort au Liban.

Le document de nos camarades du Groupe communiste révolutionnaire (GCR), section libanaise de la IVe Internationale, que nous publions ci-après, constitue un élément de ces discussions, qui exprime une sensibilité largement présente dans les rangs des combattants de l'OLP.

Depuis le début des combats, nos camarades ont occupé un local à Beyrouth-Ouest et sont mobilisés de façon permanente avec les forces palestiniennes et libano-progressistes pour la défense de la ville. Ils viennent d'assurer la publication d'un numéro de leur journal et organisent des conférences-débats sur les problèmes de la lutte au Liban et de ses implications internationales.

Le sort que l'on nous prépare dans des négociations secrètes que mènent les directions traditionnelles, et notamment la direction de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), avec l'ennemi sioniste et son parrain américain par l'intermédiaire de l'envoyé spécial de ce dernier, Philip Habib, ne saurait être autre chose qu'une reddition honteuse, contrairement à la formule en cours aujourd'hui, « la reddition honorable ».

Sinon, pourquoi les directions concenées n'ont-elles pas négocié publiquement ? Pourquoi n'ont-elles pas révélé la véritable teneur de ce qu'elles proposent et des propositions qu'elles acceptent dans leurs négociations directes et indirectes avec Philip Habib ? Pourquoi ces directions se voient-elles obligées à chaque fois de démentir ce que les médias publient sur leurs positions ? Pourquoi sont-elles obligées de publier des communiqués affirmant leur détermination à résister jusqu'au dernier combattant ? Et d'ailleurs, si ces directions étaient réellement décidées à combattre jusqu'au dernier combattant, pourquoi donc avanceraient-elles chaque jour de nouvelles propositions ou plutôt de nouvelles concessions à M. Habib ?

Ces directions croient-elles que les combattants sont naïfs au point d'être convaincus que ces négociations ne sont qu'une tactique au service d'une ligne patriotique dure ?

Les directions qui négocient ne trompent qu'elles-mêmes. La vérité est évidente : négocier avec l'ennemi sur les conditions de la reddition qu'il essaie de nous imposer ne sert qu'à une seule et unique ligne, la ligne capitularde, une ligne de recul devant le chantage sioniste.

Si la position des directions concernées était une position patriotique dure, les négociations se seraient terminées depuis longtemps, ou plutôt, elles ne se seraient pas poursuivies un seul jour.

Camarades et frères combattants,

Parler d'un choix nécessaire entre la reddition, fût-elle « honorable » ou pas, et le suicide, fût-il « martyre » ou pas, est un langage défaitiste, capitulard et démoralisant servant objectivement la guerre psychologique que l'ennemi sioniste mène contre nous depuis le début de son aggression. Le choix réel est entre la capitulation — à laquelle nous invitent les ennemis et sur laquelle négocient les directions — et la résistance, seule capable de mettre en échec les objectifs de la campagne sioniste pour la liquidation de notre mouvement armé.

Camarades et frères combattants,

Beyrouth est une forteresse que la plus puissante armée du monde aurait du mal à occuper. Beyrouth est une forteresse que l'ennemi sioniste ne peut imaginer sérieusement occuper militairement. L'ennemi peut détruire des immeubles mais il ne pourra pas entrer dans notre ville et détruire notre résistance. C'est une tâche que l'armée sioniste est incapable de réaliser, car elle exige un prix énorme que cette armée ne peut supporter : aussi bien le prix en vie de soldats que le prix en termes de conséquences à l'échelle internationale et dans le monde arabe qui découleraient inévitablement de toute bataille prolongée contre Beyrouth patriotique.

Telle est la vérité et, en tout réalisme, la seule voie pour mettre en échec les objectifs de la campagne ennemie est de proclamer :

— notre refus de toutes ses conditions ;

— notre refus de toute solution autre que le retrait total et inconditionnel de l'ennemi du territoire libanais ;

— notre refus de négocier avec l'ennemi, et notamment le refus de négociations secrètes dans notre dos ;

— le refus de l'entrée dans Beyrouth de l'armée de la « légalité » libanaise traître, cette armée qui s'est fraternellement mêlée à l'armée sioniste et aux bandes (phalangistes) de Bechir Gemayel ;

— la formation d'un gouvernement de Résistance nationale autre que le gouvernement traître de Sarkis, d'un gouvernement formé de représentants des partis disposés à continuer le combat, en fait et non seulement en paroles, contre l'ennemi sioniste ;

— l'organisation de la résistance de notre ville et l'unification de nos forces militaires dans le cadre d'une garde nationale de la résistance.

C'est dans cette voie, camarades et frères combattants, et dans cette voie seulement, que nous pourrons faire avorter la campagne Begin-Sharon-Reagan-Gemayel, et imposer à ceux qui prétendent être solidaire de nous dans le monde de traduire cette solidarité en actes.

Il faut rappeler aussi aux organisations qui négocient, que si elles sauvent leurs têtes des mains de Sharon, elles ne pourront les sauver des bras des combattants patriotiques de notre pays.

Jusqu'à la victoire toujours ! ■

GROUPE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE (GCR),
Beyrouth-Ouest, mardi 29 juin 1982.

ISRAEL

La mobilisation contre la guerre au Liban

Pour empêcher Begin–Sharon d'entrer dans Beyrouth-Ouest

L'OPPOSITION à la guerre israélienne au Liban se renforce au sein de l'Etat d'Israël et des territoires occupés. Aux réactions d'une partie minoritaire certes, mais significative, de la population juive, s'ajoute la grève générale de deux jours appelée par les arabes des territoires occupés.

C'est la première fois que se manifeste en Israël, en pleine période de guerre, un courant de protestation aussi important. Son existence même rend plus crédible la perspective stratégique d'une unification de la lutte des Juifs anti-sionistes avec le combat du peuple palestinien, perspective pour laquelle se battent nos camarades de la LCR de l'Etat d'Israël.

Notre camarade Michel Warschawski a rappelé pour *Inprecor*, par téléphone, les actions de solidarité militante contre l'invasion du Liban, effectuées par le Comité contre la guerre au Liban depuis le tout début de l'agression sioniste. Ces actions ont réussi, entre autres choses, à créer un véritable mouvement d'opposition à la guerre et à pousser les dirigeants du mouvement « *Peace Now* » (la Paix maintenant), d'abord réticents, à appeler eux aussi à une manifestation pour le samedi 3 juillet. Cette mobilisation, la plus importante depuis les accords de Camp David, a réuni près de 100 000 manifestants. Quoique plus modérés que lors des initiatives précédentes, les slogans affirmaient : « *Plus jamais une guerre comme celle-là !* » et réclamaient, sous diverses formulations, « *une solution israélo-palestinienne* » à la question palestinienne.

Michel WARSCHAWSKI

Pour la première fois, Israël se trouve en guerre sans avoir réussi à créer un consensus national autour de la nécessité de sa dernière entreprise guerrière et de ses objectifs essentiels. Hormis les aveugles politiques, tout le monde en Israël savait cette guerre inévitable. Il était de notoriété publique que le ministre de la Défense, le général Ariel Sharon, l'avait préparée depuis qu'il était entré en fonction il y a un an, et que le Premier ministre Menahem Begin était hanté par la crainte de mourir avant d'avoir pu inscrire son nom dans l'histoire d'Israël comme vainqueur de la « cinquième manche (1) ».

Avant l'ouverture des opérations militaires, la majorité de l'opinion publique israélienne avait exprimé, d'une façon ou d'une autre, son opposition à une aventure militaire qu'elle ne jugeait pas, à juste titre, inévitable, et dont les conséquences n'étaient pas évidentes. Tout le monde sait bien que c'est un ministre du gouvernement Begin, et pas un des moindres, qui a fait savoir à la presse, il y a trois mois environ, la date précise de l'offensive préparée par le gouvernement, ce qui a obligé ce dernier à repousser son opération.

Au niveau populaire également, l'enthousiasme n'était pas grand face à l'éventualité d'une nouvelle guerre israélo-arabe (2). Pourtant, il ne faisait aucun doute qu'une fois les opérations militaires commencées, et à plus forte raison si les premiers jours étaient marqués par des succès pour l'armée sioniste, le gouvernement pourrait recréer un semblant d'Union sacrée, d'autant plus que le soutien *a posteriori* de l'ensemble des partis sionistes lui était assuré, dès lors que la guerre était lancée.

Ce qui a surpris, à partir du dimanche 6 juin, ce n'est donc pas l'état d'esprit belliciste et nationaliste de la population, aiguisé par les médias mobilisés pour créer un sentiment d'état d'urgence et d'Union sacrée. Il faudra encore longtemps, en effet, avant que de larges couches de la population israélienne ne se dressent spontanément et immédiatement contre les guerres lancées par les dirigeants sionistes.

Ce qui a par contre surpris tout le monde, c'est l'étendue des manifestations d'opposition à la guerre, et cela dès les premiers jours des combats, ce qui a enfin obligé certains députés du Parti travailliste à reconnaître, lors du débat sur la guerre à la Knesset le mardi 29 juin, qu'il n'y avait pas cette fois-ci de consensus national sur cette question.

LE COMITÉ CONTRE LA GUERRE AU LIBAN

Déjà pendant la première semaine de la guerre, alors que les informations ne parvenaient que d'une façon très limitée, deux manifestations se déroulaient à Jérusalem et à Tel Aviv, regroupant des disaines et des dizaines de personnes appartenant à toutes les formations de la gauche, y compris la gauche du Parti Sheli. Leurs slogans étaient on ne peut plus clairs : « *Non à la guerre au Liban ! Retrait immédiat ! Reconnaissance de l'OLP comme interlocuteur ! Ouverture de pourparlers avec l'OLP !* »

C'est le Comité de solidarité avec l'université de Bir Zeit, transformé pour l'occasion en Comité contre la guerre au Liban, qui a été à l'initiative de ces manifestations. C'est lui aussi qui a publié dans le journal *Haaretz* une pétition exprimant une opposition totale à la guerre et appelant à un arrêt immédiat des combats, signée dès les premiers jours par de nombreuses personnalités connues. Après quinze jours, cette pétition avait recueilli déjà plus de 5 000 signatures. C'est toujours le Comité contre la guerre au Liban qui a organisé, le dimanche 13 juin, une manifestation de plus de 600 personnes devant les bureaux du Premier ministre.

Ces initiatives, marginales à première vue, allaient permettre de dégager un processus bien plus large d'opposition à la guerre. A la suite de la pétition du Comité contre la guerre au Liban, *Haaretz* allait publier en dix jours plus de quinze annonces et communiqués exprimant plus ou moins clairement un point de vue critique face à la politique du gouvernement sioniste au Liban. La formation à Tel Aviv, à Jérusalem et à Haïfa de groupes de femmes contre la guerre au Liban et la manifestation de plus de 200 femmes dans le centre de Jérusalem, allaient aussi élargir le mouvement bien au-delà des courants se reconnaissant dans l'ancien Comité de solidarité avec l'université de Bir Zeit. Et toute une série de personnalités politiques, universitaires et artistiques, ainsi que des délégations de kibboutzim, vont rejoindre les initiatives du Comité contre la guerre au Liban, comme en témoignent les conférences de presse auxquelles participaient, outre le professeur Yechayou Leibovitz, qui appelait au refus de servir dans les territoires occupés, le philosophe Assa Kasher, le poète Nathan Zakh, etc. (3).

L'effet le plus important de ces mobilisations a été le débat très dur qui a traversé le mouvement « *Peace Now* » (la Paix maintenant). Originellement, sa direction avait décidé de n'entreprendre aucune action tant que les combats se poursuivaient, afin de ne pas porter atteinte à l'Union nationale. La pression des diverses initiatives anti-guerre sur les militants de « *Peace Now* » allait porter ses fruits. La majorité des militants de Tel Aviv décidaient de mettre fin à la « trêve » et de prendre plusieurs initiatives afin d'exprimer leur opposition à la guerre. Ils ont été suivis par le groupe Ometz, qui regroupe la gauche travailliste

1. Les sionistes mènent en effet actuellement leur cinquième guerre, après celles de 1948, 1967, 1973 et 1978.

2. Michel Warschawski, « Le gouvernement Begin toujours à la recherche de la guerre », *Inprecor* numéro 125, du 3 mai 1982.

3. Le 20 juin, le professeur Yechayou Leibovitz n'a pas hésité à déclarer : « *Nous avons déjà fait ce que Hitler a fait au cours des six premières années de son règne.* »

au Parlement, qui a pris l'initiative d'un piquet permanent devant les bureaux du Premier ministre composé de soldats récemment démobilisés.

L'OPPOSITION DES MILITAIRES RÉSERVISTES

C'est au sein de l'armée, qui est essentiellement une armée de réservistes, que se déroule le second front contre la guerre. Depuis une semaine, il ne se passe pas un jour sans qu'un groupe de soldats ou d'officiers démobilisés ne prenne position, par des conférences de presse, des déclarations ou la publication de pétitions, telle celle signée par près d'une centaine de réservistes d'une unité de blindés.

Les attaques hargneuses du ministre de la Défense Ariel Sharon, mais aussi de certains dirigeants de « *Peace Now* » contre « ceux qui manifestent quand d'autres sont obligés de sacrifier leur vie », ont eu au sein de l'armée un effet boomerang. C'est de l'armée elle-même que sont sortis ces appels à manifester pour mettre fin à cette sale guerre et au mur du silence qui l'entoure. Conscient de l'élargissement rapide du sentiment anti-guerre, le Comité contre la guerre au Liban décidait d'appeler, le samedi 26 juin, à une grande manifestation à Tel Aviv (voir encart). Les 15 000 personnes venues manifester marquent un tournant dans la formation d'un large mouvement contre la guerre au Liban.

Pour la première fois, c'est la gauche qui se trouve à l'initiative d'un mouvement de masse donnant un caractère sans équivoque à la lutte contre la guerre au Liban et la situant dans le cadre de la solidarité avec la lutte du peuple palestinien. Cela va obliger les courants modérés restés jusqu'à présent sur la touche à prendre une attitude plus offensive contre la guerre. Le jour même de la grande manifestation de Tel Aviv, « *Peace Now* » annonçait un grand rassemblement pour le samedi 3 juillet à Tel Aviv. Plusieurs députés travaillistes et libéraux décidaient à leur tour de ne plus cacher leur opposition à la prolongation de la guerre, à certains de ses objectifs (la prise de Beyrouth ou la mise sur pied d'un Etat fort au Liban) et à exiger la démission du général Ariel Sharon, dont l'aventurisme n'a plus aucune limite, y compris le prix à payer en vies de soldats juifs.

L'ATTENTISME DES MASSES POPULAIRES

Les grands absents des mobilisations ont été jusqu'à présent les masses travailleuses et populaires. Mais cela ne signifie en rien que la guerre bénéficie du soutien enthousiaste de ces couches décisives de la population. La prolongation des combats, dont la durée dépasse même celle de la guerre d'octobre 1973, le nombre élevé de victimes du côté israélien, ne peuvent pas cette fois être justifiés par des arguments d'auto-défense et autres, du genre « *On n'avait pas le choix ...* ». Tout le monde sait pertinemment que l'OLP avait scrupuleusement respecté les accords de cessez-le-feu signés en juillet 1981 et que ce sont Sharon, Begin et Eytan qui rêvaient d'une nouvelle guerre et qui la préparaient depuis près d'un an. Ce ne sont pas les mensonges éhontés de Sharon à la télévision qui changeront le sentiment plus ou moins clair que cette guerre n'était pas inévitable.

La preuve en sont les accusations portées par les familles ouvrières et les amis des soldats tués au cours des opérations qui, lors de certaines funérailles, criaient « *Begin, Sharon, assassins !* », ou encore le fait qu'aucune des grèves commencées avant le début des opérations n'a pu être arrêtée, malgré la campagne sur la nécessité de participer à l'effort de guerre. On est très loin de l'état d'esprit dominant lors des dernières guerres et il ne faudra pas longtemps avant que ne surgisse, une fois les combats terminés, une opposition populaire de masse à cette sale guerre, qui a confirmé mieux que toutes les autres qu'il est impossible, voire contre-productif, de prétendre résoudre les problèmes politiques au Moyen-Orient — et en tout premier la question palestinienne — par des moyens militaires, et que le prix des aventures militaires devient, guerre après guerre, plus lourd.

L'apparition au sein de la population israélienne d'un mouvement de masse minoritaire mais pas du tout marginal contre la guerre au Liban marque un tournant politique en Israël, que tous les commentateurs ont souligné au cours de ces derniers jours. Elle reflète l'érosion réelle de l'Union sacrée face aux Arabes, qui était jusqu'à présent l'élément déterminant de la supériorité sioniste. Ce tournant fait peser sur les frêles épaules des militants de la gauche israélienne, regroupés au sein du Comité contre la guerre au Liban, des responsabilités qualitativement nouvelles. Dans la bataille qu'ils mènent contre le bellicisme et l'annexionnisme du gouvernement sioniste, ils sont non seulement en train de contribuer à la défense des droits du peuple palestinien, qui cette fois fait tragiquement défaut au sein du monde arabe, mais surtout de jeter les bases d'une solidarité israélo-palestinienne qui seule peut — à terme — créer des conditions d'une coexistence entre les deux peuples de Palestine. ■

Michel WARSCHAWSKI
Tel Aviv, 30 juin 1982.

15 000 à Tel-Aviv dès le 26 juin

Combien de personnes allaient-elles répondre, ce samedi 26 juin, à l'appel à manifester lancé par le Comité contre la guerre au Liban ? Au cours des distributions de tracts, il semblait bien que l'opposition à la guerre au Liban se développait rapidement et le nombre de personnes prêtes à accepter de patronner le rassemblement et d'y prendre la parole était prometteur. La veille, plusieurs kibboutzim annonçaient qu'ils enverraient des délégations et l'un d'eux, Kerem Shalom, publiait dans le journal *Haaretz* un appel à se joindre à l'initiative contre la guerre.

Pourtant, tout le monde, y compris les organisateurs du rassemblement, a été surpris par le nombre de manifestants, entre 15 000 et 20 000 selon les estimations de la presse, qui ne peut s'expliquer uniquement par l'effort gigantesque entrepris par les organisations et les individus qui composent ce Comité. Parmi les manifestants se cotoyaient militants anti-sionistes de longue date et membres de Beit Hachita, l'un des kibboutzim les plus modérés du mouvement travailliste de droite, plusieurs dizaines de militants arabes du Parti communiste (Rakah), et les dirigeants contestataires de « *Peace Now* ».

Les pancartes spontanément apportées par les manifestants étaient souvent même plus radicales que celles intentionnellement modérées qui décoraient la tribune et les annonces appelant à la manifestation, et plus particulièrement à la solidarité avec l'OLP. Les prises de parole elles aussi ont été très dures vis-à-vis du gouvernement et de la guerre, exprimant toutes le rejet catégorique des divers appels, y compris de la part des dirigeants de « *Peace Now* », à « *taire les critiques quand tonnent les canons* ». Que ce soit le général de réserve Mati Peled, le critique littéraire Dan Meron, l'historien Ygal Eilon, ou l'orateur d'un kibboutz se trouvant sur la frontière libanaise, tous ont dénoncé systématiquement les objectifs, les moyens et les fausses justifications de l'aventure militaire sioniste au Liban. Il est significatif que la prise de parole très radicale d'un jeune Palestinien de Galilée ait été longuement applaudie et en particulier son appel à reconnaître l'OLP comme le représentant du peuple palestinien.

Deux éléments ont plus particulièrement été soulignés par les médias israéliens : l'acte d'accusation émouvant de Raya Harnik, mère d'un commandant tué alors qu'il était à la tête de l'unité chargée de prendre le château de Beaufort au Liban, et l'annonce de la pétition signée par une centaine de réservistes appelant à mettre fin au mur du silence qui couvre la politique criminelle et suidicaire de Sharon.

Face au succès sans précédent de ce rassemblement, le mouvement « *Peace Now* » devait annoncer, pendant le cours même de la manifestation, qu'il appelait lui aussi à manifester le samedi suivant, le 3 juillet, contre la guerre.

Ce n'est pas là un des moindres succès de cette initiative du Comité contre la guerre au Liban. ■

M. W.
Tel Aviv, 30 juin 1982.

PALESTINE

Un nouveau coup contre la Résistance palestinienne

Depuis des années Israël, les Etats arabes et l'impérialisme se relaient pour anéantir l'OLP

AVEC l'invasion du Liban par l'armée israélienne le dimanche 6 juin 1982, le mouvement national palestinien se trouve une nouvelle fois confronté à une offensive militaire dont l'objectif avoué n'est rien moins que son effacement de la carte politique du Moyen-Orient.

Qu'Israël n'ait pas réussi à ce jour à liquider physiquement les militants palestiniens en pénétrant dans leur quartier général de Beyrouth-Ouest n'est pas le fait du manque de détermination des dirigeants sionistes et de l'impérialisme qui les appuie, mais la conséquence de la résistance militaire acharnée des Palestiniens.

Néanmoins, la formule du désarmement de la résistance palestinienne et de l'exil de plusieurs milliers de ses combattants dans un pays arabe de la région, proposée par le gouvernement de Menahem Begin, ne poursuit pas d'autre but que celui d'obtenir une capitulation totale de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) sur la base du rapport de force militaire créé par l'agression des forces sionistes.

La résistance farouche des Palestiniens de Beyrouth-Ouest, qui fait suite à la lutte menée depuis plusieurs semaines contre la progression de l'armée israélienne à travers tout le Sud-Liban, illustre, pour la quatrième fois en une douzaine d'années, la nécessité pour le mouvement national palestinien de défendre, les armes à la main, son droit à l'existence et à la lutte pour la libération nationale de son peuple.

Pendant toutes ces années, les bourgeoisies arabes réactionnaires comme l'Etat sioniste se sont relayés tour à tour — à chaque fois avec la bénédiction de l'impérialisme — pour tenter de venir à bout, militairement et politiquement, du mouvement national palestinien.

L'histoire de la lutte du peuple palestinien se confond donc aussi avec les épisodes de sa résistance à ces multiples entreprises réactionnaires pour le liquider. Aujourd'hui, ce peuple dispersé à travers la région, du fait de la création même d'Israël en 1948 et de la politique d'accaparement des terres et de colonisation du sionisme, et la direction politique qu'il se reconnaît, l'OLP, se trouvent à nouveau confrontés, dans un isolement politique presque total, à une épreuve tragique dont l'issue sera décisive pour son avenir.

Claude DEVILLIERS

La lutte contre l'Etat sioniste a toujours représenté un élément important de la radicalisation nationaliste des masses arabes à travers tout le Moyen-Orient. Cela a contraint les Etats arabes à mener un certain combat contre Israël et à soutenir le peuple palestinien déchu de ses droits nationaux et à la recherche d'une patrie.

L'Egypte de Gamal Abdel Nasser a ainsi pris une part active dans la fondation de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). C'est en effet au Ier Sommet arabe du Caire, en janvier 1964, qu'il a été convenu d'« *organiser le peuple palestinien pour lui permettre de jouer son rôle dans la libération de son pays et de décider de son avenir* ». Fondée quelques mois plus tard, en mai 1964, l'OLP regroupe aujourd'hui plusieurs organisations palestiniennes, dont les plus importantes sont le Fath de Yasser Arafat, le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) de Georges Abache, le Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDPLP) de Nayef Hawatmeh, le Front de libération arabe (FLA) pro-irakien et la Saïka (la Foudre) pro-syrienne.

Forces palestiniennes au Sud-Liban. (DR)

L'OLP s'est rapidement imposée comme le représentant des aspirations nationalistes des masses palestiniennes déshéritées et émigrées à travers le Moyen-Orient, malgré cette dispersion, comme en témoigne d'ailleurs le soutien dont bénéficie l'OLP dans les territoires occupés par Israël depuis 1967 (1).

Cette situation objective de peuple marginalisé, expulsé de tout processus productif, donc soumis à une paupérisation extrême, et regroupé dans des camps de réfugiés dans les pays voisins de l'Etat d'Israël, n'a pas été sans conséquence sur l'évolution politique du mouvement nationaliste palestinien. La résistance a, en effet, été contrainte de se forger et de se développer à l'abri des régimes arabes hostiles qui se sont trouvés forcés d'accepter sa présence après la défaite militaire des armées arabes en juin 1967.

Par rapport aux autres mouvements nationalistes du monde arabe - nassérien et baassiste — qui l'ont historiquement précédé, le mouvement nationaliste palestinien va introduire de nouvelles méthodes d'action et de lutte contre le sionisme. Alors que les Etats égyptien, syrien ou irakien ne concevaient leur soutien à

1. Peuple d'environ 4,5 millions de personnes, les Palestiniens sont 1,2 million dans les territoires occupés par Israël depuis 1967, la Cisjordanie et la bande de Gaza, 500 000 au sein même de l'Etat d'Israël dans ses frontières de 1948, le reste étant réparti, souvent au gré des migrations politiques et des coups portés à la Résistance palestinienne, dans la plupart des pays arabes de la région (220 000 en Syrie, 299 000 au Koweit et 136 000 en Arabie Saoudite).

Prisonniers palestiniens de l'armée sioniste. (DR)

la revendication nationaliste palestinienne et leur lutte contre l'Etat sioniste que dans le cadre d'une guerre menée par une armée conventionnelle et non dans le cours d'une mobilisation populaire régionale anti-sioniste, le mouvement palestinien va se fonder sur la mobilisation politique et militaire des masses palestiniennes elles-mêmes dans les camps de réfugiés. Même si elle n'a pas amené la direction palestinienne à rompre les ponts avec le nationalisme bourgeois, notamment sur la question de ses rapports avec les Etats bourgeois arabes qui la soutiennent et malgré une approche militariste du combat contre le sionisme, cette mobilisation a constitué une contradiction vivante à la politique de ces Etats bourgeois, à la fois par l'exemple qu'elle a représenté aux yeux des masses arabes de la région tout comme par la dynamique anti-impérialiste qu'elle a impulsée dans les pays où ont été regroupés les camps de réfugiés palestiniens.

C'est là que réside un des éléments fondamentaux qui explique la participation répétée des armées et des Etats arabes à la répression du mouvement nationaliste palestinien. Chaque fois que la mobilisation armée des masses palestiniennes est venue mettre en danger la stabilité d'un régime bourgeois arabe de la région, alors que l'Etat sioniste ne pouvait se permettre une intervention militaire directe, de peur d'attiser le sentiment anti-impérialiste des masses arabes, ce sont les armées arabes qui — en toute complicité avec Israël et l'impérialisme — ont accompli ce sale travail.

L'agression israélienne de juin 1967 s'inscrit dans le cadre d'une contre-offensive impérialiste contre la montée de la révolution coloniale dans le monde arabe. Elle visait à juguler la dynamique anti-impérialiste croissante qui s'affirmait au Proche-Orient et que représentaient, d'une part le réveil à la lutte du peuple palestinien, l'apparition des noyaux armés en son sein et la recrudescence des activités militaires de ces noyaux contre l'Etat sioniste et, d'autre part, la radicalisation du régime syrien établi par le coup d'Etat de 1966.

La victoire militaire de l'armée sioniste a constitué un succès de cette contre-offensive impérialiste, qui a néanmoins été tempéré par l'encouragement à la mobilisation anti-impérialiste des masses arabes et principalement l'extension rapide des organisations armées du peuple palestinien qu'elle a entraînée.

La défaite des armées arabes contre Israël en juin 1967 a en effet propulsé à l'avant-scène le jeune mouvement palestinien qui, par le combat héroïque qu'il a mené dans et hors des territoires occupés par l'armée sioniste, a rapidement gagné le soutien et l'estime des masses arabes, du Maroc jusqu'en Irak. Afin de se donner une nouvelle crédibilité aux yeux du mouvement populaire et réduire les conséquences de la crise provoquée par leur défaite, les régimes arabes ont alors décidé de soutenir financièrement et militairement le mouvement national palestinien en échange d'une non-ingérence de ce dernier dans les affaires intérieures des régimes arages. Cela a signifié, entre autres choses, l'apparition et le développement de la résistance palestinienne sur le territoire libanais.

« SEPTEMBRE NOIR » EN JORDANIE

Une conjonction d'intérêts entre l'impérialisme, l'Etat d'Israël et la bourgeoisie libanaise a poussé à une première mais infructueuse tentative de liquidation de la Résistance palestinienne par l'armée libanaise en 1969. Cette action s'est soldée par un échec, du fait de la faiblesse même de l'armée libanaise et du soulèvement des masses musulmanes libanaises en solidarité avec la Résistance palestinienne. Par la suite, les accords secrets du Caire de fin 1969 entre le président de l'OLP et le commandant en chef de l'armée libanaise, sous les auspices de représentants de la République arabe unie (RAU), ont consacré la légitimité de la présence palestinienne armée au Liban, des « *postes de la lutte armée palestinienne à l'intérieur des camps* » et ont délimité les zones où les fedayines pouvaient agir, le « *Fathland* ».

Mais l'existence même de la Résistance palestinienne, la lutte armée qu'elle menait contre le sionisme, la mobilisation permanente de centaines de milliers de réfugiés dans les divers Etats arabes de la région avaient, indépendamment de la ligne de non-ingérence défendue par la direction du mouvement national palestinien, une dynamique de plus en plus déstabilisatrice dans les Etats arabes.

Et tout particulièrement en Jordanie où était concentré l'essentiel de la Résistance armée palestinienne avant 1970. Des expériences avancées de mobilisation populaire commençaient même à déborder les camps de réfugiés palestiniens, comme à Irbid dans le Nord, près de la frontière syrienne. Dans cette ville, ces expériences de mobilisation impliquaient à l'époque aussi bien les masses palestiniennes que jordaniennes, au niveau d'organisations de quartier, avec une dynamique de véritables conseils populaires.

C'est pour sauver son régime fortement ébranlé par la puissance du mouvement palestinien en Jordanie que le roi Hussein a lancé, en septembre 1970, une offensive militaire sanglante contre les camps palestiniens. Aidé en cela par l'armée israélienne et profitant de la passivité criminelle des autres régimes arabes, le roi hachémite est parvenu, au prix du massacre de plusieurs dizaines de milliers de personnes, à démanteler l'Organisation de libération de la Palestine sur le territoire jordanien. « Septembre noir » sera la première grave défaite de la Résistance palestinienne, dont la direction de l'OLP ne tirera d'ailleurs pas les leçons, notamment en ce qui concerne son attitude de non-ingérence et de compromission avec les régimes arabes bourgeois qui la soutiennent. N'est-ce pas cette attitude qui a notamment conduit la direction de l'OLP, soucieuse de ne pas se brouiller avec le régime saoudien, à condamner publiquement

en novembre 1979 l'attaque de la Grande Mosquée de la Mecque ?

L'écrasement de la Résistance palestinienne en Jordanie en septembre 1970 est venu compléter la victoire impérialiste ouverte par la guerre de juin 1967. Le champ devenait dès lors libre pour une réorganisation plus importante des rapports de forces à l'échelle régionale, concrétisée de manière multiple : un mois après les massacres de Jordanie, l'équipe petite-bourgeoise radicale au pouvoir en Syrie était renversée par un coup d'Etat militaire ; en 1971, le régime d'Anouar el Sadate en Egypte entreprenait le démantèlement méthodique et progressif des mesures de nationalisation effectuées sous Nasser ; au cours de la même année, la dictature de Nemeiry liquidait le Parti communiste au Soudan au cours d'une terrible répression, et entamait une collaboration ouverte avec l'impérialisme.

Après « Septembre noir », l'OLP est néanmoins parvenue à restructurer ses forces et à réorganiser son appareil politique et militaire, principalement sur le territoire libanais où, depuis les accords de 1969, le droit de libre circulation et d'action a été reconnu aux fedayines. Rapidement, la Résistance palestinienne est devenue la principale force politique du Liban, modifiant en cela radicalement l'équilibre instable entre musulmans et chrétiens qui est à la base de la crise même de l'Etat libanais artificiellement mis en place par l'impérialisme, et entre forces progressistes et camp réactionnaire. Le président Soleiman Frangié réagit en tentant d'imposer un Etat fort au Liban et de réprimer toutes luttes sociales. Il a néanmoins dû reculer après la grande manifestation de 250 000 personnes en avril 1973 protestant contre l'assassinat à Beyrouth, par les sionistes, de trois dirigeants palestiniens (2). Dès lors, les affrontements militaires entre forces palestiniennes et libanaises au cours de la même année n'ont pas donné l'avantage au gouvernement « légal » du Liban.

Pour l'impérialisme américain, soucieux d'avancer vers un règlement politique du conflit arabo-israélien, tout comme pour la bourgeoisie libanaise désireuse d'en finir avec ce contre-pouvoir palestinien, ou pour Israël, il s'agissait donc de tenter de rééditer l'opération du roi Hussein en Jordanie. Et ce d'autant plus que la jonction des luttes entre la mobilisation palestinienne et les combats des masses libanaises s'accentuait. L'insurrection de Saïda à la fin février 1975, où des militants palestiniens d'un camp de réfugiés proche de cette ville du Sud-Liban se sont associés à la population contre l'intervention répressive des forces militaires libanaises, a été en quelque sorte un détonateur pour le pouvoir libanais. Utilisant les milices chrétiennes phalangistes de Pierre et Bechir Gemayel, qu'il avait contribué à renforcer, le pouvoir a organisé une vaste provocation contre la Résistance palestinienne et le mouvement de masse libanais.

Le 13 avril 1975, les forces phalangistes tendaient une embuscade à un bus transportant des militants palestiniens du Front du Refus. Cette action a servi de prétexte à une intervention de l'armée libanaise contre la Résistance palestinienne. Mais les forces répressives libanaises ont été en quelque sorte neutralisées par la réaction des masses libanaises elles-mêmes. La provocation des phalangistes va accélérer la jonction des luttes — y compris armées — entre les forces palestiniennes et le mouvement progressiste libanais. La guerre civile de 1975-1976 ainsi enclenchée a donc provoqué une déstabilisation encore plus poussée de l'Etat libanais. Ce sera l'intervention des forces armées syriennes qui va permettre d'empêcher la victoire du camp des forces palestino-progressistes contre les phalanges chrétiennes. La Force arabe de dissuasion (FAD), essentiellement formée de troupes syriennes, s'est installée au Liban en 1976 avec l'aval de l'impérialisme, qui ne voyait pas d'autre solution pour éviter la victoire des forces palestino-progressistes au Liban.

Pourtant, à l'issue de la guerre civile au Liban, malgré les massacres phalangistes comme celui du camp de réfugiés de Tall-êl-Zaatar, qui tombe le 12 août 1976 après 52 jours de siège, et la répression par les forces armées syriennes, la résistance palestinienne se trouvait toujours en face d'un Etat libanais en pleine désagrégation, et donc de plus en plus directement face à l'armée sioniste.

Le maintien du potentiel militaire et politique des forces de l'OLP au Liban, les succès diplomatiques portés par le changement de rapports de forces entre Israël et les Etats arabes après la guerre d'octobre 1973, la nouvelle vague de mobilisation de la population palestinienne des territoires occupés, vont pousser l'Etat sioniste à lancer une offensive globale contre le mouvement palestinien.

Pour Israël, le but essentiel des accords de Camp David signés entre 1978 et 1979 avec l'Egypte, sous l'égide du président américain Jimmy Carter, n'est en aucun cas de trouver une solution juste aux « *revendications légitimes du peuple palestinien* » — ce qui est explicitement affirmé dans ces accords —, mais de créer une situation politique favorable à l'isolement de l'OLP en vue d'une confrontation militaire à l'initiative des forces sionistes.

ISRAEL ET LA « SOLUTION FINALE »

L'« Opération Litani » (du nom du fleuve libanais), lancée en 1978, avant même que les accords de Camp David ne soient définitivement ratifiés, devait porter un coup mortel à la résistance palestinienne en ratissant une bande de 10 km du territoire du Sud-Liban avec une force militaire de 30 000 soldats israéliens et l'aviation sioniste au cours d'une guerre éclair.

Malgré les massacres de population et les gains territoriaux de l'armée israélienne, cette politique n'a pas atteint le but qu'elle s'était fixée. L'OLP a réussi à tenir tête à l'agression israélienne et son appareil militaire n'a pas été démantelé. Certes, ce n'était pour Menahem Begin et Ariel Sharon que partie remise. Ainsi, pendant quatre ans, l'armée sioniste ne va pas cesser de s'en prendre militairement au mouvement palestinien : bombardements de camps de réfugiés, assassinats de dirigeants, opérations de commandos sur le territoire libanais, destructions de bases militaires de l'OLP. Pourtant, la centrale palestinienne a réussi à maintenir globalement ses positions militaires au Liban alors que, parallèlement, l'Etat d'Israël s'est trouvé confronté à un renforcement qualitatif de la résistance des masses palestiniennes dans les territoires occupés qu'il contrôle depuis 1967. L'efficacité des bombardements palestiniens en représailles au bombardement des camps et bases du Sud-Liban, a même obligé l'Etat sioniste à signer, en juillet 1981, un cessez-le-feu avec l'OLP, dont il ne reconnaît formellement toujours pas l'existence.

Face à la détérioration du rapport des forces entre l'OLP et l'Etat sioniste, ce dernier ne pouvait pas ne pas réagir. Usant des prétextes les plus grossiers, Israël fera, au cours des six derniers mois, tout ce qui était possible pour pousser l'OLP à rompre le cessez-le-feu, afin de pouvoir lancer ce que les dirigeants sionistes appellent l'« offensive finale » pour la destruction de l'OLP. Finalement, lasse d'attendre, l'armée sioniste envahissait le Liban le dimanche 6 juin dernier. Malgré la présentation de cette nouvelle action anti-palestinienne comme une simple opération de nettoyage du Sud-Liban, l'ampleur des forces militaires engagées, près de 100 000 soldats, montrait très rapidement l'objectif réel du tandem Begin-Sharon. En envahissant le Liban jusqu'à Beyrouth, en faisant des milliers de morts et de prisonniers, des dizaines de milliers de réfugiés et de sans-abris aussi bien palestiniens que libanais, le gouvernement israélien a montré son intention d'anéantir la Résistance palestinienne à jamais. Le ministre de la Défense, Ariel Sharon, n'a pas longtemps caché que les autorités israéliennes étaient « *décidées à ce que l'OLP ne puisse plus exister* ». Pour son invasion du Liban, Israël a bénéficié tout à la fois de l'assentiment de l'impérialisme américain et de la passivité des bourgeoisies occidentales et des Etats arabes. La faible opposition de l'URSS, simplement intéressée à sauver la mise à son allié syrien, a tragiquement illustré la solitude du peuple palestinien dans l'épreuve.

Mais comme l'OLP représente réellement le peuple palestinien en armes, la « solution finale » envisagée par Israël ne peut signifier qu'un véritable génocide. Les premiers combats ont montré que cela n'était pas fait pour freiner le régime sioniste dans son entreprise. Mais autre chose est de savoir si les Palestiniens sont prêts aujourd'hui à accepter une tragédie identique à celle qu'ils ont connue en 1948. ■

Claude DEVILLIERS
30 juin 1982.

---

2. Dans la nuit du 9 au 10 avril 1973, un commando israélien assassinait trois dirigeants palestiniens du Fath en plein Beyrouth.

Victoire électorale écrasante de la coalition de gauche MMM-PSM

La mobilisation des travailleurs pourrait ouvrir une situation nouvelle pour tout l'océan Indien

C'EST finalement par le score sans appel de « 60 à 0 » que la coalition électorale du Mouvement militant mauricien (MMM) et du Parti socialiste mauricien (PSM), scission du Parti travailliste (PT), a remporté les élections du vendredi 11 juin dernier. Tous les sièges du Parlement mauricien sont donc revenus aux élus de l'alliance MMM-PSM, qui ont largement devancé les candidats de la droite, anciens députés, membres du gouvernement, Premier ministre compris ... Deux députés de l'Organisation du peuple rodriguais (OPR), proche du MMM, ont été élus dans la petite île de Rodrigues.

Il est vrai que la droite s'était présentée divisée à cette consultation électorale, entre la liste du Parti de l'alliance nationale (PAN) regroupant le PT, une scission du Parti mauricien social-démocrate (PMSD), le Rassemblement pour le progrès et la liberté (RPL), et le PMSD de Gaëtan Duval (1). Elle sort un peu plus affaiblie par ce résultat, lequel n'était d'ailleurs pas si inattendu qu'on pouvait l'imaginer. Les affiches couleur mauve du MMM recouvraient l'île Maurice et étaient, à leur manière, un indice des recompositions électorales en cours.

Le gouvernement réactionnaire de sir Seewosagur Ramgoolam n'aura finalement pas été sauvé par l'action de propagande des agents de la CIA dépêchés sur place pour accomplir le genre de mission qu'ils avaient si bien réussi à la Jamaïque pour faciliter l'élection du très réactionnaire Jamaican Labour Party (JLP) d'Edward Seaga.

Si les dirigeants de l'alliance MMM-PSM et du nouveau gouvernement se sont, au nom du « *consensus social* », immédiatement évertués à apaiser les débordements de joie et d'enthousiasme des masses travailleuses devant la défaite de la droite — *le Nouveau Militant*, organe du MMM, titrait le 13 juin : « *Pardonnons nos adversaires, oublions les querelles* » —, cette victoire électorale va encourager nombre de travailleurs à revendiquer plus que les timides réformes envisagées par le programme de la nouvelle équipe. Compte tenu de la politisation et de la combativité d'une jeunesse qui représente plus de 50 % de la population, et de l'existence de courants gauche au sein du mouvement de masse, ce résultat électoral ouvre donc une nouvelle période de luttes de classe dans ce petit pays de l'océan Indien.

Notre camarade Claude Gabriel se trouvait à l'île Maurice peu après les élections. Dans l'article que nous publions ci-dessous, il analyse les caractéristiques fondamentales de leurs résultats et les premières réactions ouvrières face au programme du nouveau gouvernement.

Claude GABRIEL

L'incroyable résultat des élections du 11 juin inaugure une nouvelle situation à l'île Maurice et dans le sud de l'océan Indien. La liesse populaire qui a suivi l'annonce des résultats est très significative du sentiment des masses laborieuses. Il s'agit pour elles d'une seconde Indépendance et d'un renforcement du sentiment national. Une large majorité a donné congé à ceux qui, depuis quatorze ans, avaient vendu le pays, ses ressources, son sol (2) pour s'acoquiner avec les puissances impérialistes. Les travailleurs mauriciens ont voté en bloc contre la misère, le chômage, l'austérité. Le taux de participation électorale, qui a atteint 90 %, est supérieur à celui du vote pour l'Indépendance en 1968 qui a signifié la séparation d'avec la Grande-Bretagne.

Les candidats de la gauche du MMM-PSM ont obtenu entre 55 et 80 % des voix selon les circonscriptions. Le système électoral mauricien propose à chaque électeur une liste de noms parmi lesquels il doit en choisir trois. L'analyse des résultats prouve que les votes se sont faits en bloc pour les trois candidats présentés par la coalition MMM-PSM. Il n'y a donc quasiment pas eu de panachage, les trois élus étant par ailleurs le plus souvent crédités d'un score très voisin l'un de l'autre.

Du côté de l'ex-majorité, cela aura été une véritable déroute. L'ex-Premier ministre, sir Seewosagur Ramgoolam, est battu de 6 000 voix dans sa circonscription de Pamplemousse et arrive derrière les trois membres du MMM-PSM. L'ex-ministre de l'Economie, Ringadoo, n'arrive qu'en sixième position dans la sienne. Les conseillers américains qui organisaient la campagne du PAN n'ont finalement pas réussi à faire un miracle. Les autres formations réactionnaires, y compris le PMSD de Gaëtan Duval, ont elles aussi obtenu de piètres résultats. Ces élections ont donc clairement exprimé un sentiment unitaire et anti-impérialiste des masses laborieuses mauriciennes.

Manifestation de chômeurs avant les élections. (DR)

DES CAUSES PROFONDES

La grande presse retiendra sans doute ce « 60 à 0 » comme un succès de la politique d'alliance du MMM avec le petit PSM rassurant et « honnête ». Elle en tirera tous les commentaires possibles sur de nouvelles alliances sociales à l'île Maurice. Pourtant, deux faits bien plus décisifs expliquent la victoire de la gauche.

A droite, la crise de l'Etat néocolonial a éparpillé les intérêts des divers clans et cliques de l'ancienne coalition gouvernementale. La crise économique et so-

1. Cf. « Victoire possible du MMM aux élections du 11 juin », *Inprecor* numéro 128, du 14 juin 1982.

2. L'île de Diego Garcia par exemple, a été louée par la Grande-Bretagne aux Etats-Unis, qui y ont installé leur plus grande base militaire de l'océan Indien, après en avoir délogé les habitants, le tout avec la complicité de sir Seewosagur Ramgoolam.

ciale a accentué les forces centrifuges au sein du PT au pouvoir. Ce parti qui, depuis 1969, ne cessait de perdre du terrain, ne devant son hégémonie qu'au phénomène du « communalisme » (3) et aux alliances électorales de dernière minute, a connu durant l'année 1981 une crise de décomposition. Mais il serait insuffisant d'analyser la défaite travailliste comme le seul résultat de la bataille électorale. Seewosagur Ramgoolam et son équipe ont aussi subi les effets d'une crise économique et sociale dont hérite aujourd'hui le nouveau pouvoir. Les mêmes causes pourraient avoir demain les mêmes effets sur les nouveaux dirigeants.

A gauche, malgré l'absence de toute mobilisation et organisation des travailleurs par le MMM depuis de nombreux mois, on a assisté à une prodigieuse participation populaire à la campagne contre la droite. L'île était littéralement recouverte d'affiches et de slogans, ne laissant guère de place à la propagande de la droite. Les meetings ont été massivement suivis. Il est par exemple significatif que parmi les militants les plus actifs pour la défaite de la droite, on ait vu ceux du Front national anti-chômage (FNAS) (cf. encart), qui n'avaient pourtant pas caché leur désapprobation du « *consensus social* » proposé par la direction du MMM. Il faut trouver l'explication de ces phénomènes dans la maturité politique et la conscience de classe d'une grande partie de la jeunesse ouvrière et chômeuse qui a saisi l'importance d'une défaite de la droite pour favoriser les luttes à venir. Au soir du samedi 12 juin, au moment de l'annonce des résultats, il n'était pas rare d'entendre des travailleurs affirmer leur volonté d'aller maintenant plus loin et d'imposer la volonté de la « *klas travayer* » (classe des travailleurs). Les meetings du FNAS ont regroupé, durant la campagne électorale, des milliers de personnes. La jeunesse, qui représente plus de 50 % de la population, les laissés-pour-compte du sous-développement, conserve une très forte combativité. Le nouveau régime devra compter sur cette force sociale dans un moment où il

lui sera très difficile de faire croire au « changement » que la majorité de la population attend maintenant.

UN NOUVEAU BLOC SOCIAL ?

Le score des élections du vendredi 11 juin 1982 ne peut s'expliquer par le seul vote populaire. D'autres couches sociales ont également voté pour les candidats de la coalition MMM-PSM, abandonnant leurs vieilles amitiés pour le PT, le Comité d'action musulman (CAM) ou le PMSD. Il est certain que même de gros commerçants et des industriels ont aussi fait ce choix, cherchant à soutenir — voire à contenir — une politique nouvelle ayant la sympathie de la population. Paul Bérenger, le secrétaire général du MMM, déclarait avec cynisme au journal *le Mauricien* du lundi 14 juin, que leur campagne avait bénéficié de contributions d'un montant de 5 000 roupies (4). « *Il y a eu*, disait-il, *un mouvement des petits et moyens bourgeois, des intellectuels vers le MMM. Cela a rapporté pas seulement politiquement.* »

Face au nouveau gouvernement, la bourgeoisie a d'ailleurs choisi une approche courtoise. Le jeudi 17 juin, des responsables du Joint Economic Committee (JEC), de la Mauritius Employer's Federation (MEF) et de la Mauritius Export Processing Zone Association (MEPZA) gratifiaient le nouveau Premier ministre Aneerood Jugnauth, président du MMM, d'un premier avis favorable. Ils jugeaient même « *très positive* » sa première conférence de presse, considérant qu'elle représentait « *un premier pas dans la bonne direction* » et « *un signe pour un avenir nouveau* ». La MEF a confirmé son souhait de collaboration avec le nouveau gouvernement. Il est quelque peu ironique de voir un dirigeant patronal « *donner son soutien total au gouvernement, car le développement de la zone franche se traduira par la réduction du nombre des chômeurs* (5) », quand on se rappelle que, jusqu'en 1978, le MMM s'était toujours attaqué à cet « *Etat dans l'Etat* (6) »

Les secteurs bourgeois s'étaient donc divisés à la veille des élections, et certains n'ont pas hésité à soutenir le bloc MMM-PSM. Le résultat électoral n'en a été que plus désastreux pour le gouvernement sortant. Or, singulièrement, beaucoup de gens à l'île Maurice ont analysé ces résultats comme une défaite du « communalisme » et du « castéisme ». Le fait que Boolel, un vieux politicard, ait perdu dans sa circonscription le vote traditionnel des laboureurs indiens, ou que Youssouf Mohamed, leader musulman du Parti islamique mauricien (PIM) ait été battu dans sa circonscription à majorité musulmane, est sans aucun doute la marque d'une évolution de l'électorat. L'unité populaire autour de la coalition MMM-PSM n'a pu que renforcer le sentiment national face au clientélisme traditinnel hindou, tamoul, musulman ... Mais il serait faux d'en conclure rapidement que le « communalisme » ait été terrassé. La coalition MMM-PSM, par exemple, a choisi très souvent ses candidats en fonction de la composition ethnique et religieuse des circonscriptions électorales. Mais le fait significatif est la crise actuelle après le choix des ministres (7). Deux députés refusent les postes parlementaires

Les vainqueurs "socialistes" remplacent des vaincus "socialistes"

Le Parti travailliste (PT) de sir Seewogasur Ramgoolam, qui vient d'être écrasé lors des élections du vendredi 11 juin dernier, est membre de l'Internationale socialiste. Ce simple fait mériterait sans doute une explication des socialistes français et européens qui se lient ainsi avec de telles formations réactionnaires. Le PT va-t-il maintenant quitter en douce l'Internationale socialiste ?

Il est toutefois probable que le MMM-PSM va y faire son entrée prochainement. N'est-il pas incroyable que le Parti socialiste (PS) français change aussi vite ses amitiés internationales, lui qui parle si souvent de la continuité de sa politique internationale ?

Les dirigeants du MMM, qui étaient représentés au dernier Congrès du PS français à Valence, cherchent de toute évidence à tirer profit de bonnes relations avec Paris. Le nouveau gouvernement mauricien parle déjà d'inviter François Mitterrand à l'île Maurice. Et lorsque la direction du MMM mentionne les grandes puissances étrangères agissant dans l'océan Indien, elle oublie depuis quelque temps de signaler la France. Qu'en penseront les militants anticolonialistes de l'île « française » de La Réunion toute proche qui constitue, avec plusieurs îles éparses dans la région, une véritable base militaire française dans l'océan Indien ? ■

3. Le « communalisme » est le fondement du système politique réactionnaire mauricien. Il constitue une sorte de clientélisme politique basé sur l'attachement au groupe ethnique ou religieux d'origine. Il s'ajoute au « castéisme », phénomène de la hiérarchie des castes, de la communauté hindoue.

4. Environ 4 000 francs français.

5. *Le Nouveau Militant*, organe du MMM, vendredi 18 juin 1982.

6. Programme du MMM (1970).

7. Le nouveau gouvernement comporte 19 ministres, dont 5 membres du PSM et 1 de l'OPR, organisation du peuple rodriguais, formation politique proche du MMM sur l'île Rodrigues.

Cortège du FNAS à la manifestation du 20 juin dernier. (DR)

qu'on leur offre à la place de portefeuilles ministériels, un autre proteste parce qu'il a été oublié dans la distribution des prix (8). Or, toutes ces affaires ont un fort relent de « communalisme ». On a vu des électeurs manifester pour exiger de leur député qu'il refuse un poste considéré comme insuffisant et insultant. Le soir de la formation du gouvernement, le Premier ministre Aneerood Jugnauth devait d'ailleurs déclarer qu'il avait fallu « *tenir compte des réalités du pays* ». Mais il faut croire que les savants dosages ethniques n'ont pas été parfaits. La présence, en force, de notabilités et de gros commerçants dans l'entourage du nouveau régime ne peut que remettre en selle les réflexes communalistes. Seule une politique s'appuyant délibérément sur les travailleurs aurait une réelle chance de combattre cette plaie.

PREMIERES MESURES ET PERSPECTIVES

Le gouvernement s'est d'abord engagé à combattre la corruption de la vie politique. Il a annoncé que les revenus des ministres et députés seraient rendus publics. Certains avantages matériels (produits hors taxe) seront réduits. Plus importante a été la décision d'augmenter de 30 % les plus bas salaires. Le Premier ministre a annoncé qu'il engageait d'importantes discussions pour faire revenir l'île de Diego Garcia, occupée par la plus grande base américaine de l'océan Indien, dans la nation mauricienne. Enfin, les dirigeants ont confirmé leur volonté d'élargir la démocratie, d'amender les lois répressives du Public Order Act (POA) et de l'Industrial Relation Act (IRA), de respecter les calendriers électoraux et notamment la convocation d'élections municipales.

A plus long terme, il faudra suivre de près la mise en œuvre des promesses du programme électoral du MMM et du PSM, notamment en ce qui concerne la nationalisation des installations portuaires de Port-Louis et de deux usines sucrières. Mais nous sommes loin, très loin, d'une politique radicale libérant le pays de l'étau impérialiste. Si l'on sait déjà que le *speaker* de l'Assemblée ne portera plus de perruque à la mode britannique, on ne sait pas encore si la Constitution faisant du pays un membre du Commonwealth associé à la Communauté économique européenne (CEE), et conservant le code Napoléon, sera amendée et comment elle le sera. Va-t-on proclamer une République et rompre le lien formel avec la couronne britannique ? Dans ce cas, faut-il prendre au sérieux les bruits selon lesquels le MMM proposerait l'ancien Premier ministre, sir Seewosagur Ramgoolam, comme président de la République ?

Le soir de la proclamation des résultats électoraux, un sympathisant du FNAS disait : « *Ils voulaient les trois quarts de l'Assemblée pour changer la Constitution, on leur a donné les quatre quarts. On attend.* » Il s'agit-là d'un sentiment très répandu. Et les travailleurs sont en droit d'être inquiets. La politique de Paul Bérenger, aujourd'hui ministre de l'Economie et des Finances, est d'un parfait classicisme réformiste inspiré par les thèses de Michel Rocard en France. La zone franche est considérée comme un moyen important de réduction du chômage. Le tourisme est appelé à favoriser l'entrée des devises (9). La création d'emplois reste dépendante du dialogue avec les patrons et du développement de l'entreprise privée. Les nationalisations proposées n'apparaissent dès lors plus que comme des instruments de rationalisation et d'accroissement des recettes publiques. La nationalisation de deux entreprises sucrières sur les dix-neuf existantes ne permettra pas une maîtrise de cette industrie clef à l'île Maurice et la nationalisation du Port servira sans doute d'abord à mieux contrôler l'esprit revendicatif des dockers.

Paul Bérenger propose donc une « *unité nationale* » pour construire un « *socialisme à visage mauricien* ». Très peu de travailleurs partagent cette idéologie et leur crainte d'une « austérité de gauche » est bien plus répandue.

Il est d'ailleurs significatif que le Joint Economic Committee (JEC) ait renoncé à présenter son rapport avant les élections. Ce dernier, rendu public seulement le jeudi 17 juin, préconise une période d'austérité de trois à cinq ans pour éviter à l'île Maurice « *la faillite économique certaine* ». Le rapport du JEC propose, entre autres, que la semaine de travail passe à 45 heures et que les jours fériés soient réduits à 12 par an. Va-t-on appliquer ces recommandations ? N'est-il pas scandaleux de proposer une telle politique dans un pays où les grands planteurs vivent comme des latifundiaires, où il n'existe toujours pas d'impôts immobiliers en dehors des zones urbaines, ce qui fait que toutes les villas bourgeoises, les propriétés des sucriers sont libres de toutes charges, etc. ? N'est-il pas scandaleux de proposer aux travailleurs de payer, quand on annonce que Seewosagur Ramgoolam touchera une pension d'Etat comme ancien Premier ministre et que le journal du MMM du vendredi 18 juin annonce, sous le titre « *Réconciliation nationale* », que l'on va mettre à sa disposition une voiture officielle ?

Si la politique du MMM et du PSM s'engage sur une telle voie, l'échec est assuré. Le soir du samedi 12 juin, à la télévision, Harish Boodhoo, le leader du PSM, annonçait qu'à « *problème mauricien il y aurait solution mauricienne* ». Ce n'est pourtant pas en marchant dans les traces des politiques précédentes que l'on peut aboutir à cet idéal. La réduction de la corruption et le soutien momentané des travailleurs n'ont jamais suffi à résoudre le sous-développement. L'île Maurice est un pays néocolonial.

Le soir des résultats, des milliers de jeunes parcouraient les rues et les routes pour fêter cette revanche. Contrastant avec cette fête populaire, les dirigeants ont multiplié, ce soir-là et les jours suivants, d'incroyables mises en garde. Paul Bérenger, au bureau de vote de Quatre-Bornes dans la banlieue de Port-Louis, la capitale de l'île Maurice, a été jusqu'à demander à la foule d'écouter les « *camarades* » battus du PAN et du PMSD, ajoutant, au milieu des cris de désapprobation que, si on ne le faisait pas, il quitterait lui aussi les lieux. Quelques citations suffisent pour illustrer le cynisme des dirigeants.

« *Déjà, je fais appel à tous ceux concernés pour qu'ils ne cèdent pas aux revendications de caractère corporatiste, mais que tous nous aident au contraire à présenter le budget.* (...) *Notre priorité est de rassurer* » (Paul Bérenger, *le Mauricien*, 14 juin 1982). « *Je peux dire que nous ne tolérerons pas que des gens agissent contre la loi ; nous agirons contre eux. La police agira contre eux, la justice agira contre eux sans pitié. Je répète : sans pitié. Il faut respecter l'adversaire. Nous sommes tous des Mauriciens* » (Harish Boodhoo, du PSM, à la télévision, samedi 12 juin au soir). « *Je tiens à remercier sir Seewosagur Ramgoolam pour sa sagesse et pour avoir effectué une passation des pouvoirs en douceur ... Nous attendons la coopération de nos adversaires d'hier* » (Aneerood Jugnauth, Premier ministre, lors de sa conférence de presse du 16 juin).

Et le reste est à l'avenant. Les travailleurs écoutent cela avec consternation. Des discussions spontanées portent souvent sur ces déclarations et chacun ressent qu'il n'a aucune envie d'être gentil avec les vaincus, les patrons et les politicards du PT et du PMSD comme leurs dirigeants le leur demandent. Le samedi 12 juin au soir, les jeunes portaient des cercueils avec l'inscription « *Ci-gît la droi-*

8. *Le Mauricien*, jeudi 17 juin 1982.

9. « *J'adresse aussi un appel aux touristes sud-africains pour leur dire que l'île Maurice est encore plus intéressante à visiter que dans le passé et que, s'ils veulent faire connaissance d'un peuple admirable et de toutes les couleurs, c'est bien à l'île Maurice qu'ils doivent venir* » (Paul Bérenger, interview au *Mauricien*, lundi 14 juin 1982). L'île Maurice que l'on visite comme un zoo en quelque sorte ...

te ! », alors même que leurs dirigeants transpiraient au micro pour appeler au calme et à la réconciliation.

DES ESPOIRS DE LUTTE

Le dimanche 20 juin s'est tenu à Port-Louis un meeting de 200 000 personnes. Cette foule gigantesque était venue écouter les nouveaux dirigeants du pays. Malgré quelques envolées militantes, le ton général du meeting a été endeça de l'attente du public. Les discours portaient une fois encore sur les appels au calme, à la discipline, à l'effort productif et au respect des adversaires d'hier. La foule ne réagissait avec enthousiasme que lorsqu'un orateur dénonçait l'ancien régime. La majorité des travailleurs qui étaient présents à ce rassemblement s'interrogeait sur les conséquences pratiques des discours ministériels. Produire, oui, mais pour qui ? Allait-on nationaliser les entreprises ? Allait-on réduire l'arrogance des patrons, maintenant qu'on avait chassé du gouvernement leurs représentants ?

Tous avaient conscience que ce rassemblement immense, occupant tout le Champ de Mars à Port-Louis et s'étendant sur les collines environnantes, était un symbole de lutte et d'unité. Les jeunes qui, une fois encore, s'étaient répandus sur les routes pour venir en cortège au meeting, donnaient l'impression de vouloir en découdre avec les possédants et les patrons. Cet immense potentiel de combativité ne trouvait pas d'écho dans le comportement et les discours qui leur étaient proposés sur l'estrade. Cette contradiction devait se confirmer bien plus encore lorsque, le vendredi 25 juin, fut présenté au Parlement le « discours du trône » (l'île Maurice, en tant que membre du Commonwealth se voit attribuer un « gouverneur »), c'est-à-dire le programme gouvernemental pour l'année à venir (10).

La ligne générale de ce programme se résume en une volonté de rationaliser l'économie néocoloniale de l'île Maurice. On y parle de nationaliser certaines entreprises sans dire lesquelles, ce qui laisse peu de chance que ces nationalisations aient effectivement lieu dans l'année à venir. On réduit la « nationalisation » du Port à un contrôle étatique sur les opérations de chargement et de déchargement des bateaux, ce qui ressemble plus à une volonté de contrôle des dockers qu'à une perspective de s'attaquer aux intérêts privés de ce secteur. On y envisage l'association des travailleurs à la direction des entreprises publiques avec l'idée évidente d'en faire une cogestion qui lie les mains du mouvement syndical. On ne parle plus de la nationalisation de la moindre entreprise sucrière, etc.

Les propositions positives du programme, qui ne changent pourtant pas son caractère totalement insuffisant, portent sur la lutte contre la corruption et contre les avantages scandaleux consentis auparavant aux ministres (produits hors taxes), sur une réorganisation du secteur des transports en regroupant notamment les petits exploitants en coopératives, sur un projet d'irrigation dans le nord au profit des petits planteurs.

D'une manière générale, le programme gouvernemental est scandaleusement flou dès qu'il aborde des questions centrales pour la vie quotidienne des travailleurs : l'idée d'une commission d'enquête sur l'industrie sucrière n'a pas pour but la nationalisation ; l'indemnité-chômage est simplement mentionnée, sans précision des rythmes et des modalités ; les améliorations dans les domaines de la santé et de l'habitat sont réduites à de simples promesses.

Dans le domaine de la politique étrangère, le « non-alignement » est maintenu, mais on rappelle que le pays améliorera ses relations avec les pays amis traditionnels, la Grande-Bretagne, la France et les Etats-Unis. L'objectif de démilitarisation de l'océan Indien se résume à des propositions de négociation sans mobilisation des travailleurs contre les dangers impérialistes.

Si ce programme n'est autre qu'une vague profession de foi réformiste, il n'en est pas pour autant sans intérêt pour juger des illusions de ses auteurs. Il est de bon ton aujourd'hui à l'île Maurice, y compris dans les rangs de la droite et du patronat, d'afficher sa confiance dans le nouveau régime et de lui souhaiter bonne chance. Le seul à avoir voulu faire part de ses doutes a été Gaëtan Duval, le leader du PMSD, qui s'est permis de souligner qu'un tel programme n'est pas réalisable en un an ... mais en vingt ans. D'une certaine manière, Gaëtan Duval exprime là une idée juste. A ne pas vouloir bouleverser l'économie néocoloniale de ce pays, on ne peut pas espérer, par une longue liste de mesures techniques, le sortir de la misère et du sous-développement.

Ce pari, d'ores et déjà voué à l'échec, sera d'autant plus périlleux pour le gouvernement que la grande masse des travailleurs attend un changement radical. Elle veut que l'on nationalise sans indemnité et qu'on ne garde pas les anciens patrons. Elle veut que cesse le chômage. Elle veut que la vie et les conditions de travail s'améliorent, que l'on travaille 40 heures, que cessent les privilèges honteux des « grands blancs » et des gros commerçants. Elle ne veut pas de simples amendements des lois répressives IRA et POA, mais leur abrogation.

La première impression à l'île Maurice ces jours-ci, c'est la volonté de lutte des jeunes travailleurs et des chômeurs. C'est un mouvement profond parmi les plus déshérités, une conscience collective qui se construit peu à peu. Le MMM ne semble guère décidé à suivre ce mouvement des masses, lui qui, dans son journal *le Nouveau Militant*, traite maintenant de gens « *non civilisés* » (11) les travailleurs qui sifflent les anciens ministres venus au Parlement le vendredi 18 juin. ■

Claude GABRIEL
Port-Louis, 28 juin 1982.

10. *Le Mauricien*, 26 juin 1982.
11. *Le Nouveau Militant*, 26 juin 1982.

Le Front national anti-chômage (FNAS) : un courant lutte de classe

Le Front national antichômage (FNAS) est apparu à la fin de l'année 1981 pour dénoncer les licenciements et pour exiger une indemnité-chômage. Le 20 décembre, il organisait un meeting national de près de 10 000 personnes. Pour les élections, il s'est montré très réticent à l'alliance du MMM avec le parti bourgeois PSM. Il a cependant appelé à chasser la droite. Compte tenu des modalités électorales à l'île Maurice, il a appelé en définitive à voter MMM-PSM, puisqu'il était impossible de distinguer entre les deux partis.

Le FNAS a été très actif durant les dernières semaines avant le scrutin, mobilisant tous ses militants et ses sympathisants. Dans une récente conférence de presse, les représentants du FNAS ont confirmé qu'ils soutiendraient les mesures positives du gouvernement, mais qu'ils n'étaient pas prêts à le suivre sur le terrain de l'alliance avec les patrons. Le FNAS a dressé une liste de revendications urgentes qui dépassent maintenant la seule allocation-chômage. Il réclame la nationalisation des grandes propriétés sucrières. Il refuse la cogestion et parle de contrôle ouvrier. Il exige une loi sur les 40 heures, etc.

Présentement, le FNAS peut compter sur plusieurs centaines de militants, et les meetings qu'il organise maintenant dans les localités attirent entre 200 et 500 personnes, ouvriers et chômeurs.

Au sein du FNAS, les principaux animateurs, membres du MMM, se réclament d'un courant oppositionnel à la direction de ce parti. Ces militants publient un bulletin intitulé *Lalit Travayer* (la Lutte des travailleurs). Ce regroupement oppositionnel dans le MMM, et qui anime le FNAS, se déclare marxiste révolutionnaire. Le langage et les activités de ces militants tranchent avec le reste du MMM. Bien qu'encore très faible et peu structuré, ce courant semble pouvoir, dans l'avenir, empêcher une démoralisation du mouvement de masse confronté à la politique de ses dirigeants et mobiliser au plus vite si la droite refait surface. L'avenir de tout courant révolutionnaire à l'île Maurice dépend en partie de la capacité à unir le mouvement de la jeunesse et des chômeurs au combat syndical de la classe ouvrière des secteurs clés de l'économie. Toutes choses que le nouveau régime va vouloir éviter à tout prix en s'attachant les directions syndicales. ■

Révolution politique et contre-révolution en Pologne

Résolution du Comité exécutif international (CEI) de la IVe Internationale du 27 mai 1982

I. La montée de la révolution politique

1 De toutes les révolutions politiques au cours desquelles les travailleurs se sont soulevés contre le pouvoir totalitaire de la bureaucratie des Etats ouvriers bureaucratisés, la révolution polonaise d'août 1980 à décembre 1981 est, sans aucun doute, la plus avancée. Même s'il n'est pas correct d'estimer qu'il existe une progression linéaire de chacune des montées révolutionnaires dans les Etats ouvriers, il n'en reste pas moins qu'elle indique clairement leur cours ascendant, leur tendance à poser dans la pratique la question du renversement du pouvoir de la bureaucratie.

Dans aucun des cas antérieurs, sauf peut-être en Hongrie en 1956, les travailleurs ne se sont proposés de prendre en mains le pouvoir économique et politique direct. Jamais il n'y avait eu de discussions aussi larges sur la tactique, ni d'élaboration aussi étendue des moyens permettant d'approcher consciemment de ce but comme cela a été le cas cette fois-ci.

Certes, ce stade de maturation n'a été atteint que durant les derniers mois, voire les dernières semaines. La direction nationale de Solidarité n'est pas parvenue à adopter une stratégie pour la prise du pouvoir par les travailleurs, même dans les heures qui ont précédé la proclamation de l'état de guerre. Cependant, les travailleurs et la direction du mouvement de masse ont reconnu ouvertement que la question du pouvoir se posait et ont engagé le débat pour savoir comment la résoudre. C'est là un trait distinctif de la révolution polonaise qui constitue un événement d'importance historique et exprime un saut qualitatif dans le développement des révolutions politiques dans leur ensemble. Le mouvement de masse polonais et sa principale organisation — le syndicat autogéré indépendant Solidarité — ont dépassé de beaucoup les acquis les plus avancés des mouvements de masse dirigés par les comités de grève en Allemagne orientale en 1953, par les conseils ouvriers de Hongrie et de Pologne en 1956, ou de Tchécoslovaquie en 1968-1969.

La révolution antibureaucratique polonaise de 1980-1981 s'est développée dans un pays marqué par un ensemble de traits dont certains lui sont spécifiques et dont l'influence sur le cours même de la révolution est indéniable :

Rassemblement organisé par Solidarité. (DR)

a) Le niveau élevé de développement industriel et la formation correspondante d'une classe ouvrière dont le rôle déterminant et la force sociale s'appuient sur l'existence de nombreuses zones à forte concentration (certaines entreprises emploient plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers). Le déplacement massif des travailleurs de l'agriculture vers l'industrie n'a cependant pas laissé la classe ouvrière dans un état d'éternelle « adolescence » politique, contrairement à ce qu'aurait pu espérer la bureaucratie qui a encouragé ce processus, dans l'espoir que cela permettrait de neutraliser cette force sociale. Au contraire, ce n'est pas la classe ouvrière qui s'est diluée dans un milieu social étranger. C'est la société qui n'a cessé de se prolétariser, creusant ainsi la tombe du pouvoir bureaucratique.

b) La tradition et l'expérience de la classe ouvrière polonaise dans ses soulèvements contre le pouvoir bureaucratique, les explosions de protestation ouvrière de juin 1956 (Poznan), de décembre 1970 (Gdansk et Szczecin) et de juin 1976 (Radom et l'usine Ursus à Varsovie) ont permis aux travailleurs polonais :

— de perdre toute confiance dans la capacité du pouvoir bureaucratique ou d'une quelconque fraction de la bureaucratie à défendre les intérêts et à réaliser les aspirations de la classe ouvrière. Le mythe de l'« homme providentiel » incarné dans le passé par Wladislaw Gomulka (1956-1970), puis par Edward Gierek (1970-1980), n'avait plus cours ;

— de se convaincre, à partir de leur propre expérience, des limites d'un mouvement spontané et de la nécessité de l'auto-organisation ;

— de passer à une forme de lutte nouvelle : la grève de masse avec occupation. L'expérience des mouvements autogestionnaires des travailleurs de 1944-1945 et de 1956-1957 avait créé une tradition de lutte pour le contrôle ouvrier sur la production et la gestion ouvrière des entreprises, ce qui a permis à la révolution politique, en 1981, de trouver plus facilement le chemin du pouvoir des travailleurs, dans les entreprises comme dans l'Etat.

c) La faiblesse relative du pouvoir de la bureaucratie qui devait non seulement s'affronter à une classe ouvrière puissante et expérimentée, mais qui n'a pas non plus pu imposer totalement son hégémonie à la société dans son ensemble. La Pologne est un pays où la collectivisation forcée n'est pas parvenue à soumettre la paysannerie au pouvoir bureaucratique. Le principal secteur de l'agriculture reste l'économie paysanne familiale, ce qui confère une marge de manœuvre considérable aux travailleurs agricoles indépen-

dants et facilite la résistance à l'Etat. En outre, la force et l'influence de l'Eglise catholique ont continuellement opposé une résistance avec laquelle la bureaucratie s'est vue contrainte de rechercher un compromis dans le cadre d'un équilibre instable, mais durable. Cette position de l'Eglise catholique, qui exprimait aussi les intérêts de la paysannerie, a favorisé l'existence d'un pluralisme de conceptions du monde ainsi que le développement d'une pensée plus ou moins critique et indépendante dans de larges secteurs de la société. Cependant, si cette faille dans le contrôle monolithique sur la société a favorisé la renaissance d'un mouvement de masse autonome, le rôle fondamentalement conservateur de la hiérarchie catholique a joué dans le sens de freiner le processus révolutionnaire.

d) Une association de plus en plus étroite de la bureaucratie avec certaines forces capitalistes. Dans les années 1970, l'économie polonaise est devenue beaucoup plus dépendante des pays impérialistes, tant sur le plan financier que technologique, ce qui a amené des secteurs de la bureaucratie à établir des liens avec le capital monopoliste étranger et à se laisser corrompre par lui.

Par ailleurs, des secteurs de la bureaucratie ont tissé en Pologne des liens avec certains secteurs de la moyenne bourgeoisie ayant accumulé d'importants capitaux commerciaux grâce à la spéculation.

La bureaucratie a également encouragé le développement d'un secteur capitaliste dans l'agriculture avec lequel elle a noué des liens étroits. Elle s'est assurée le droit d'héritage légal de certains de ses privilèges (instauration, en 1972, d'une garantie de ressources et de droits de retraite transmissibles jusqu'à la troisième génération pour les « *personnes accomplissant des tâches de direction dans le parti et dans l'Etat* »). Elle s'est plus que jamais subordonnée aux valeurs de la culture bourgeoise.

e) Une crise économique dont la gravité est sans précédent dans l'histoire des Etats ouvriers bureaucratisés. Il s'agit d'une crise du système de gestion bureaucratique de l'économie qui, de frein relatif, s'est transformé pendant plusieurs années en un frein absolu du développement des forces productives. D'une part, le caractère social de la production ne cesse de croître, et d'immenses moyens de production sont propriété d'Etat. Mais, d'autre part, c'est une minorité privilégiée qui détient le monopole du pouvoir de disposer des moyens de production et du surproduit social, et qui en fait usage pour ses propres intérêts. Après une période de croissance effrénée au début des années 1970, ces contradictions sont devenues explosives. Pour sauver le pays de la crise, il fallait apporter une solution radicale à la question de la gestion économique, et donc à la question du pouvoir.

f) L'existence de groupes d'opposition, dont la bureaucratie avait été contrainte de tolérer partiellement l'activité au sein de la classe ouvrière après les révoltes de 1976. Outre le Comité d'autodéfense sociale, le KOR, qui sera le regroupement le plus connu, il faut mentionner le rôle de journaux ouvriers clandestins, tels *Robotnik* (l'Ouvrier), *l'Ouvrier de la Baltique*, etc.

2 La révolution polonaise s'est caractérisée et distinguée qualitativement du début des révolutions politiques précédentes en Europe de l'Est par les traits suivants :

— Elle a été un mouvement de masse de dimension colossale. Près de 2 millions de travailleurs ont participé directement au mouvement de grèves de juillet-août 1980. Plus de 10 millions de travailleurs — c'est-à-dire le tiers de la population totale en Pologne — ont participé activement, en mars 1981, aux préparatifs de la grève générale annulée au dernier moment. En outre, le mouvement de grèves à l'université a rassemblé l'immense majorité de la jeunesse étudiante à l'automne 1981. Bien que de moindre importance et plus dispersées dans le temps et dans l'espace, des mobilisations de masse significatives se sont développées également au sein de la paysannerie.

Timbre réalisé par des internés de Solidarité. (DR)

— Au-delà de fluctuations inévitables, la vague révolutionnaire a été de longue durée. Ce n'est qu'au dix-huitième mois de la révolution que le pouvoir bureaucratique a décidé de recourir à la force, avec le coup de force militaire contre-révolutionnaire.

Au 13 décembre 1981, la révolution n'était pas battue et ne se trouvait pas dans une phase de recul. Depuis plusieurs semaines déjà, le mouvement des masses était entré dans une nouvelle phase ascendante de radicalisation et le pays tout entier dans une crise politique directement révolutionnaire. Les premiers jours suivant le coup de force ont montré que le potentiel révolutionnaire du mouvement de masse était très loin de l'épuisement. La résistance ouvrière à la dictature militaire à pris les dimensions d'une grève quasi générale, malgré le démantèlement des structures d'organisation et de direction de Solidarité après une puissante opération de répression. Dans d'innombrables usines, et dans les mines en particulier, la police et l'armée ont dû recourir à la violence pour briser la grève.

— La composition du mouvement de masse a été ouvrière avant tout. La classe ouvrière n'a pas seulement constitué la principale force motrice de la révolution polonaise, elle en a aussi été la force dirigeante. C'est un fait indiscutable et reconnu comme tel par tous les autres secteurs participant à la révolution : les étudiants révoltés, les intellectuels démocrates, la petite bourgeoisie urbaine et les secteurs actifs de la paysannerie. Les zones à forte concentration industrielle ont constitué le centre du mouvement de masse et les grandes usines ont été les forteresses de la révolution. Elles ont donné l'exemple en ce qui concerne les formes de lutte, les revendications, les forces d'organisation et les rythmes de mobilisation des travailleurs, imprimant de ce fait un sceau incontestablement ouvrier à la révolution en cours. Tous les secteurs non ouvriers du mouvement ont su que leur propre succès dans la lutte dépendait entièrement du soutien des grandes usines.

— Le mouvement de masse a eu un caractère organisé, bien qu'il se soit nourri largement de tendances spontanées. Ce sont les travailleurs salariés qui ont atteint le degré d'organisation le plus élevé : sur 13 millions, 9,4 millions étaient membres du syndicat Solidarité. Les plus organisés ont été les travailleurs productifs de la grande industrie. Dans les autres couches sociales, le niveau d'organisation a été nettement moindre. Seule une minorité de la paysannerie et de la jeunesse étudiante s'est syndiquée, même si les étudiants ont fait la preuve de leur capacité d'organisation en des occasions déterminées, comme lors des grèves avec occupation des universités.

— Le mouvement de masse a été indépendant de la bureaucratie, tant de l'appareil d'Etat que de celui du Parti ouvrier unifié polonais (POUP), et il a défendu cette indépendance avec intransigeance. A preuve, la détermination avec laquelle Solidarité s'est opposé à la tentative de la bureaucratie d'utiliser le pouvoir judiciaire pour intervenir dans la question de ses statuts. Le niveau élevé d'autonomie de la classe ouvrière s'est manifesté déjà dans la grève d'août 1980. Au lieu de sortir en masse de leurs usines pour se rassembler autour des locaux des comités provinciaux du POUP, comme ils l'avaient fait antérieurement, les ouvriers se sont retranchés dans les usines qu'ils occupaient, obligeant ainsi les représentants du pouvoir bureaucratique à venir négocier sur leur propre terrain. Cette autonomie s'est confirmée par la suite lors du passage à l'organisation du syndicat indépendant — la première et la plus importante revendication des travailleurs.

Il est certain que, durant de nombreux mois, des illusions ont subsisté dans le mouvement de masse et dans Solidarité quant à la possibilité de négocier avec la bureaucratie, de passer un compromis plus ou moins durable fondé sur la reconnaissance d'une série de conquêtes démocratiques de la classe ouvrière et de la société dans son ensemble. Il est certain que

des illusions ont subsisté quant à la bonne volonté de certaines fractions ou personnalités de la bureaucratie. Mais les travailleurs ont rejeté toute subordination à tel ou tel secteur de l'appareil bureaucratique, se refusant également à lui accorder une quelconque légitimation.

3 Diverses formes de lutte et d'organisation rapprochant les travailleurs de la conquête du pouvoir ont fait leur apparition au cours de la montée révolutionnaire. La première d'entre elles a été le mouvement pour l'autogestion ouvrière, qui s'est concrétisé par la formation de conseils ouvriers dans les entreprises, avec une tendance à la centralisation progressive à l'échelle régionale, puis à l'échelle nationale. L'expérience de contrôle de Solidarité sur la distribution et sur le système de rationnement des produits de première nécessité à contribué de manière significative au développement du contrôle des travailleurs sur l'économie, même si elle s'est limitée à une seule région. La mise en cause du pouvoir bureaucratique s'est trouvée renforcée par les formes naissantes d'autogestion territoriale des citoyens, qui coïncidaient avec la revendication mise en avant par le mouvement de masse d'élections libres à la Diète (Parlement) comme dans les conseils provinciaux et municipaux. Durant les jours précédant le 13 décembre, tous ces mouvements tendaient à s'articuler avec les préparatifs de la grève active. C'est par ce biais que les travailleurs avaient l'intention de s'en prendre au pouvoir de la bureaucratie, à son pouvoir économique en premier lieu.

II. Pourquoi la contre-révolution l'a-t-elle emporté ?

4 La réponse de la bureaucratie face à la montée du mouvement de masse et face à la radicalisation politique des travailleurs a été le coup de force du 13 décembre. La contre-révolution politique lancée ce jour-là devait permettre à la bureaucratie de reprendre en mains le pouvoir qui lui échappait, et de préserver ses privilèges de caste parasitaire. Le recours à l'armée et la mise en place d'une junte militaire — fait sans précédent dans les pays dits « socialistes » — a exprimé à la fois le degré de paralysie de l'appareil administratif central et la profondeur de la crise du POUP. Secoué par de violentes luttes internes de fractions rivales, exsangue après le départ de 2 millions de membres, et en particulier d'ouvriers, le parti était en effet dans l'incapacité de jouer son « rôle dirigeant ». Seuls les appareils répressifs — la police et l'armée — étaient encore en mesure de rétablir l'ordre bureaucratique. C'est ce qui explique le recours aux chars et aux baïonnettes. Les arrestations et les internements par milliers, l'interdiction de se déplacer dans le pays, la coupure des réseaux de communication, le couvre-feu, les licenciements massifs et les mesures d'intimidation de toutes sortes ont été autant d'éléments indispensables pour décapiter le syndicat et imposer le silence à un mouvement social fort de 10 millions d'adhérents.

La perte des droits démocratiques et syndicaux, que la classe ouvrière avait arrachés à la bureaucratie après une lutte acharnée de dix-huit mois, est à la mesure de l'ampleur de la défaite du prolétariat polonais. D'un jour à l'autre, celui-ci s'est vu privé du droit de grève. La prolongation brutale de la durée du travail, la militarisation des entreprises clés de la production, la suspension du syndicat Solidarité — puis de ceux des étudiants et des paysans — ainsi que la suppression de toute liberté d'expression, ont clairement montré la détermination de la clique au pouvoir à aller jusqu'au bout dans sa volonté d'écraser le mouvement de masse.

L'abolition du droit des travailleurs à s'organiser librement dans le syndicat de leur choix — conquête qui représentait sans aucun doute l'une des avancées politiques les plus importantes par comparaison aux montées révolutionnaires antérieures en Hongrie, en Tchécoslovaquie ou en Pologne même — a interrompu le développement d'une situation de double pouvoir. Elle a ainsi porté un coup d'arrêt brutal à un processus révolutionnaire au cours duquel la classe ouvrière avait montré sa capacité à prendre ses affaires en mains.

Dans ce sens, on ne saurait sous-estimer la gravité du coup qui a été porté à la révolution polonaise le 13 décembre, alors même que le caractère révolutionnaire de la situation développée durant les derniers mois ne faisait aucun doute. C'est bien d'un début de contre-révolution politique qu'il s'agit — une contre-révolution dont le but est d'écraser le mouvement alors qu'il en est encore temps du point de vue de la bureaucratie.

5 Les accords de Gdansk du 31 août 1980, reconnaissant aux travailleurs le droit de construire leur propre organisation de masse indépendante, ont constitué une magnifique victoire pour les travailleurs polonais. Mais cette victoire était en même temps un compromis, car le pouvoir de la bureaucratie, bien qu'affaibli, n'avait pas été renversé. Et les bureaucrates ont imposé que leur monopole du pouvoir soit formellement reconnu sous la forme d'une clause des accords selon laquelle le futur syndicat reconnaissait le « *rôle dirigeant du parti dans l'Etat* ».

Toutefois, une telle reconnaissance formelle ne pouvait en elle-même garantir à la bureaucratie le maintien de sa domination, alors qu'elle se montrait incapable de satisfaire les besoins sociaux mis en avant par la classe ouvrière et qu'elle ne parvenait même pas à maintenir la production à son niveau antérieur. Très vite, les travailleurs ont exigé le limogeage des bureaucrates incapables, faisant planer devant tous les autres le spectre du « chômage », c'est-à-dire de la perte de leur statut et de leurs privilèges.

Par ailleurs, la conjonction entre l'extension du mouvement revendicatif à toutes les couches de la société, la multiplication des conflits dans les entreprises, tant sur des questions économiques que sociales, et la généralisation des conseils de travailleurs commençant à se coordonner au niveau régional, puis national, tendait à faire converger des luttes éclatées en une confrontation centrale avec l'Etat. Entre le pouvoir ébranlé de la bureaucratie et celui naissant des travailleurs, c'est donc une lutte à mort qui était engagée. L'affrontement était inévitable.

6 Loin d'ouvrir une période de stabilité et de coexistence pacifique, les accords de Gdansk ont au contraire conduit à la multiplication de conflits partiels et locaux. L'aile modérée du syndicat, appuyée par une majorité d'experts et fortement épaulée par la hiérarchie catholique, a cherché à canaliser le mouvement pour éviter l'affrontement. Durant les premiers mois, elle a eu un impact indéniable au sein de Solidarité. Mais, dans une société fondée sur la nationalisation des principaux moyens de production, toute question économique prend immédiatement une dimension politique. Toute revendication immédiate soulève des problèmes liés à la réorganisation de la production, à la révision du Plan, à la réforme économique, etc. La question posée, c'est : « Qui régit l'économie, et au nom de quels intérêts ? Qui exerce le pouvoir ? La classe ouvrière ou la bureaucratie ? »

Devant l'impossibilité évidente de cantonner le syndicat au domaine des revendications matérielles, les courants modérés ont mis en avant la stratégie de l'« autolimitation » de la révolution. Selon leurs partisans, il était possible d'arracher une série de concessions à la bureaucratie polonaise en avançant pas à pas, mais sans jamais dépasser certaines bornes, et surtout sans remettre en cause le « contexte géopolitique » où se trouvait le pays, afin d'éviter une intervention militaire de l'URSS. Selon eux, le principal danger d'affrontement venait de la bureaucratie soviétique et non de la bureaucratie polonaise, divisée et affaiblie. Qu'on garantisse les intérêts de l'URSS en tolérant en Pologne l'apparence d'un pouvoir bureaucratique vidé de tout contenu, et l'affrontement serait évité. C'était sous-estimer l'adversaire et la détermination farouche de la bureaucratie polonaise à défendre ses *propres* intérêts. Cela est apparu de manière particulièrement claire lors des négociations sur l'« entente nationale » présentée comme un objectif en soi par les tenants de l'autolimitation. N'ayant plus rien à céder en échange d'un

nouveau compromis, la bureaucratie a exigé ni plus ni moins que la subordination totale de Solidarité au sein d'un organisme qu'elle contrôlerait entièrement. Qu'elle ait été décidée à sauvegarder ses privilèges par tous les moyens, cela est apparu avec le coup de force du 13 décembre, qui a plongé dans la surprise et le désarroi ceux-là mêmes qui s'attendaient à ce que l'intervention militaire vienne des Soviétiques.

Simultanément à l'espoir d'échapper à l'affrontement, une autre illusion était répandue dans Solidarité. Elle se fondait sur l'histoire même de ces dix-huit mois de lutte, au cours desquels le syndicat avait toujours trouvé la voie pour arracher de nouvelles conquêtes à la bureaucratie, quelles qu'aient pu être les hésitations à tel ou tel moment. Nombre de militants pensaient ainsi que le mouvement pouvait se nourrir à l'infini de ses propres victoires, que le soutien dont il bénéficiait de la part de l'immense majorité de la population et sa force — 10 millions de travailleurs prêts à la grève générale pour défendre le syndicat — seraient suffisants pour faire reculer le pouvoir.

7 Ces illusions ont empêché le mouvement de se préparer à l'affrontement. Certes, les courants révolutionnaires favorables au développement du contrôle sur la production et sur la distribution, porteurs de l'idée de la grève active et convaincus de l'importance de coordonner l'activité des conseils ouvriers, percevaient clairement la nécessité de créer un rapport de forces plus favorable pour permettre de nouvelles avancées. Mais ils n'ont pas eu le temps de se structurer au niveau national et avaient peu de porte-parole au sein de la direction nationale de Solidarité, issue du Ier Congrès national de délégués. C'est ce qui explique que, durant les semaines décisives de l'automne 1981, Solidarité ait manqué de vision cohérente quant au but recherché et aux moyens à mettre en avant. Faute d'une appréciation correcte de l'ennemi auquel elle s'affrontait, la direction du syndicat n'a pu formuler à temps une stratégie alternative à celle de l'autolimitation. Les votes de la Commission nationale (KK), fréquemment contradictoires, ne pouvaient être appliqués. Placée devant la question du pouvoir, et face à une base de plus en plus radicale, la direction hésitait, louvoyait. La dernière réunion de la Commission nationale, à la veille du putsch, reflète bien les contradictions qui s'exprimaient en son sein. Aux avancées programmatiques exprimant un point de vue révolutionnaire formulées par les dirigeants de Lodz, Cracovie et Varsovie répondent les hésitations de Lech Walesa ou le projet de Jan Rulewski proposant la tenue d'élections libres, sans tenir compte de la nécessité de prendre l'initiative dans l'affrontement avec la bureaucratie. C'est ce qui a permis au pouvoir de paralyser le mouvement de masse sans être lui-même paralysé par la grève générale. Dans une révolution comme dans une contre-révolution, celui qui prend l'initiative s'assure un avantage considérable. Il peut utiliser sa propre centralisation contre la résistance éclatée de l'adversaire.

8 L'échec du 13 décembre n'était pas inéluctable. D'une part, la bureaucratie ne disposait que d'une troupe peu sûre. La grande masse des soldats n'était pas spontanément prête à se laisser utiliser dans une guerre civile, même si elle n'était pas prête non plus à passer sans plus au côté des travailleurs. Mais la fraternisation de la troupe avec les travailleurs doit être préparée longtemps à l'avance par l'activité du mouvement ouvrier en faveur des soldats. Cela passe par une lutte implacable pour les droits démocratiques des soldats, leur droit à s'organiser de manière indépendante de la hiérarchie militaire, par une défense des victimes de la répression au sein de l'institution militaire, par le développement de liens entre les structures syndicales et les casernes. Autant de tâches qui, en dehors de quelques rares exceptions, n'ont pas été prises en charge par les directions de Solidarité, vu les illusions qui existaient sur l'armée polonaise perçue comme un allié naturel contre l'ennemi soviétique. Encore faut-il souligner que, pour passer du côté des masses, les soldats doivent être convaincus que la lutte en cours n'est pas une simple escarmouche, que les travailleurs sont décidés à aller jusqu'au bout et à remplacer le pouvoir en place par le leur. Une grève nationale, avec reprise de la production sous le contrôle des travailleurs, aurait pu créer de telles conditions.

Si certaines directions régionales de Solidarité et du mouvement pour l'autogestion avaient commencé à s'atteler à l'élaboration de plans d'urgence durant la dernière période, elles n'ont pu mener à bien leur travail avant le 13 décembre 1981.

Ce travail a été à l'évidence freiné par les réticences, et parfois l'opposition farouche, des courants modérés au sein de Solidarité, face à la tactique de la grève active dont ils pensaient à juste titre qu'elle posait la question du pouvoir. Or, Solidarité était la seule structure nationale — et même souvent régionale — capable d'impulser et de diriger la grève active à l'automne 1981. Les conseils ouvriers n'existaient pas encore dans toutes les usines, ou étaient seulement en train de se mettre en place. Les coordinations régionales des conseils n'existaient pas dans tout le pays, et ne faisaient que commencer à se structurer. La Fédération nationale des organes de l'autogestion (KFS) n'avait pas encore acquis une pleine légitimité aux yeux des masses.

Lorsqu'il est devenu clair que l'impulsion sur ce point ne viendrait pas de la direction nationale, certaines régions ont décidé de s'engager sans plus attendre dans des préparatifs de grève active (Lodz, Silésie, Varsovie, Stalowa Wola), mais elles n'ont pu les mener à terme, faute de temps. Le débat n'a été posé nationalement avec force au sein de la direction de Solidarité qu'à quelques heures du coup de force.

Faute d'avoir compris ce qui se préparait, notamment à l'occasion de l'évacuation par la force de l'Ecole des cadets des pompiers, dix jours avant le 13 décembre à Varsovie, la direction de Solidarité n'a pas appelé à la grève générale à laquelle les travailleurs étaient prêts, au moins dans plusieurs régions, et qui aurait permis au syndicat de reprendre l'initiative.

III. Enseignements théoriques généraux sur la révolution politique à partir de l'expérience polonaise

9 La montée de la révolution politique en Pologne depuis l'été 1980, puis le coup de force contre-révolutionnaire du 13 décembre 1981, ont jeté une lumière crue sur la nature de la société sous dictature bureaucratique, telle qu'elle existe aujourd'hui en URSS et dans les autres Etats ouvriers bureaucratisés, en tant que société post-capitaliste. Toute la dynamique révolutionnaire, la nature des conflits politiques, économiques, sociaux, idéologiques, qui ont déchiré la société polonaise, étaient qualitativement différentes de celles qui caractérisent la montée révolutionnaire des travailleurs dans un pays capitaliste. Ce qui était au centre de la lutte, ce n'était pas le renversement du pouvoir bourgeois et l'abolition du mode de production capitaliste, c'était la question de l'abolition du monopole de gestion de la propriété nationalisée et de l'Etat, qu'une bureaucratie privilégiée s'est appropriée sous la couverture idéologique du « rôle dirigeant du parti ». La question centrale posée par les luttes sociales et politiques en Pologne en 1980-1981 n'était pas : « capitalisme ou socialisme », mais bien : « pouvoir de la bureaucratie ou pouvoir des travailleurs ».

Ni la nature de la crise économique ni la nature des solutions proposées de part et d'autre n'étaient celles d'un quelconque capitalisme, fût-ce un hypothétique « capitalisme d'Etat ». Il n'y a pas eu de crise de surproduction de marchandises. Il y a eu crise de sous-production de valeurs d'usage. Il n'y a pas eu de licenciements massifs causés par le manque de profits ou par la banqueroute d'entreprises. Il y a eu pénurie de matières premières, de pièces de rechange, de biens de consommation, avec excédent relatif de moyens de paiement.

Tout cela résulte d'une politique économique destinée à satisfaire les intérêts

d'une caste parasitaire profondément divisée, et dont les luttes intestines pour le contrôle des richesses sociales s'étaient traduites par des décisions anarchiques, des imprévisions catastrophiques, entraînant une véritable désintégration du Plan et ne laissant en place qu'une caricature de planification centrale. Les travailleurs tendaient de plus en plus, non seulement à exiger l'élimination des injustices sociales résultant des normes de répartition bourgeoises, mais à imposer un contrôle social afin d'empêcher la bureaucratie d'utiliser ces normes pour renforcer ses privilèges et diviser la classe ouvrière. Ils avaient compris, en majorité d'instinct, mais pour beaucoup de manière consciente, que les problèmes de répartition étaient directement liés à la question du pouvoir et en particulier aux problèmes d'organisation, d'orientation et de contrôle de la production.

Malgré toutes les pressions, venant aussi bien du régime que d'une aile technocratique au sein du mouvement pour l'autogestion, les travailleurs ont opposé un comportement de classe élémentaire aux chants de sirène favorables à la concurrence entre entreprises et entre individus comme moyen de résoudre la crise. A l'exaltation des prétendues valeurs de l'économie de marché, ils ont opposé la coopération des producteurs. Au projet de concurrence entre entreprises individuelles, ils ont commencé à opposer la coopération des conseils ouvriers d'entreprises au travers d'un Plan élaboré et adopté démocratiquement.

Le salut, ils l'ont cherché dans la solidarité, dans la prise en mains par les travailleurs eux-mêmes de la gestion et de la coordination entre les entreprises, dans la décision collective des priorités concernant l'emploi des ressources, dans la contestation des investissements économiques excessifs faisant souvent double emploi, dans la réhabilitation des investissements sociaux et dans la lutte contre l'inégalité et l'injustice sur le plan de la répartition.

Toutes ces valeurs clés d'une réorganisation radicale de la planification, de ses buts, de ses méthodes et de son cadre organisationnel, sont de nature clairement prolétarienne et socialiste. Elles confirment qu'en cas de victoire de la révolution politique antibureaucratique, les bases socio-économiques de l'Etat ouvrier se seraient trouvées consolidées, et non pas détruites ni même affaiblies.

10 De même, la montée de la révolution politique en Pologne, comme le début de la contre-révolution du 13 décembre 1981, ont-ils confirmé que la bureaucratie n'est pas une classe comme l'ont été la bourgeoisie, la noblesse féodale ou la classe des propriétaires d'esclaves. Elle n'est pas porteuse d'un mode de production spécifique. Elle n'a pas de racines propres dans le processus de production. Aujourd'hui comme hier, sa domination ne contribue pas à un développement plus grand des forces productives. Elle n'exerce aucune fonction économiquement nécessaire, y compris dans le domaine de l'accumulation. Pour toutes ces raisons, elle est amenée à nier sa propre existence, à cacher ses fonctions derrière celles du prolétariat et de son avant-garde, à continuer à se réclamer du marxisme tout en le pervertissant et en utilisant cette version déformée à ses propres fins.

Mais, lorsqu'elle se trouve en situation permanente de conflit ouvert avec 10 millions de travailleurs, l'absurdité de ses prétentions éclate au grand jour. Les fonctions de gestion que la bureaucratie a usurpées, la classe ouvrière est capable de les remplir à sa place. Loin d'assurer par ses fonctions la reproduction du système socio-économique existant, fût-ce avec ses contradictions propres, elle en sape les fondements et empêche son épanouissement d'après sa logique intrinsèque. Dans aucune des révolutions antibureaucratiques antérieures, la nature essentiellement parasitaire de la bureaucratie n'est apparue aussi clairement aux yeux des masses

que lors de la montée de la révolution politique en Pologne.

Cela s'est exprimé non seulement au travers des disputes acharnées à propos de la gestion des entreprises opposant la bureaucratie aux travailleurs qui aspiraient à l'autogestion ouvrière. Cela s'est exprimé de manière encore plus claire dans l'adhésion des travailleurs aux préparatifs de la grève active. « *Les entreprises vont travailler pendant la grève. La production et les échanges vont se poursuivre. Seul le pouvoir n'aura plus rien à dire* », avertissait Stefan Bratkowski dans une lettre au Comité central du POUP en octobre 1981, décrivant l'état d'esprit de plus en plus généralisé des travailleurs. La compréhension du caractère superflu de la bureaucratie comme couche dominante, et de la capacité des travailleurs à se passer d'elle dans la gestion de l'économie et de l'Etat, voilà ce qui caractérise cet état d'esprit.

Le fait que la bureaucratie ne soit pas une classe n'implique cependant pas qu'elle soit sans ressources propres, ni qu'elle devienne automatiquement impuissante lorsque le prolétariat commence à se dresser contre elle. Le pouvoir de la bureaucratie réside dans le contrôle qu'elle exerce sur la disposition, tant des moyens de production que du surproduit social, au travers de son monopole exclusif de pouvoir sur l'appareil d'Etat.

De plus, la bureaucratie est consciente de ses intérêts matériels collectifs. Elle se cramponne à ce pouvoir avec obstination, voire avec l'énergie du désespoir, même face aux pires adversités temporaires. Elle peut donner le change, reculer temporairement, faire d'importantes concessions, céder même formellement sur des principes, aussi longtemps qu'elle continue à contrôler les centres de pouvoir et reste en état de préparer une riposte répressive.

C'est pourquoi une auto-réforme du pouvoir bureaucratique dans un sens démocratique est illusoire. Tout aussi illusoires sont les propositions visant à soumettre le pouvoir bureaucratique à un contrôle social ou à l'obliger à accepter la participation de représentants démocratiquement élus par les travailleurs aux

prises de décisions fondamentales pour ce pouvoir. De telles idées, dont le mouvement de masse de Solidarité s'est progressivement éloigné au travers de sa propre expérience au cours des affrontements successifs avec la bureaucratie, étaient sous-jacentes aux stratégies de l'autolimitation et de l'entente nationale conçue comme un compromis historique, chères aux nombreux experts de la direction de Solidarité et, presque jusqu'à la fin, aux tendances majoritaires de la direction même du syndicat. Ces idées, en revanche, étaient étrangères à la bureaucratie, non pas tant pour des raisons idéologiques mais parce qu'elle ne peut conserver son pouvoir et ses privilèges que dans des conditions d'atomisation et de passivité politique du prolétariat. Or, ces conditions cessent d'exister dès que s'instaure une démocratie ouvrière un tant soit peu réelle.

11 Dans une société de transition où le pouvoir totalitaire est exercé par la bureaucratie, la machine répressive de l'Etat et ses divers appareils sont des parasites sur le corps de la société, engendrés par les contradictions internes à cette société. La tâche politique essentielle de la classe ouvrière dans une révolution politique antibureaucratique consiste à détruire les appareils de domination. Les intérêts de la classe ouvrière, de la paysannerie pauvre et de toutes les autres couches de la société opprimées par la bureaucratie coïncident dans cette tâche. Dans une société de transition soumise à la dictature bureaucratique, toutes ces couches sont unies par le fait que la machine bureaucratique et militaire les opprime, les écrase et s'approprie leur surtravail. *Briser* cette machine, la *détruire*, tel est inévitablement l'intérêt du « peuple », de sa majorité.

La bureaucratie n'a pas de racines profondes dans le système socio-économique comme la classe bourgeoise, mais c'est précisément pour cette raison qu'elle se cramponne aux appareils assurant aussi bien son existence que son monopole sur l'exercice du pouvoir. Durant la révolution politique, la bureaucratie se voit obligée de recourir à la répression contre les travailleurs de manière encore plus brutale que d'habitude, ce qui l'amène à renforcer la machine d'Etat.

Ce que Trotsky définit comme tâche de la révolution politique — « *le renversement par la violence de la domination politique d'une bureaucratie dégénérée* » — découle du fait que « *cette crise ne comporte pas de solution pacifique. On n'a jamais vu le diable se rogner les griffes de son plein gré. La bureaucratie soviétique n'abandonnera pas ses positions sans combat ; le pays s'achemine manifestement vers une révolution. En présence d'une pression énergique des masses, et étant donné la différenciation sociale des fonctionnaires, la résistance des dirigeants peut être beaucoup plus faible qu'elle ne paraît devoir l'être. Sans doute ne peut-on se livrer, à ce propos, qu'à des conjectures. Quoi qu'il en soit, la bureaucratie ne pourra être écartée que révolutionnairement et ce sera, comme toujours, au prix de sacrifices d'autant moins nombreux qu'on s'y prendra plus énergiquement et plus hardiment* ».

Par ailleurs, la révolution politique ne met nullement fin par elle-même à l'ensemble des problèmes qui surgissent de la transition du capitalisme au socialisme et de la nécessité de l'Etat ouvrier qui en découle. Elle devra reconstruire des appareils d'Etat d'un type nouveau, beaucoup plus intégrés dans le prolétariat et sous son contrôle, notamment dans les domaines militaire, juridique, administratif, économique, etc. La révolution polonaise a donné d'utiles enseignements dans ce double sens.

Tout d'abord, la première victoire des travailleurs polonais sur la bureaucratie se traduit par la destruction de l'un des appareils du pouvoir bureaucratique. La conquête par les comités de grève d'août 1980 du droit des travailleurs à s'organiser en un syndicat indépendant se transforme ensuite, avec l'apparition de Solidarité, en un combat où l'appareil syndical de l'Etat se voit démantelé et détruit en grande partie (bien qu'incomplètement, vu le maintien du pouvoir bureaucratique). Même si le pouvoir de la bureaucratie n'est pas encore mis en cause en tant que tel, l'auto-organisation des travailleurs a pour contrepartie la destruction de l'un des appareils qui font partie de la machine d'Etat sous le pouvoir bureaucratique.

Au cours du développement du mouvement pour la réforme économique fondée sur l'autogestion ouvrière, d'autres appareils d'Etat — ceux qui assuraient le pouvoir économique de la bureaucratie — ont été soumis à une pression visant à leur destruction. On a assisté à une lutte souvent acharnée pour empêcher la nomination des directeurs d'entreprises sur la base de la *nomenklatura* du POUP, pour obtenir la dissolution des associations obligatoires d'entreprises et des ministères de branches. Pour remplacer les appareils bureaucratiques qu'ils aspiraient à détruire, les travailleurs ont proposé diverses solutions, tel le concours public pour le poste de directeur organisé par le conseil ouvrier de l'entreprise, la limitation du rôle des administrations d'entreprises à de simples appareils exécutifs subordonnés aux organes d'autogestion ouvrière, ou encore la formation d'associations volontaires d'entreprises appuyées sur les conseils ouvriers.

Mais, en revanche, la faiblesse fondamentale de la révolution polonaise est venue de ce qu'elle n'a pas concentré toutes ses forces en vue de la destruction de l'appareil répressif du pouvoir bureaucratique. Certes, Solidarité a exigé qu'une partie de l'appareil policier — avant tout des édifices — soit restituée à la société et utilisée pour satisfaire les besoins de la majorité. Elle a appuyé la formation du syndicat indépendant des fonctionnaires civils de la milice. Et durant les jours précédant le 13 décembre, ses secteurs révolutionnaires ont appelé à la formation de gardes ouvrières. Mais aucune lutte n'a été organisée, dans et hors de l'armée, pour supprimer l'appareil bureaucratique des forces armées. Et c'est justement la dernière planche de salut sur laquelle la bureaucratie devait s'appuyer pour mener à bien la contre-révolution politique.

Le Ier Congrès national de Solidarité de septembre 1981. (DR)

12 La révolution polonaise est la première révolution antibureaucratique au cours de laquelle le mouvement de masse est parvenu à apporter une solution à la question de l'auto-organisation des travailleurs. Dans toutes les révolutions politiques antérieures, comme celles d'Allemagne de l'Est en 1953, de Hongrie en 1956 et de Tchécoslovaquie en 1968-1969, la classe ouvrière s'est dotée d'organes de combat et de double pouvoir — conseils ouvriers ou comités de grève tendant à se convertir en conseils ouvriers — mais pas de formes d'auto-organisation durables. C'est en cela que réside la supériorité de l'expérience de la révolution polonaise.

Les comités de grève inter-entreprises d'août 1980 ne se sont pas transformés en conseils ouvriers mais en comités constitutifs du syndicat. L'immense majorité des travailleurs salariés, organisés à la base en sections syndicales d'entreprise, a rejoint ce syndicat. Solidarité ne s'est pas organisé par catégories professionnelles ou par branches d'activité économique, mais selon un principe territorial (les régions). La structure horizontale prédominait totalement sur la structure verticale. Bien qu'elles aient également existé, les sections par branches n'ont eu qu'un rôle très limité. Ce mode d'organisation a assuré l'unité de tous les travailleurs indépendamment de la profession qu'ils exerçaient ou de la branche à laquelle ils appartenaient. La particularité de Solidarité en tant qu'organisation syndicale a consisté en ce qu'elle n'a pas rassemblé des fédérations et des unions. Les sections d'entreprises étaient unies dans une organisation régionale, et les organisations régionales dans l'organisation nationale.

Une autre particularité de Solidarité réside dans le fait que la démocratie syndicale possédait des traits de la démocratie des conseils.

De ce fait, Solidarité était une organisation majoritaire des travailleurs dont les organes dirigeants ont tendu à jouer en même temps le rôle d'organes de contre-pouvoir.

Ce n'est pas par hasard si les travailleurs polonais se sont organisés dans le cadre d'un syndicat assurant la protection de leurs droits, de leur dignité et de leurs intérêts tant matériels que spirituels face à l'Etat — qu'ils désignaient d'ailleurs du nom d'Etat-patron. Cela reflète la situation des travailleurs dans une société de transition durant toute la période historique où subsistent l'Etat, la bureaucratie, les dangers de déformation bureaucratique qu'ils engendrent. En URSS et dans les pays d'Europe orientale, la bureaucratie gère la presque totalité du surproduit social, alimentant ainsi ses propres privilèges. C'est tout naturellement contre cette forme d'exploitation parasitaire que se révoltent et s'organisent les travailleurs. Leur travail est réduit à n'être qu'une source souvent médiocre de salaire nécessaire pour se procurer les moyens de subsistance. De ce point de vue, le syndicat doit remplir les tâches élémentaires de lutter pour améliorer les conditions de travail et la rémunération de la force de travail. « *Le passage des usines à l'Etat n'a changé que la situation juridique de l'ouvrier ; en fait, il vit dans le besoin tout en travaillant un certain nombre d'heures pour un salaire donné.* » De ce fait, « *le travail salarié ne perd pas, en régime soviétique, son avilissant caractère d'esclavage* », écrit Trotsky. D'une manière générale, s'il n'y a plus dans ces pays une exploitation au sens d'exploitation de classe, il y a toujours :

a) utilisation de « *formes d'exploitation* » (Trotsky) pour l'extorsion du surtravail et pour en déterminer l'ampleur et l'utilisation sans droit de contrôle ou de *veto* des travailleurs. « *La différence des revenus*, écrit Trotsky à propos de la société de transition sous dictature bureaucratique, *est déterminée non par la seule différence du rendement individuel, mais par l'appropriation marquée du travail d'autrui.* » Ces formes d'exploitation ne disparaîtront qu'avec un système généralisé d'autogestion permettant à la classe ouvrière de déterminer elle-même l'ampleur et la destination de ses sacrifices ;

b) exploitation parasitaire dans le sens où Marx a utilisé ce terme, c'est-à-dire appropriation par la bureaucratie parasitaire d'une partie du surproduit social comme fondement de ses privilèges.

De plus, c'est la bureaucratie qui décide du niveau de vie des travailleurs en fonction de ses intérêts spécifiques de caste, et elle contrevient souvent de manière brutale aux conditions matérielles de reproduction de la force de travail.

C'est donc aussi pour cette raison, et parce que la force de travail garde en partie un caractère marchand, que les travailleurs ont besoin d'un syndicat.

En même temps, le statut de la force de travail ne se réduit plus à celui d'une marchandise. Cette différence essentielle se traduit notamment par un rythme de travail différent et par une détermination des salaires différente de celle qu'impose un marché du travail.

La défense des travailleurs dans le cadre des nouveaux rapports de production doit préserver et renforcer le fait que le travailleur est fondé en droit à revendiquer de n'être plus seulement un simple salarié. Cette logique doit se traduire y compris sur le plan syndical :

— par des luttes contre toute tentative de réintroduire le droit de licenciement économique : une fermeture d'entreprise ne doit obéir à aucun automatisme de marché, mais à une décision relevant de l'unité territoriale adéquate (commune, région, nation) et à ses organes d'autogestion. Cette fermeture implique le réemploi simultané de tous les travailleurs au moins au même niveau de qualification dans un autre emploi ;

— par des revendications qui portent sur le droit à disposer de l'ensemble du surproduit social. Un pluralisme d'options doit évidemment pouvoir se développer à ce propos. En conséquence, les revendications « salariales » ne doivent pas être séparées du reste. Cela reflète précisément le fait que les fonctions assumées par la bureaucratie peuvent l'être par les travailleurs.

Ceux-ci doivent pouvoir déterminer après débat public :

— la part du surtravail attribuée aux fonds d'investissement productif et improductif et les branches prioritaires ;

— la part attribuée aux fonds de consommation collective et à l'extension des biens et services distribués gratuitement ;

— la part distribuable sous forme de salaire avec des critères déterminés nationalement.

Ici encore, un débat public doit permettre d'unifier ces critères (de les modifier en fonction de l'expérience et du degré de développement atteint) et de combattre à la fois :

— des revenus liés aux résultats du marché, qui aggravent les inégalités sur des bases qui ont peu à voir avec l'effort de travail effectivement dépensé ;

— des revenus selon la prétendue « qualité » du travail, qui sont une forme cachée d'appropriation d'une part du surproduit pour alimenter des privilèges sociaux.

En outre, la portée essentielle de la révolution politique antibureaucratique ne touche pas à la sphère de la répartition, mais à celle de la production. Briser le monopole du pouvoir de la bureaucratie sur l'économie ne veut pas seulement dire lui enlever le droit de disposer du surproduit social, mais aussi celui d'en déterminer l'ampleur et les limites. C'est pourquoi la nécessité d'un syndicat combatif et autogéré implique dans toute cette période historique le droit de ce syndicat à participer à la détermination de l'organisation du travail (rythme de travail, formes de mesure du travail, etc.).

Cela ne signifie pas que le syndicat doive être responsable de la gestion de l'économie, tâche qui incombe aux organes d'autogestion ouvrière.

13 Une des leçons essentielles de la révolution polonaise, c'est la mise en cause, par la classe ouvrière, du concept de propriété sociale tel que le présente l'idéologie du pouvoir bureaucratique. Les travailleurs polonais ont re-

jeté l'identification entre propriété étatique et propriété sociale. Le mot d'ordre : « *Qu'ils nous rendent nos usines !* », lancé lors de la première rencontre de délégués du mouvement autogestionnaire le 8 juillet à Gdansk, exprime très concrètement cette réaction, de même que l'apparition du concept d'« *entreprise sociale* » par opposition au concept d'entreprise étatique, ou la distinction effectuée entre propriété juridique et disposition *sociale* des moyens de production.

De ce point de vue, les marxistes révolutionnaires soutiennent pleinement les aspirations des travailleurs polonais dans leur lutte pour l'autogestion, et sont d'accord avec tous ceux qui disent : « *Nous revendiquons une réelle socialisation des moyens de production : c'est cela le socialisme.* »

La transformation des moyens de production expropriés à la bourgeoisie en propriété étatique est évidemment un moyen juridique et formel d'importance majeure pour la socialisation des moyens de production. Mais de même que, dans l'Etat ouvrier, le pouvoir peut être exercé par les travailleurs ou être entre les mains de la bureaucratie, le pouvoir de disposer des moyens de production peut être entre les mains de la classe ouvrière ou entre celles de l'appareil bureaucratique d'Etat. C'est ce qui détermine le contenu socio-économique réel de la propriété.

La caste bureaucratique profite des moyens de production étatisés comme si elle en était le propriétaire véritable, mais elle n'en assume aucune des responsabilités. Cette double caractéristique de la bureaucratie justifie le sentiment très répandu dans les sociétés de transition sous domination bureaucratique que la propriété étatique n'appartient en fait à personne.

Les marxistes révolutionnaires défendent la propriété étatique dans les Etats ouvriers contre les tendances internes ou les menaces externes de restauration du régime de propriété privée sur les moyens de production fondamentaux. Mais, en même temps, ils sont pour la transformation de la propriété étatique en propriété sociale. Il ne fait aucun doute que la socialisation *intégrale* des moyens de production n'est possible que lorsque les classes sociales, la production marchande et l'Etat disparaissent complètement. Mais l'expérience de la révolution polonaise, et en particulier celle du mouvement autogestionnaire qui s'est développé sous la direction de Solidarité, contribuent à éclairer la question du moment où *commence* la socialisation des moyens de production *fondamentaux*. Dans ses critiques du pouvoir totalitaire de la bureaucratie, Trotsky signale clairement que la socialisation des moyens de production ne commence et ne progresse que lorsque progresse le dépérissement de l'Etat, c'est-à-dire son absorption dans une société autogérée. Il affirme que la propriété sociale ne commence pas là où finit la propriété privée, mais là où finit la propriété étatique. C'est le point de vue qui s'est progressivement répandu dans le mouvement de masse de Solidarité.

Certes, l'hétérogénéité des projets défendus en Pologne derrière la même référence à l'autogestion, de même que l'expérience yougoslave, indiquent les dangers d'une orientation réductrice de l'autogestion où chaque collectif de travail gérerait ses propres moyens de travail, le marché unifiant l'ensemble. Pour que le processus de socialisation des moyens de production progresse, il faut dès le début combattre à la fois son détournement par l'Etat et par le marché. Nous ne devons pas croire qu'une telle conception soit évidente :

— l'expérience historique du stalinisme porte à rejeter toute centralisation et toute planification impératives ; or, la pratique prouve que des plans indicatifs, voire des fonds sociaux visant à réaffirmer de grands principes de solidarité, ne suffisent aucunement à contrer l'accroissement des inégalités régionales et sociales, dès lors que la logique de la décentralisation et du marché détermine pour l'essentiel les revenus et surtout les investissements ;

— le marché semble à la fois garantir une certaine rationalité économique et des libertés foulées au pied dans le cadre des régimes de planification hyper-centralisée bureaucratiquement. Il ne s'agit pas là seulement d'illusions mais de projets auxquels nous opposons la possibilité d'une autre rationalité : celle de la démocratie ouvrière fondée sur le pouvoir des conseils ouvriers. Tant que cette autre possibilité ne sera pas réalisée quelque part, la force de conviction des conceptions favorables au marché sera très importante ;

— les résistances des travailleurs face aux lois du marché sont et resteront très grandes. Mais l'idée qu'ils peuvent mieux contrôler ce qu'ils connaissent bien (leur usine, leur atelier) s'oppose dans une certaine mesure à une autogestion intégrée et coordonnée et conduit d'aucuns à s'en remettre au marché, aux experts et autres directeurs « compétents ». Lorsqu'ensuite la décentralisation est effective, les milliers de grèves ne suffisent pas à reconstituer l'unité de la classe ouvrière.

Cependant, la corrélation étroite établie par le marxisme révolutionnaire entre le processus de socialisation des moyens de production et le processus de dépérissement de l'Etat commençait à être perçue par de larges secteurs de travailleurs polonais, luttant simultanément pour socialiser le secteur étatique de l'économie et pour socialiser l'Etat lui-même. La lutte pour l'autogestion ouvrière des entreprises a rapidement pris une dimension plus vaste. Le mouvement de masse aspirait à remplacer les institutions bureaucratiques de l'Etat par des institutions de type distinct, assurant l'existence et l'extension d'une véritable démocratie des travailleurs et des citoyens. La construction d'une « république autogérée », telle qu'annoncée dans le programme de Solidarité, aurait tendu à la formation d'appareils propres à un Etat en voie de socialisation, c'est-à-dire se fondant de plus en plus avec les masses, soumis à leur contrôle direct et les associant à l'exercice direct du pouvoir. La caricature bureaucratique de la planification se serait vue remplacer par une élaboration démocratique du Plan, grâce à une ample participation des organes représentatifs des travailleurs et des citoyens, et à la possibilité de présenter et de discuter des projets alternatifs.

14 La révolution polonaise confirme une fois de plus que, dans toutes les révolutions ouvrières, qu'il s'agisse de révolutions sociales anticapitalistes ou de révolutions politiques antibureaucratiques, la classe ouvrière aspire à matérialiser son pouvoir dans les institutions propres d'une démocratie des conseils, combinant les avantages de la démocratie directe de masse avec les avantages de la démocratie représentative. Les organes de combat pour le pouvoir (ou organes de double pouvoir) engendrés par les mouvements de masse, lorsque ces derniers sont dirigés par la classe ouvrière, tendent de manière naturelle à adopter la forme des conseils ouvriers dans les entreprises, et des conseils de délégués des travailleurs sur le plan territorial — deux institutions dont les antécédents historiques sont les comités de fabrique et les soviets de la Révolution russe de 1917.

Comme nous l'avons déjà dit, les organes dirigeants de Solidarité dans les entreprises, au niveau régional et au niveau national, ont été de fait des organes naissants de contre-pouvoir démocratique des travailleurs. La démocratie syndicale, aux normes de laquelle ces organes étaient soumis, avait les traits d'une démocratie des conseils. Les conseils ouvriers, organes de contrôle ouvrier sur la production et de combat pour l'autogestion ouvrière des entreprises, s'appuyant sur les assemblées générales de travailleurs (ou de délégués dans les grandes entreprises) correspondaient exactement à ce nouveau type d'institution. Les coordinations régionales des conseils ouvriers traçaient la voie

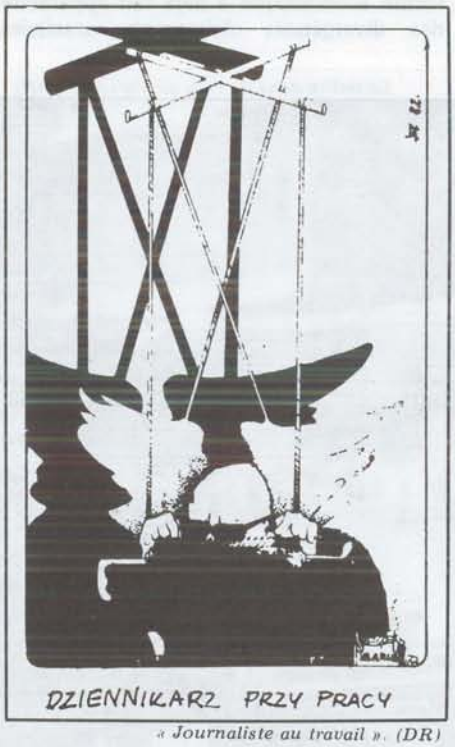
pour la construction du pouvoir territorial des travailleurs, et l'apparition du comité de fondation de la Fédération nationale de l'autogestion (qui préparait la convocation du Ier Congrès de délégués des conseils) indiquait la tendance à la centralisation au niveau national. Le mouvement paysan indépendant, organisé dans le Syndicat des agriculteurs individuels de Solidarité, appelait également à la constitution de nouvelles formes de pouvoir dans les zones rurales appuyées sur l'assemblée générale de la commune. Les nouveaux organes de gestion démocratique qui ont surgi dans les universités conquérant leur autonomie se rapprochaient de la forme des conseils.

C'est la classe ouvrière qui est porteuse de la tendance à la démocratie des conseils. Mais la révolution polonaise démontre que, lorsqu'elle exerce son hégémonie dans le mouvement de masse, le modèle de démocratie et d'institutions démocratiques qu'elle met en avant est suivi de près — bien qu'avec d'inévitables variations — par les autres secteurs sociaux opprimés qui participent à la révolution. Il en a été ainsi dans de nombreuses autres révolutions — que l'on pense aux conseils de paysans pauvres dans la révolution russe ou à ceux des soldats dans les révolutions russe, allemande et espagnole.

Cela ne veut pas dire qu'avec la progression et même avec le triomphe de la révolution antibureaucratique, les institutions de la démocratie parlementaire disparaissent immédiatement et que s'impose complètement la démocratie des conseils.

Les expériences traumatisantes du stalinisme et des dictatures bureaucratiques ont incontestablement réhabilité à l'Est l'image pourtant fort ternie du parlement. L'idée de l'élection d'un parlement au suffrage universel, avec listes multiples, liberté de présentation des candidats et choix réel pour les citoyens, était très populaire au cours de la montée révolutionnaire en Pologne. Il ne convient pas aux marxistes révolutionnaires de s'opposer à ce qui apparaît comme une revendication démocratique légitime des larges masses. Mais ils ne peuvent pas non plus abandonner leur critique de la démocratie parlementaire et se doivent d'en indiquer clairement les limites.

L'essentiel est de circonscrire les compétences des institutions de type parlementaire dans l'Etat ouvrier de manière à ne pas saper le pouvoir des travailleurs dont la légitimité démocratique se fonde sur un point décisif : *ceux qui créent les richesses matérielles doivent avoir un droit de décision prioritaire quant à leur emploi.* Une idée de vieille souche dans l'histoire du mouvement ouvrier international, déjà lancée en Pologne par Oskar Lange en 1956, a été reprise par Solidarité pour apporter une solution à cette question : il s'agit de l'idée d'une seconde chambre de la Diète, la Chambre autogestionnaire ou socio-économique qui, selon les projets les plus avancés de Solidarité, devait être élue exclusivement par les producteurs directs et concentrer en ses mains tout le pouvoir économique de l'Etat. Une telle institution pourrait être considérée comme une forme de transition vers la démocratie des conseils dans une situation où les institutions de la démocratie parlementaire continuent à exister. En même temps, elle ne remplace pas — et elle n'est pas contradictoire avec — un Congrès national de délégués des conseils ouvriers ou un organe permanent issu de celui-ci. Dans une société de transition au sein de laquelle se maintiennent diverses formes de propriété des moyens de production, le système d'autogestion ouvrière représente le pouvoir, non de l'ensemble des producteurs directs, mais des producteurs du secteur nationalisé de de l'économie. La classe ouvrière, bien qu'hégémonique, doit assurer l'expression démocratique, dans les organes de pouvoir économique, de tous les producteurs directs, y compris les paysans et les autres couches de petits propriétaires des moyens de production.



« Journaliste au travail ». (DR)

Tant dans la société capitaliste que dans la société de transition entre le capitalisme et le socialisme, la classe ouvrière est la porteuse la plus conséquente de la tendance à la démocratie politique. Il en est ainsi parce qu'elle est porteuse d'un nouveau mode de production qui, dans sa phase supérieure, instaurera une démocratie illimitée, c'est-à-dire un Etat de démocratie ouvrière en voie de dépérissement.

En s'attaquant au pouvoir bureaucratique, la classe ouvrière n'aspire pas uniquement à remplacer la dictature totalitaire existante par la démocratie des travailleurs, mais à assurer aussi la démocratie de tous les citoyens. La démocratie des travailleurs s'appuie sur la coopération des producteurs, et elle se fonde essentiellement sur les conseils ouvriers formés dans les usines.

L'expérience de la révolution polonaise confirme que la démocratie des citoyens, telle qu'elle surgit dans le cadre d'une révolution dirigée par la classe ouvrière, diffère profondément des formes propres à la démocratie bourgeoise. Sans se confondre totalement avec la démocratie des travailleurs, elle en emprunte les traits. Cela apparaît clairement dans les germes de l'autogestion territoriale qui, sous l'impulsion de l'autogestion ouvrière, est apparue durant la dernière période de la montée révolutionnaire en Pologne. L'autogestion territoriale naissante était une démocratie des citoyens, basée non pas sur le marché mais sur la coopération et sur l'aide mutuelle des consommateurs, des voisins ou sur la solidarité des familles.

15 Même durant une révolution, la maturation subjective des travailleurs est l'aboutissement d'un processus complexe, voire contradictoire, dont les échéances peuvent être relativement longues. Dans la révolution polonaise, il leur a fallu presque un an et demi de durs combats au cours desquels ils ont perdu leurs illusions pour qu'ils se décident à prendre leur destin en mains. Mais ce moment a été précédé par une maturation objective qui s'exprime au travers de leur comportement, et en particulier des formes de lutte. C'est là une des grandes leçons de la révolution polonaise.

Depuis août 1980, c'est-à-dire depuis le commencement même de la montée révolutionnaire, la forme de lutte principale des travailleurs polonais, assumée comme telle par Solidarité dans ses luttes ultérieures, a été la grève de masse passive avec occupation des entreprises.

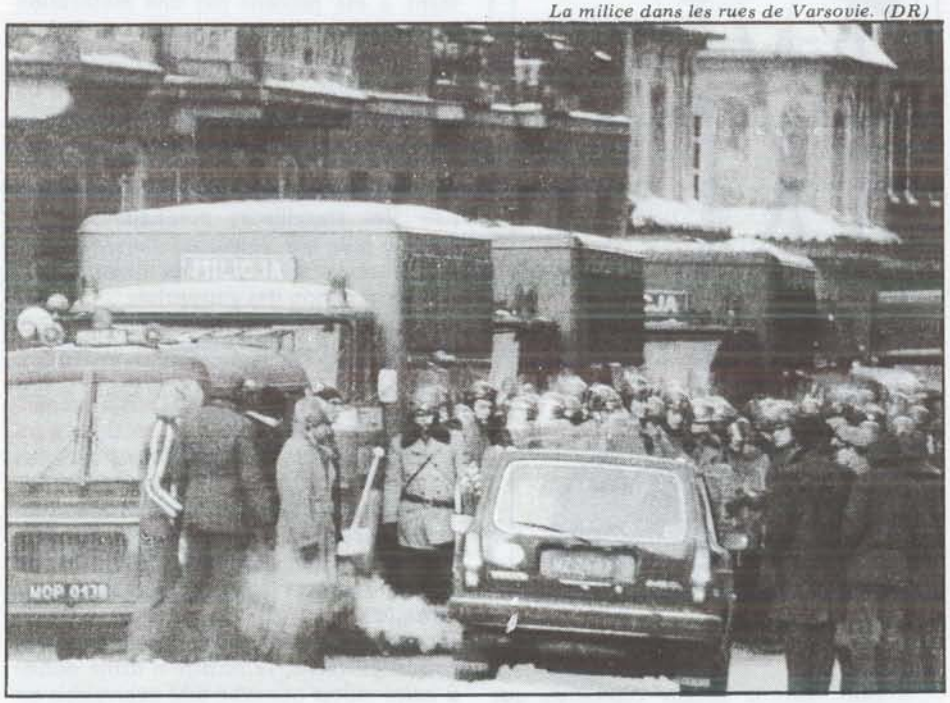
La signification de cette forme de lutte, lorsqu'elle se généralise et devient la forme de lutte principale, est beaucoup plus importante qu'il n'y paraît à première vue. Voici ce qu'en dit Trotsky : « *Indépendamment des revendications des grévistes, l'occupation temporaire des entreprises porte un coup à l'idole de la propriété capitaliste. Toute grève avec occupation pose dans la pratique la question de savoir qui est le maître dans l'usine : le capitaliste ou les ouvriers. Si la grève avec occupation soulève cette question épisodiquement, le comité d'usine donne à cette même question une expression organisée.* » Il se passe quelque chose de très similaire sous le pouvoir bureaucratique. Ce n'est pas l'idole de la propriété capitaliste qui subit ce coup, mais la disposition des moyens de production par la bureaucratie. La grève avec occupation pose en pratique la question de savoir qui doit disposer des usines et de leurs produits : la classe ouvrière ou la bureaucratie. Par la forme qu'ont pris les mouvements de grève en Pologne, les travailleurs ont fait la preuve de leur capacité à mettre à la disposition de toute la société les fabriques qu'ils occupaient ainsi que les moyens de production qui y étaient concentrés, et de les utiliser dans l'intérêt de tous. Trotsky signale également que, par son apparition, le comité de fabrique issu d'une grève avec occupation crée une situation de dualité de pouvoirs dans l'entreprise. Les commissions d'entreprises, les directions régionales et

la Commission nationale de Solidarité ont créé de fait une dualité de pouvoirs à tous ces niveaux, non seulement parce qu'elles étaient issues d'une grève de ce type, mais parce qu'elles ont pris la tête de nouvelles grèves avec occupation.

Le passage de la maturité objective à la maturité subjective pour la conquête du pouvoir a été marqué par l'adhésion toujours plus généralisée de la classe ouvrière aux préparatifs d'une forme supérieure de grève avec occupation. Il s'est agi de la grève active à laquelle ont appelé les courants les plus révolutionnaires de Solidarité. Selon la conception développpée au sein de Solidarité, la grève active ne se limitait pas à poser en pratique la question du pouvoir économique, mais elle devait la résoudre au travers d'une action révolutionnaire de masse. Au-delà de la déclaration de la grève avec occupation, les travailleurs devaient faire redémarrer la production sous la direction des comités de grève, selon les plans alternatifs élaborés par eux. Ces plans reflétaient les véritables priorités et besoins sociaux. Les comités de grève devaient étendre le contrôle ouvrier à la distribution. Simultanément, ils devaient former des gardes ouvrières d'autodéfense. Grâce à la grève active de portée régionale, puis nationale, coordonnée et centralisée par les organes dirigeants de Solidarité, le pouvoir économique devait être arraché à la bureaucratie. Une fois fermement pris en mains par les travailleurs, il devait être remis par les comités de grève de Solidarité aux organes d'autogestion ouvrière qui se seraient consolidés définitivement au cours de la grève active et se seraient centralisés à l'échelle nationale. Avec la victoire de la grève active, les travailleurs seraient parvenus à accumuler les forces nécessaires pour arracher à la bureaucratie ce qui lui restait de son pouvoir politique. S'enracinant dans les tendances naturelles et dans les formes de lutte propres du mouvement ouvrier, la tactique de la grève active constitue l'une des contributions les plus importantes de Solidarité à la stratégie générale de la révolution politique.

16 Le développement ultérieur de la révolution, et surtout son aboutissement à la prise du pouvoir par le prolétariat dans son ensemble, auraient inévitablement accentué les clivages d'intérêts sociaux et les oppositions d'orientation politique, déjà sous-jacents pendant les mois précédant le coup de force du 13 décembre 1981. Les intérêts matériels de la majorité du prolétariat et ceux de la paysannerie indépendante, de la petite bourgeoisie urbaine, de l'intelligentsia matériellement privilégiée (surtout de son aile technocratique) ne sont pas identiques, ni dans l'immédiat ni surtout à l'échelle historique. Le seul débat sur la réforme économique a déjà fait apparaître des divergences clairement enracinées dans des intérêts sociaux différents. Mais toutes ces couches ont intérêt à se libérer de la tutelle insupportable de la bureaucratie.

La milice dans les rues de Varsovie. (DR)



La classe ouvrière ne peut diluer ses propres intérêts historiques ni le pouvoir qu'elle conquiert dans un illusoire intérêt général de la société au sein de laquelle subsiste la division en classes et la division entre travail manuel et intellectuel. Construisant le socialisme, elle doit assurer sa suprématie dans l'exercice démocratique du pouvoir. Mais, en même temps, elle doit gagner à cette tâche révolutionnaire les secteurs les plus amples possibles, et en premier lieu la paysannerie et les autres groupes de producteurs indépendants et maintenir avec eux une alliance sans laquelle la progression vers le socialisme est impossible. L'alliance sociale très large forgée dans le combat commun contre le pouvoir bureaucratique qui se constitue autour de la classe ouvrière durant la révolution politique, est un point de départ solide pour aller dans ce sens.

L'hégémonie de la classe ouvrière au sein de la société post-capitaliste autogérée reste assurée dans la mesure où s'affirment, au-delà de ces institutions de base du pouvoir d'Etat :

— l'hégémonie globale de la propriété collective des moyens de production, ce qui n'exclut pas l'existence, ni même la prépondérance de la propriété privée au sein de l'agriculture et du petit commerce, mais ce qui exclut évidemment toute dynamique d'extension progressive de la propriété privée à d'autres secteurs économiques ;

— l'hégémonie globale de la planification sur les mécanismes de marché ;

— la limitation progressive, sur une base strictement volontaire, de ce qui subsiste de la propriété privée et de la production marchande ;

— la protection — fondamentalement par le monopole d'Etat du commerce extérieur — de l'économie nationale par rapport aux pressions du marché capitaliste mondial et la coordination croissante avec l'économie des autres Etats ouvriers libérés de l'oppression bureaucratique ;

— l'existence d'autres mécanismes économiques et politiques qui empêchent qu'une symbiose entre le secteur privé marchand et le capital international n'aboutisse à une subordination de la planification aux lois du marché ;

— la limitation et le refoulement systématique de tous les phénomènes d'inégalité sociale ;

— la prédominance du principe de solidarité sur celui de l'intéressement matériel dans les investissements sociaux, dans le fonctionnement de l'Etat, dans l'éducation officielle et, progressivement, dans la vie économique de tous les jours ;

— l'éducation et la pratique d'une véritable solidarité internationale des travailleurs sans subordination d'aucune nation ou nationalité à une autre, et avec lutte systématique contre tous les préjugés xénophobes et racistes, se substituant à l'exaltation d'un nationalisme malsain.

La révolution politique antibureaucratique, victorieuse dans un pays satellite de la bureaucratie soviétique en Europe de l'Est, exige :

— l'autodéfense contre les pressions et les menaces d'intervention militaire ou contre l'agression, tant des bureaucraties dominantes dans les autres Etats ouvriers, que des puissances impérialistes ;

— une aide internationaliste à toutes les composantes de la révolution mondiale, et en premier lieu à son allié immédiat : le mouvement ouvrier des Etats ouvriers où la dictature bureaucratique est maintenue.

IV. La portée internationale des événements de Pologne

17 L'instauration de l'état de guerre a porté un coup grave non seulement au prolétariat polonais, mais encore à l'ensemble du prolétariat international. Le combat de millions de travailleurs de Solidarité avait été une des pointes les plus avancées des luttes du prolétariat à l'échelle mondiale. Il représente une expérience sans précédent dans l'histoire de la lutte contre la dictature bureaucratique et dans la volonté ouvrière de socialisation effective des moyens de production et de la richesse sociale.

Dans ce combat entre un gouvernement bureaucratique et les masses, les marxistes révolutionnaires ont été et sont totalement du côté des masses. L'Etat ouvrier ne subissait aucun assaut de l'impérialisme pour restaurer le capitalisme. Aucune force sociale consistante en Pologne même ne voulait ou ne pouvait réintroduire l'appropriation privée des moyens de production. Ce qui était attaqué, c'était la bureaucratie et sa dictature, qui ont usurpé le pouvoir au sein de l'Etat ouvrier. Le prolétariat tendait à mettre en question radicalement le pouvoir d'une minorité privilégiée, défendu par tout un appareil de répression. L'élimination de la caste bureaucratique ne pouvait que renforcer et non pas affaiblir la propriété collective, renforcer et non pas affaiblir la classe ouvrière à l'échelle internationale.

La liquidation du pouvoir bureaucratique aurait démontré, pratiquement, aux yeux des masses du monde entier, que l'économie et la société pouvaient être dirigées par l'ensemble des travailleurs. Un pas de géant vers le socialisme aurait été accompli. Il aurait profondément influencé le comportement des travailleurs, tant en URSS et en Europe orientale que dans les pays impérialistes, donnant un coup de fouet à la révolution politique antibureaucratique autant qu'à la révolution prolétarienne. Voilà ce qui explique, en substance, la Sainte-Alliance qui s'est faite, de Wall Street au Kremlin, contre la révolution polonaise.

Le Kremlin n'a pu que se féliciter de voir ses « conseils » appliqués avec diligence, sans être contraint de participer directement et massivement à la répression. Le prix d'une telle participation aurait été trop lourd, tant du point de vue politique que matériel. Le général Jaruzelski et les siens, en essayant de casser les reins de Solidarité, n'ont pas défendu que leurs seuls intérêts en tant que bureaucrates polonais ; ils ont défendu ceux de l'ensemble des régimes bureaucratiques. Le réflexe d'autodéfense de la bureaucratie a fonctionné à plein. La solidarité de caste a été complète : voilà ce qu'ils appellent « internationalisme prolétarien ».

Ceux qui, pour quelque raison que ce soit, se sont alignés sur les positions du général Jaruzelski, ont en fait défendu les intérêts des bureaucraties contre ceux du prolétariat. Les motivations à ce propos des dirigeants cubains ou nicaraguayens sont évidemment fort différentes de celles des dirigeants du Parti communiste français (PCF), pour ne pas dire des dirigeants du Parti communiste allemand (DKP) ou du PC des Etats-Unis. Mais la signification objective de la position adoptée est la même.

Le véritable internationalisme prolétarien réclamait un appui actif et une solidarité active avec les travailleurs polonais, contre la bureaucratie polonaise et soviétique.

18 L'intérêt fondamental de la bourgeoisie internationale, c'était que cesse la montée alarmante de la révolution politique antibureaucratique en Pologne. Cet intérêt était d'autant plus prononcé que l'enjeu était non seulement le risque d'une extension des expériences d'auto-organisation ouvrière vers les pays capitalistes mais encore le remboursement de 27 milliards de dollars de dette, et le service courant de la dette découlant de celle-ci. C'est pourquoi les porte-parole les plus représentatifs de l'impérialisme avaient pris position, avant le coup de force du général Jaruzelski, en faveur du « rétablissement de l'ordre » et « la remise au travail des ouvriers » en Pologne, comme condition à une reconduction des dettes. Au lendemain du coup de force, des journaux parlant au nom du grand capital, tel le *Wall Street Journal*, le *Washington Post*, le *Figaro*, ainsi que des porte-parole officiels des gouvernements ouest-allemand et britannique, ont réitéré des prises de position analogues : « *La plupart des banquiers pensent qu'un gouvernement autoritaire est bon parce qu'il impose la discipline.* »

Le cynisme de la bourgeoisie impérialiste éclate dans la manière dont ce choix fondamental — qui correspond aux positions antisyndicales et anti-ouvrières adoptées par la bourgeoisie impérialiste dans le monde entier — est lié à une campagne de propagande démagogique qui fait semblant de condamner le coup de force et de défendre Solidarité. Il s'agit d'une opération de pure mystification, qui cherche à tirer profit, dans un sens pro-capitaliste et anticommuniste, de la répulsion naturelle que la répression contre les syndicalistes en Pologne provoque au sein de vastes couches de la classe ouvrière internationale. Cette opération mystificatrice vise des objectifs idéologiques et politiques précis :

— Washington, prétextant la nécessité de résister à l'« intervention soviétique » et au « totalitarisme », a profité de la conjoncture internationale pour accroître son aide aux dictatures sanguinaires d'Amérique centrale, pour réclamer la levée de toutes les restrictions à l'aide militaire à la dictature turque, bastion de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN) ;

— Une campagne a été lancée par différents gouvernements impérialistes pour justifier leur effort de remilitarisation, avec les coupes budgétaires au plan social qui l'accompagnent. Les généraux polonais, le POUP et le Kremlin ont offert l'occasion rêvée à la réaction pour tenter de battre en brèche les mobilisations antimilitaristes ;

— Enfin, faisant flèche de tout bois, la bourgeoisie impérialiste a essayé, avec l'appui inestimable des bureaucraties syndicales et des forces réformistes et staliniennes, d'enfermer les travailleurs des pays capitalistes dans le dilemme : soit l'austérité dans la « démocratie », soit le risque d'une « société totalitaire », imposant pareillement l'austérité. La bourgeoisie a utilisé ce dernier argument pour renforcer sa propagande antisocialiste et anticommuniste générale.

Le concert anti-ouvrier des forces impérialistes était harmonieux. Mais, dans un contexte marqué par la crise économique et les développements de la révolution coloniale, la crise polonaise a suscité une nouvelle aggravation des contradictions interimpérialistes. La bourgeoisie allemande, en tête des puissances impérialistes européennes, résiste à une escalade de mesures de rétorsion qui mettraient en péril ses débouchés en URSS et en Europe orientale. L'impérialisme américain, moins engagé dans le commerce Est-Ouest (sauf en ce qui concerne l'*agrobusiness*) peut se permettre le luxe de brandir la menace du blocus économique. Chacun des partenaires de l'alliance impérialiste a ainsi combiné la défense générale du système avec la poursuite de ses intérêts particuliers.

19 Les réactions des partis sociaux-démocrates et des partis communistes face à la défaite infligée au prolétariat polonais ne peuvent être saisies qu'au travers du prisme de la crise conjointe de l'impérialisme et du stalinisme. Au-delà des positions très différentes face à l'imposition de l'état de guerre, les appareils réformistes ont toujours manifesté soit une extrême réticence, soit une opposition plus ou moins ouverte vis-à-vis du combat des travailleurs. Peu importe le camouflage idéologique qui voilait cette opposition, anticléricalisme primaire chez les uns, « campisme » simpliste chez les autres. Le fondement *matériel*, social, de l'opposition réside dans la menace que la dynamique de la lutte et de l'auto-organisation des travailleurs polonais faisait peser, du moins à terme, sur le contrôle bureaucratique que tous ces appareils exercent sur leurs propres organisations, surtout à un moment où ils pratiquent une politique de compromission, voire de capitulation systématique, devant les exi-

gences d'austérité de la bourgeoisie. Ce qui a effrayé ces appareils bureaucratiques dans la montée du prolétariat polonais, c'était avant tout son combat pour un *mouvement syndical autogéré, c'est-à-dire pour la démocratie syndicale*. Cette réserve et cette opposition à l'égard de Solidarité reflétaient donc une sorte de solidarité internationale entre bureaucrates.

De plus, les appareils réformistes ont utilisé la défaite des travailleurs polonais pour mettre en garde contre un affrontement central avec l'ennemi de classe, qui déboucherait selon eux, inéluctablement, sur un coup de force à la Jaruzelski en Occident également, c'est-à-dire sur l'instauration d'un « Etat fort ». Ils en ont donc tiré profit pour justifier leur politique de collaboration et de capitulation devant la bourgeoisie.

Les partis sociaux-démocrates de RFA, de Grande-Bretagne et d'Autriche se sont fondamentalement alignés derrière les intérêts de leurs propres bourgeoisies impérialistes. S'ils ont refusé toute politique du type « guerre froide », ils ont simultanément refusé toute mobilisation des travailleurs dans un esprit de classe, pour défendre les droits et libertés des travailleurs polonais que le général Jaruzelski a piétinés. Le motif était le même : maintenir les profits du commerce Est-Ouest. La gauche officielle social-démocrate elle-même (comme la tendance de Tony Benn en Grande-Bretagne et la gauche du SPD ouest-allemand) a été le plus souvent silencieuse, acceptant pour l'essentiel le cadre politique imposé par les appareils dirigeants.

En France, la pression des travailleurs, la capacité d'initiative de l'extrême gauche, les rapports concurrentiels entre le PS et le PC, l'impulsion donnée par les directions du PS et de la CFDT en fonction d'objectifs qui leur sont propres, ont fait que la physionomie du mouvement de protestation a plus massivement pris les traits d'une mobilisation de classe en soutien aux masses laborieuses polonaises.

L'essor de la révolution politique en Pologne, comme le déclenchement de la contre-révolution bureaucratique, ont débouché sur une nouvelle étape de la crise des partis communistes, déjà nourrie dans la plupart des pays par les développements internes de la lutte de classe. Les tendances centrifuges au sein de l'ensemble des PC des pays capitalistes se sont exacerbées. La contradiction entre la référence à l'URSS et l'insertion dans la réalité nationale s'est tendue à l'extrême. Le jeu de ces différents facteurs — dans les conditions particulières de chaque pays, de la trajectoire historique de ces PC et de leurs rapports avec les partis sociaux-démocrates — s'est traduit par tout un éventail de positions des différents PC.

A une extrémité de la palette, on trouve les positions du PC français, du PC portugais, du PC de la RFA (DKP) et de celui du Danemark. Fondamentalement, ces partis soutiennent l'établissement de l'état de guerre qui aurait « *permis à la Pologne socialiste d'échapper au péril mortel de la contre-révolution* ». Paradoxalement, mais en réalité exprimant la convergence entre leurs propres intérêts et ceux du Kremlin, certains de ces PC présentent le coup de force comme un moindre mal par rapport à une ... intervention soviétique. Selon eux, toute mobilisation en faveur de Solidarité ne peut que « jeter de l'huile sur le feu » et empêcher que le Conseil militaire de salut national (WRON) ne tienne ses promesses de « libéralisation » ... par étapes.

A l'autre extrémité, on trouve la position du PC italien et du PC espagnol, qui condamnent le coup de force du général Jaruzelski, réclament la libération des prisonniers et le rétablissement des libertés syndicales. Ils ont poussé très loin leur conflit avec Moscou, le PCI allant jusqu'à affirmer que « *la phase de développement du socialisme qui s'est initiée avec la Révolution d'octobre a épuisé sa dynamique propre* ». Mais la position que le PCI a développé sur la Pologne impliquait un appel à une collaboration plus étroite avec l'Eglise et les forces petites-bourgeoises, non une orientation vers un pouvoir démocratique des ouvriers. Elle était donc le reflet de la stratégie de collaboration de classe que ce parti développe en Italie même. Elle a abouti à la recherche d'un rapprochement plus systématique avec la social-démocratie française, ouest-allemande et scandinave.

Gdansk, août 1981. (DR)

Voilà pourquoi une partie significative de militants ouvriers combatifs n'ont pas approuvé l'orientation de leur direction sur la Pologne. Il ne s'agissait pas de militants nostalgiques du stalinisme, mais d'une réaction primitive contre ce qui apparaissait comme une nouvelle concession à l'ennemi de classe.

Les positions des PC britannique, belge, néerlandais, suédois, sont intermédiaires entre les deux pôles, avec cependant une condamnation explicite, du moins sur le papier, du coup de force du 13 décembre.

La forme et la nature de la montée de masse en Pologne, comme les contradictions entre les PC et au sein des PC, stimulent dans le mouvement syndical, dans une série de pays européens, des différenciations analogues.

Contrairement à ce qui s'était passé lors de l'écrasement de la révolte des travailleurs est-allemands en 1953, de la Révolution hongroise de 1956 et du Printemps de Prague en 1968-1969, l'opposition, au sein du mouvement ouvrier international, à la répression bureaucratique ne s'est pas limitée, cette fois-ci, à celui des seuls pays impérialistes. Pour la première fois, dans une série de pays semi-coloniaux, avant tout en Amérique latine (Mexique, Brésil, Pérou, Colombie, etc.), des secteurs significatifs du mouvement ouvrier ont manifesté leur solidarité avec les victimes de cette répression, quelquefois même par des manifestations dans la rue. La tentative des avocats de la bureaucratie d'identifier tous ceux qui s'opposent à la dictature bureaucratique, fussent-ils la majorité de la classe ouvrière d'un pays, comme des forces « objectivement pro-impérialistes », commence à être battue en brèche au sein du mouvement anti-impérialiste. Toute nouvelle montée de la révolution mondiale ne pourra qu'accentuer cette vague de fond de retour au véritable internationalisme prolétarien.

Aux militants des PC et des mouvements nationalistes révolutionnaires critiques à l'égard d'un appui à Solidarité, la IVe Internationale doit expliquer qu'un renforcement du dispositif anti-impérialiste et anticapitaliste en Occident réclame l'application d'une politique de front unique incluant les travailleurs socialistes et catholiques et leurs organisations de masse. La réalisation d'un tel front unique est gravement handicapée par le refus d'une campagne de solidarité avec Solidarité pour des motifs d'opposition purement idéologiques à l'anticommunisme des réformistes. Evidemment, la campagne systématique pour le front unique, tant en solidarité avec Solidarité qu'en solidarité avec la révolution centro-américaine, etc., se combine toujours avec la défense de tout le programme marxiste révolutionnaire, y compris la lutte contre les idées faussement socialistes et contre-révolutionnaires.

20 Les répercussions des événements de Pologne sur l'ensemble des Etats ouvriers bureaucratisés sont encore difficiles à évaluer. Certes, la montée du prolétariat polonais n'a pas eu de « répondant » de masse immédiat dans un quelconque de ces pays. Cela n'est pas étonnant, vu le caractère inégal du développement de la crise économique et sociale entre ces différents pays, et surtout le retard, par rapport à la Pologne, de la renaissance d'une expérience de lutte propre et continue de secteurs d'avant-garde de la classe ouvrière.

Cependant, dans plusieurs de ces pays, comme en Roumanie et en URSS, mûrit une crise d'approvisionnement qui alimente un large mécontentement des masses pas tellement différent de celui qui s'est développé en Pologne tout au long de la période 1976-1980. Par ailleurs, dans d'autres pays, comme en Hon-

grie et en RDA, se manifestent des tendances politiques oppositionnelles parmi les jeunes et les intellectuels qui chercheront petit-à-petit leur jonction avec les travailleurs. Les bureaucrates connaissent parfaitement ces faits qui les effraient. Partout dans ces pays, ils sont paniqués à l'idée que le « modèle polonais », c'est-à-dire une explosion de colère des travailleurs débouchant sur des grèves de masse et l'auto-organisation ouvrière, puisse s'y répéter. Cela s'applique même à la République populaire de Chine, où la fraction dirigeante de la bureaucratie, après avoir d'abord appuyé discrètement Solidarité dans la perspective d'une intervention soviétique et d'une « lutte de libération nationale » qui en découlerait contre cette « super-puissance », a changé son fusil d'épaule sous la pression du mécontentement et des grèves en Chine même, acceptant en fait le coup de force du général Jaruzelski.

La réaction de la bureaucratie face à ce risque est empreinte d'un manque d'orientation claire qui en dit long sur son désarroi et sa crise. Si elle tend tout naturellement à accentuer la répression contre les « dissidents politiques », elle hésite cependant à employer les grands moyens contre des actions ouvrières, se disant, non sans raison, que le sang versé sur les ports de la Baltique en 1970 est à l'origine de tout ce qui s'est produit en Pologne. Répression sélective d'une part, tentative de « revalorisation » de l'organisation syndicale à laquelle une petite marge d'action « revendicative » serait laissée d'autre part, telle semble être la leçon tactique tirée des événements de Pologne par la bureaucratie de plusieurs Etats ouvriers bureaucratisés.

Quant à la partie la mieux informée et la plus instruite de la classe ouvrière de ces Etats, elle n'a pas manqué de suivre avec sympathie l'action de ses frères et de ses sœurs de Pologne, même si, le plus souvent, elle n'a pas encore su traduire cette sympathie par des actes. Mais le « modèle polonais » exercera sans aucun doute une profonde influence sur les développements de la révolution politique antibureaucratique dans de nombreux Etats ouvriers bureaucratisés.

V. Les tâches des marxistes révolutionnaires

21 Si la montée de la révolution polonaise a démontré une fois de plus la capacité d'initiative, d'action et d'auto-organisation du prolétariat sur une échelle colossale, à partir du moment où il se mobilise collectivement et unitairement, elle a aussi confirmé cette autre leçon de l'histoire du mouvement ouvrier : les limites infranchissables de l'action spontanée des masses. Ni quand il s'est agi de définir de manière précise les objectifs à atteindre par Solidarité — projet de réforme économique, c'est-à-dire d'organisation de l'économie, différent des projets des diverses fractions de la bureaucratie ou de la petite bourgeoisie — ni surtout quand il s'est agi d'élaborer une stratégie et une tactique précises de défense de Solidarité contre les manœuvres dilatoires de la dictature bureaucratique débouchant finalement sur le coup de force du 13 décembre 1981 (c'est-à-dire une stratégie de prise du pouvoir), les réactions spontanées de la base, plus ou moins articulées par des cadres locaux et régionaux, n'ont suffi pour dégager une ligne claire, pour ne pas dire une ligne juste. Ainsi, des erreurs graves ont été commises qui, après coup, paraissent comme ayant été décisives, telle l'absence d'une politique suivie en direction des soldats, pour les droits démocratiques dans l'armée et le droit à l'auto-organisation en son sein.

Plus généralement, lors de toute révolution, la capacité de saisir l'initiative de manière centralisée est un avantage essentiel, avantage qui réclame précisément une direction jouant un rôle d'avant-garde. Cette avant-garde organisée a fait cruellement défaut en Pologne.

Certes, l'utilisation jusqu'à l'écœurement par la propagande bureaucratique officielle du vocabulaire tiré des traditions révolutionnaires du mouvement ouvrier et son authentification parallèle par la propagande bourgeoise occidentale, a conduit à un rejet instinctif de concepts comme « parti révolutionnaire d'avant-garde » par de très nombreux militants syndicalistes. Cela réclamait et réclame encore, de la part des marxistes révolutionnaires, beaucoup de pédagogie en vue de convaincre ces militants de la nécessité de construire un tel parti. Mais cette nécessité peut être dégagée de manière fort concrète et fort nette, à la lumière d'une analyse des événements eux-mêmes qui ont secoué la Pologne à partir de l'été 1980, voire de la révolte ouvrière de juin 1976.

Il s'agit évidemment d'un parti qui formule de manière claire son propre rôle et ses propres objectifs par rapport à ceux de l'organisation de masse des travailleurs. *Le parti* révolutionnaire d'avant-garde que les marxistes révolutionnaires cherchent à construire en Pologne *ne se substitue pas au prolétariat dans l'exercice du pouvoir.* Celui-ci doit être exercé par les institutions que se donneront les travailleurs au niveau de l'Etat après le renversement de la dictature bureaucratique : conseils des travailleurs démocratiquement élus et fédérés au niveau local, régional et national.

Au sein de ces conseils, comme au sein des organes d'auto-organisation des masses tel Solidarité, les militants du parti défendront leurs positions avec des moyens politiques et non pas avec des moyens administratifs. Ils chercheront à gagner et à conserver la confiance des travailleurs exclusivement sur la base de leur dévouement à la classe et à son mouvement, de leur esprit de solidarité de classe et de sacrifice pour la cause commune, de la justesse de leur programme et de leur ligne politique. Ils récuseront tout avantage matériel, tout privilège économique quel qu'il soit. Mais ils seront une force d'avant-garde dans la mesure où ils incarneront la mémoire collective de la classe ouvrière polonaise et internationale, et l'ensemble des leçons qui se dégagent de cent cinquante années d'expériences de lutte du prolétariat polonais et international. L'existence d'un tel parti correspond d'ailleurs aux intérêts de la classe ouvrière dans son ensemble. Avant le 13 décembre, elle aurait facilité la solution de beaucoup de tâches concrètes qui se posaient au mouvement de masse.

ABONNEZ-VOUS,
REABONNEZ-VOUS
A « INPRECOR » !

22 A la crainte, formulée par d'aucuns, qu'un noyau au début relativement réduit de militants marxistes révolutionnaires serait moins efficace qu'une action menée par des militants sans délimitation organisationnelle aucune par rapport aux cadres de Solidarité, il faut répondre que l'histoire polonaise a déjà démontré l'efficacité de petits noyaux dans un contexte favorable. L'intervention de quelques centaines de militants, essentiellement du KOR à partir de 1976, a eu un rôle capital pour tisser des liens entre des militants d'usine, liens qui ont grandement contribué et au succès des grèves de l'été 1980, et à l'émergence de Solidarité comme organisation de masse.

D'ailleurs, il ne s'agit nullement d'opposer de manière mécanique la formation d'un parti marxiste révolutionnaire d'avant-garde à l'émergence d'une direction naturelle de la classe au sein des entreprises et des organes d'auto-organisation. Les militants qui se regroupent d'abord sur une base essentiellement programmatique et politique ne sont qu'un premier noyau de parti. Ils ne s'auto-proclament pas « direction de la classe ouvrière » par une opération volontariste et sans aucune portée pratique ; ils s'efforcent de gagner la confiance de la classe par leur intervention et, ce faisant, attirent les meilleurs travailleurs émergeant au cours du processus d'auto-organisation lui-même. Ils ne *deviennent* direction effective (c'est-à-dire qu'ils ne gagnent cette qualité aux yeux des masses) que dans la mesure où réussit leur fusion avec les dirigeants naturels de la classe sur les lieux de travail.

A la crainte, également formulée, que l'apparition d'un parti diviserait la classe ouvrière et introduirait des clivages politiques plus approfondis au sein des organismes d'auto-organisation, nous répondons que de tels clivages sont inévitables au sein de 10 millions de travailleurs, vu la complexité énorme des problèmes économiques, sociaux, politiques, culturels, idéologiques, auxquels ils doivent faire face, et les difficultés pour y apporter des réponses justes.

En fait, cette différenciation s'est produite au sein de Solidarité pendant les

seize mois de son existence ouverte. Elle se poursuit d'ailleurs à présent dans la résistance. L'apparition d'un parti d'avant-garde — respectant les normes de la démocratie ouvrière au sein des organisations de masse — aurait comme résultat de rendre plus efficace le combat pour que se dégage, de la multiplicité des positions en présence, celle qui correspond le mieux aux intérêts d'ensemble de la classe. La construction du parti révolutionnaire d'avant-garde ne s'oppose pas à la lutte pour l'unité d'action et l'organisation unitaire la plus large et la plus démocratique des travailleurs. Au contraire : cet objectif est un des objectifs centraux que le parti poursuit en toutes circonstances, inscrit comme tel dans son programme.

A la crainte, également formulée, que la construction d'un parti révolutionnaire d'avant-garde permettrait à une minorité de manipuler la masse, nous répondons que l'absence d'un tel parti permet bien plus de manipulation. Dans la mesure où des différenciations au sein des organisations d'auto-organisation sont inévitables quant aux réponses à formuler à chaque étape successive de la lutte, le choix n'est pas entre l'unanimité impossible et des majorités « manipulées » par des « minorités agissantes ». Le choix est entre, d'une part, des majorités manipulées par des minorités n'apparaissant pas ouvertement, agissant dans les coulisses, sous forme de cliques sans plates-formes claires, ou sous la pression de leaders charismatiques, d'experts apportant une caution « scientifique », ou de simples démagogues, et d'autre part des majorités qui se constituent par des votes clairs sur des plates-formes cohérentes, représentant des orientations différentes entre lesquelles la masse des délégués et des travailleurs *peut choisir en connaissance de cause*, sur la base d'informations honnêtes circulant largement et démocratiquement.

Dans ce sens, la seconde solution est de loin la plus démocratique et la moins manipulatrice, celle qui sauvegarde le mieux le pouvoir de décision effectif entre les mains des masses ouvrières prises dans leur ensemble. A condition que l'existence d'un parti révolutionnaire d'avant-garde ne soit accompagnée d'aucun privilège, et que le *droit* à la constitution de partis, d'associations, de courants, de tendances de toutes sortes soit garanti à *tous* les travailleurs, au sein des institutions et des organismes d'auto-organisation. C'est pourquoi les marxistes révolutionnaires se battent résolument pour le principe du pluripartisme dans la construction du socialisme, principe inscrit dans leur programme.

23 La lutte victorieuse contre la bureaucratie exige — au moins autant que la révolution anticapitaliste — une conscience claire de ses ennemis et de ses alliés et ce, tant au niveau national qu'international. La bureaucratie polonaise quant à elle, a témoigné de cette lucidité. Malgré ses contradictions et le niveau moyen de ses fonctionnaires, elle a toujours situé les compromis qu'elle était obligée de passer, dans une perspective stratégique nette. L'expérience accumulée du mouvement ouvrier international est un élément indispensable de la formation de cette conscience. Cette expérience, pour être utile, doit être globale, c'est-à-dire qu'elle doit refléter simultanément les luttes pour le renversement du capitalisme *et* pour le renversement des dictatures bureaucratiques. La IVe Internationale est la seule organisation qui matérialise ce double combat. En ce qui concerne la Pologne, dans la mesure de ses moyens, elle a :

a) dans les Etats ouvriers bureaucratisés, tenté de diffuser la vérité sur la Pologne ;

b) dans les pays capitalistes développés, impulsé la solidarité de la classe ouvrière ;

c) dans les pays sous-développés, tout en se maintenant au premier rang de la défense des révolutions cubaine et centro-américaine face aux menaces de l'impérialisme US, elle n'a pas hésité à s'opposer aux positions des dirigeants de ces mêmes révolutions pour la solidarité avec les travailleurs polonais.

En Pologne même, le succès de la diffusion d'*Inprekor* polonais a montré les grandes potentialités de développement du marxisme révolutionnaire, au fur et à mesure que montait la révolution.

Nous sommes conscients qu'eu égard aux nécessités de la victoire, ce qu'a fait la IVe Internationale était réduit. Mais tous ceux qui pensent que les tâches que nous avons essayé de remplir sont incontournables doivent rejoindre nos rangs.

Notre organisation internationale avait quelque chose à apporter à la révolution polonaise, mais elle avait aussi beaucoup à apprendre. Son rôle est aussi de faire en sorte que, dans les nouvelles montées de la révolution politique, cette lutte extraordinaire des ouvriers polonais soit à son tour source d'enseignements. De ce point de vue, le regroupement des militants marxistes révolutionnaires polonais a une importance qui va au-delà de la Pologne. La lutte pour le renversement de la bureaucratie sera de longue haleine ; réussir pour ces camarades à maintenir une activité, quels que soient les cycles de la mobilisation des masses, serait un pas gigantesque pour le prochain acte.

Pour les marxistes révolutionnaires, révolution et contre-révolution en Pologne confirment, outre la validité du programme de la IVe Internationale concernant la nature des Etats ouvriers bureaucratisés et l'inévitabilité d'une révolution politique antibureaucratique :

— la centralité de la classe ouvrière dans les trois secteurs de la révolution mondiale, et la place progressivement prépondérante des formes de lutte et d'organisation prolétariennes classiques dans celle-là ;

— l'unité de la révolution mondiale et l'importance que la révolution politique antibureaucratique occupe en son sein ;

— la nécessité, tant pour des raisons historiques que pour des raisons stratégiques et des raisons immédiates, d'impulser un retour du mouvement ouvrier organisé, et de la pratique quotidienne de la lutte de classe, vers un véritable internationalisme prolétarien qui défende inconditionnellement les droits et les libertés de la classe ouvrière partout dans le monde, quelle que soit la force sociale qui les attaque ou les supprime et sans subordonner les intérêts d'un quelconque prolétariat à de prétendus intérêts « supérieurs » ou « prioritaires » d'un quelconque « bastion » ou « camp ». C'est seulement sur la base d'une telle pratique de solidarité internationale de classe que le prolétariat international réussira à remplir toutes ses tâches historiques, y compris, en cas d'agression impérialiste, celle de la défense de l'URSS et de tous les Etats ouvriers ;

— la nécessité de la construction d'une internationale révolutionnaire et de partis marxistes révolutionnaires, indispensables non seulement pour impulser pareilles campagnes de solidarité internationale et pareil retour au véritable internationalisme prolétarien, mais aussi et surtout pour la victoire de la révolution politique antibureaucratique elle-même.

La IVe Internationale s'efforce d'intervenir dans le débat international autour des événements de Pologne en propageant avant tout ces idées clés qui offrent une issue politique et organisationnelle aux militants des PC, des PS, des organisations nationalistes révolutionnaires, des syndicats, des organisations centristes, inquiétés, ébranlés ou désorientés par la révolution et la contre-révolution polonaises.

Mais elle ne conçoit une telle intervention propagandiste qu'en liaison étroite avec une intervention d'action pour or-

« Avis de recherche : on recherche secrétaire, premier ministre, général. Mort ou vivant. A livrer au Kremlin à Moscou. Récompense : la liberté ». Voilà le texte d'un tract qui circule actuellement à Varsovie.

ganiser une vaste campagne de solidarité de classe avec les travailleurs et les syndicalistes polonais en butte à la répression bureaucratique. Ce n'est d'ailleurs que dans ce cadre-là que la propagande marxiste révolutionnaire elle-même atteindra sa pleine efficacité.

24 Si l'on peut dire que le coup de force du 13 décembre a réussi du point de vue de ses objectifs immédiats, la bureaucratie est loin d'avoir atteint son but pour autant. L'ampleur et les formes du mouvement de résistance témoignent du refus du prolétariat polonais d'accepter un état de fait le privant des libertés conquises au fil de seize mois de lutte. L'existence et la régularité de parution de milliers de bulletins et de journaux clandestins rendent compte de la poursuite, sous une forme clandestine, des activités de Solidarité dans la plupart des entreprises, et des premiers succès dans la remise sur pied de coordinations, voire de directions régionales.

L'échec des tentatives réitérées des autorités à instaurer un « dialogue » avec les intellectuels est manifeste. L'unité qui s'était forgée entre les intellectuels et la classe ouvrière n'a pu être brisée jusqu'ici, malgré la politique de division de la junte accordant un traitement privilégié à de nombreux leaders et experts internés du syndicat.

Cependant, le gouvernement fait tout pour amener certains dirigeants de Solidarité à passer un compromis pourri avec la junte, conscient que cela ne pourrait que les déconsidérer aux yeux des masses. Et ces propositions d'« entente nationale » rencontrent un écho évident au sein de la hiérarchie catholique intéressée au rétablissement de l'« ordre ».

Face à cela, la solidarité active des travailleurs des autres pays est décisive pour convaincre le prolétariat polonais qu'il n'est pas seul dans son combat.

La IVe Internationale engage toutes ses forces pour impulser au sein du mouvement ouvrier international la campagne de solidarité avec les masses prolétariennes de Pologne. Tous ceux qui, aujourd'hui, dans les rangs de la classe ouvrière, se refusent à impulser cette mobilisation, divisent les masses ouvrières, dans leur propre pays et internationalement.

Se mobiliser contre la suspension et l'éventuelle interdiction de Solidarité, c'est simultanément soutenir les travailleurs polonais et défendre les droits politiques et syndicaux de tous les travailleurs de Turquie, du Brésil, du Salvador, de l'Etat espagnol ou de Roumanie. Réclamer la levée de l'état de guerre, la libération immédiate de tous les emprisonnés, la suppression de toutes les entraves aux libertés démocratiques, au droit de réunion et d'organisation, c'est défendre ces libertés contre les attaques de l'impérialisme et des bureaucraties totalitaires. Organiser la solidarité active avec les travailleurs polonais, aujourd'hui, c'est faciliter et préparer un même soutien actif du mouvement ouvrier international avec le combat de géants engagé par le peuple salvadorien contre la Junte militaire et démocrate-chrétienne et l'impérialisme américain. Ce sont là les leçons les plus élémentaires de l'internationalisme prolétarien.

Tous les liens tissés durant les mois passés entre le syndicat indépendant et autogéré des travailleurs polonais et le mouvement ouvrier des pays capitalistes doivent être mis à profit pour briser l'isolement dans lequel le général Jaruzelski veut plonger les masses polonaises. Apporter une aide matérielle, alimentaire et médicale, reste une tâche de l'heure. Cela doit permettre de renouer les liens, de faire circuler l'information et de faire connaître aux travailleurs polonais *qui* les soutient effectivement dans le monde : leurs frères de classe et non les banquiers impérialistes qui ont accueilli le coup de force avec soulagement. Cette aide, passant par le canal d'organismes indépendants de l'Etat polonais (dont l'Eglise, aujourd'hui seule institution légale indépendante) peut faciliter la reconstruction des liens entre des militants de Solidarité et des secteurs de la population. En faisant tout pour envoyer des commissions syndicales enquêter sur la répression qui s'est abattue sur les militants de Solidarité, le mouvement ouvrier dévoilera l'hypocrisie à la fois des bureaucrates qui parlent du « respect des libertés » et des porte-parole de l'impérialisme qui ferment les yeux sur le sort des militants syndicaux, en Pologne comme en Turquie.

Dans le mouvement ouvrier lui-même, les marxistes révolutionnaires développent une explication systématique des buts et des actions de Solidarité. Aussi bien le fonctionnement démocratique du syndicat, la discussion large et publique des principales options que les débats sur l'autogestion ou les expériences de contrôle ouvrier et social, doivent devenir le patrimoine du mouvement ouvrier international. C'est ainsi que sera le plus efficacement minée la « solidarité bureaucratique » qui s'est révélée si souvent, depuis 1980, soit sous la forme d'une indifférence calculée de la part des directions syndicales, soit sous celle d'une hostilité ouverte, soit sous celle d'une dénaturation des objectifs des travailleurs dans le sens des projets de collaboration de classe défendus par les appareils réformistes (cogestion, « compromis historique »).

En élargissant au maximum cette solidarité ouvrière, dans l'unité et l'indépendance de classe, il pourra être fait en partie échec aux tentatives de l'impérialisme de mettre à profit les événements polonais pour renforcer ses positions idéologiques et politiques.

Les marxistes révolutionnaires s'opposent à toutes les propositions de boycott économique de la Pologne ou de l'URSS par les gouvernements ou même les syndicats des pays impérialistes. Une telle campagne ne peut que faire le jeu des grandes manœuvres politiques anticommunistes d'un Ronald Reagan, qui tente de camoufler sa politique criminelle en Amérique centrale et ailleurs. Le soutien à une campagne de « sanctions efficaces » reviendrait à réclamer des grandes banques et puissances impérialistes d'étrangler encore plus la Pologne, avec les conséquences qui en découleraient pour les masses polonaises. Car le boycott ne touche pas aux privilèges de la bureaucratie. Et comment faire croire que la révolte des travailleurs serait accrue par une misère encore plus grande ? Pire, une telle campagne de sanctions reviendrait à semer les illusions les plus mystificatrices sur la nature et le rôle des banques impérialistes et à donner comme objectif au mouvement ouvrier de faire pression sur les banques pour « aider » les travailleurs polonais. De plus, son effet en Pologne sera de pousser à l'intégration encore plus grande de l'industrie polonaise dans l'industrie soviétique.

Enfin, toute orientation de ce type faciliterait, en dernier ressort, la politique des directions des PC — la campagne nationaliste de la bureaucratie soviétique jouant la carte de la « citadelle assiégée » — et entraînerait l'isolement du peuple polonais, ce que cherche précisément le général Jaruzelski. L'histoire a prouvé que le développement du stalinisme a été favorisé par l'isolement de l'URSS.

La IVe Internationale place sa campagne de solidarité avec Solidarité en liaison étroite avec ses efforts pour stimuler les mobilisations contre la remilitarisation, contre la politique agressive de l'OTAN, contre les initiatives criminelles de l'impérialisme américain — véritable fauteur de guerre — en Amérique centrale et dans la Caraïbe.

Sur ce terrain, l'unité d'intérêt de la classe ouvrière à l'échelle mondiale apparaît au grand jour. Toute réticence dans le soutien aux travailleurs polonais ne peut que freiner et diviser la mobilisation contre le réarmement nucléaire en Europe, pour une « *Europe dénucléarisée du Portugal à la Pologne* » et contre l'agression impérialiste en Amérique centrale. Au même titre, toute abstention ou opposition — comme on le voit dans les rangs sociaux-démocrates — face à la mobilisation contre l'OTAN ou face au soutien à la lutte révolutionnaire des peuples du Nicaragua, du Salvador et du Guatemala, ne peut qu'amoindrir l'unité et l'ampleur de l'appui au combat de la résistance des masses polonaises.

— Solidarité avec Solidarité !

— A bas la dictature militaire de la bureaucratie !

— Libération immédiate de tous les prisonniers politiques, syndicalistes, étudiants et intellectuels !

— Rétablissement de toutes les libertés politiques, syndicales et civiques !

— Vive la solidarité internationale des travailleurs de tous les pays avec toutes les luttes de libération, en défense de tous les exploités et opprimés qui ne forment qu'un seul et même combat pour le monde socialiste de demain ! ■

Comité exécutif international (CEI)
de la IVe INTERNATIONALE
27 mai 1982.

BOLIVIE

Pour les libertés démocratiques et le renversement de la dictature

Un entretien avec un dirigeant du POR–Combate

LE 17 juillet 1980, l'armée bolivienne reprenait le pouvoir par un coup d'Etat (1). Craignant l'incapacité de l'Union démocratique populaire (UDP) (2) à canaliser et contrôler le mouvement des masses, soucieuse de sauvegarder ses propres intérêts économiques et ses liens avec la mafia contrôlant le trafic de la cocaïne, elle se lançait une nouvelle fois dans une répression brutale du mouvement ouvrier.

Deux ans et trois gouvernements après, les signes d'essoufflement, voire de crise de la dictature, se multiplient, comme se confirme la remontée des luttes ouvrières et populaires. C'est ainsi que, deux mois seulement après l'installation du gouvernement du général Celso Torrelio Villa, les travailleurs des mines lançaient, fin octobre 1981, une grève qui allait s'étendre à plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers de tout le pays. Les mineurs de Huanuni voulaient, entre autres, imposer la reconnaissance de leur organisation syndicale. De nombreuses concessions ont alors été faites par la dictature qui, plus isolée dans le pays que jamais, a même annoncé une amnistie politique.

Quels ont été les événements marquants de ces deux dernières années, comment la résistance ouvrière et populaire s'est-elle organisée, quelles sont les perspectives de la dictature militaire, voilà quelques-unes des questions abordées par un membre de la direction du Parti ouvrier révolutionnaire-Combate (POR-C), la section bolivienne de la IVe Internationale, dans l'interview ci-dessous. Cet entretien a été publié dans les numéros des 12 et 19 juin de *la Brèche*, l'hebdomadaire du Parti socialiste ouvrier (PSO), section suisse de la IVe Internationale.

« LA BRECHE » : — Peux-tu brièvement revenir sur les origines du coup d'Etat ?

Dirigeant du POR-C : — La cause principale du retour au pouvoir de l'armée bolivienne réside dans la montée des luttes ouvrières et populaires en Bolivie, qui menaçait les intérêts des secteurs les plus fascistes de l'armée, ceux des banques, des secteurs financiers intégrés à l'impérialisme nord-américain et aussi ceux de la mafia des traficants de cocaïne, qui contrôle une production annuelle d'un milliard de dollars. La bourgeoisie « nationale » s'est finalement ralliée au coup d'Etat, pensant en retirer de nouveaux privilèges. Quant à l'impérialisme nord-américain, il a refusé son soutien. Il le négocie actuellement en contrepartie d'une réduction du trafic de cocaïne en direction des Etats-Unis. Au moment du coup d'Etat, l'impérialisme estimait que l'UDP serait capable de canaliser le mouvement des masses et surtout de bloquer le développement de la gauche révolutionnaire.

— De quels soutiens internationaux la dictature a-t-elle profité ?

— Dans la première période, aucun. Mais, aujourd'hui, la plupart des gouvernements ont reconnu le gouvernement militaire bolivien. L'isolement du début a évidement accentué la crise économique, sociale et politique du pays.

— Et l'Argentine ?

— Le soutien argentin aux militaires boliviens est traditionnel. Le gouvernement argentin a envoyé, et cela se savait, des spécialistes de la répression, qui ont aidé à la mise sur pieds de formations irrégulières, paramilitaires, qui mènent aujourd'hui la répression contre le mouvement ouvrier et populaire ; auparavant, ces groupes étaient légaux, aujourd'hui ils sont « clandestins ». Mais le soutien argentin s'est aussi traduit par une aide économique qui est restée longtemps secrète. On a appris récemment que le gouvernement du général Luis Garcia Meza (le premier qui a suivi le coup d'Etat) avait reçu environ 400 millions de dollars de crédits argentins.

— Et, aujourd'hui, quel est le bilan de la dictature militaire ?

— Sur le plan économique, le Plan économique triennal d'octobre-novembre 1981, prétendument « de soutien à l'économie nationale », a ouvertement montré que la dictature menait une politique antinationale. Ce Plan vise d'une part à soutenir les secteurs nationalisés des mines et du gaz, et à favoriser les investissements privés internationaux. La bourgeoisie « nationale » n'y trouve pas du tout son compte, d'autant plus que le gouvernement a instauré un contrôle des changes qui empêche les patrons privés de se procurer les matières premières et le matériel dont leurs entreprises ont besoin. D'où leur actuelle opposition « démocratique » à la dictature.

Sur le plan politique, une série de scandales ont fait perdre une bonne partie de sa crédibilité à la dictature. Ainsi, les chefs militaires des trois armes s'étaient attribués l'exploitation privée d'un gisement de pierres précieuses à Santa Cruz. Les militaires avaient aussi le projet de permettre aux membres des forces armées de pouvoir acheter des dollars américains à 25 pesos boliviens, alors que le cours officiel était de 75 pesos. Ou encore celui de la Compagnie aérienne nationale, la Boliviana de Aviacion, qui a fait imprimer ses billets à l'étranger pour un prix cinq fois supérieur à ceux pratiqués en Bolivie. La conscience populaire est ainsi devenue très hostile aux militaires. Pour les gens, les militaires sont tout simplement des voleurs. Il faut savoir en outre qu'un sergent de l'armée gagne trois à quatre fois plus qu'un enseignant, sans compter tous les autres privilèges (coopérative d'achat, magasins spéciaux d'alimentation, etc.). Les militaires avaient prédit que leur premier gouvernement resterait au pouvoir vingt ans : il a tenu huit mois. La junte qui a suivi avait dit qu'elle y resterait au moins quatre ans : elle a tenu deux mois. L'actuel gouvernement prévoyait de durer quatre ans : aujourd'hui, il ne parle que de trois ans et nous pensons qu'il ne finira pas l'année 1982 ...

— Comment s'est développée la résistance à la dictature ?

— Dans un premier temps, après le coup d'Etat, la résistance s'est surtout faite dans les mines et dans la capitale, La Paz. Il n'y a pas eu de résistance massive dans les villes, surtout à cause de la politique de démobilisation et de division de l'UDP qui, par exemple, passait l'essentiel de son temps avant le putsch à expliquer qu'il ne fallait pas revendiquer des augmentations de salaires, car cela allait précipiter un coup d'Etat.

---

1. Jean-Pierre Beauvais, « Le peuple bolivien sous la botte, un tournant dans la situation latino-américaine ? », *Inprecor* numéro 85, du 25 septembre 1980.

2. Union démocratique populaire (UDP), coalition regroupant, autour du Mouvement nationaliste révolutionnaire (de gauche) (MNR-I) de Hernan Siles Suazo, le Parti communiste bolivien (PCB) et le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) social-démocrate.

Durant cette première période, la résistance a duré environ vingt jours. Malgré le massacre de la mine de Caracoles, les militaires n'ont pas pu briser la capacité de résistance des mineurs, ce qui a permis d'éviter un massacre général.

Ainsi, dans la mine de Siglo Veinte, les militaires ont dû passer un accord avec les mineurs : pas d'arrestations de dirigeants, pas de répression contre les mineurs.

— C'était là un premier signe de faiblesse de la dictature, non ?

— Oui, évidemment. En même temps, cette dernière a signé cet accord pour bloquer la mobilisation dans les autres mines et surtout à La Paz.

— Et ensuite ?

— A ce moment-là, pour nous comme pour tout le mouvement ouvrier, l'important était de nous réorganiser. Il fallait éviter l'affrontement direct et immédiat. Toutes les organisations ouvrières ont appelé à la réorganisation — dans l'unité — des syndicats. Mais c'était impossible, compte tenu de la brutalité de la répression. C'est à cette époque que huit dirigeants du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) ont été massacrés dans les locaux de l'état-major. Ce qui a créé un vrai problème politique, l'assassinat étant évident. La pression internationale a obligé le gouvernement à se défaire de son ministre de l'Intérieur du moment, qui était pourtant le chef d'une des bandes, peut-être la plus importante, des trafiants de cocaïne.

Les mesures prises alors par le gouvernement (libération des prix sans augmentation des salaires) ont accru son isolement. La petite bourgeoisie a été touchée et s'est tournée du côté des travailleurs, eux aussi durement affectés par cette politique. Cela a élargi la base de la résistance et lui a permis de se développer. La classe ouvrière n'était plus la seule et commençait à organiser ses comités de base.

— C'est à ce moment que l'armée a été secouée par une série de crises ?

— Effectivement. Je n'en finirais pas de te raconter toutes les tentatives avortées de coups d'Etat qui se voulaient tous « démocratiques » mais qui visaient en fait une autre répartition des privilèges militaires. Le général Alberto Natusch Busch, ce massacreur, qui a été au pouvoir quelques semaines en novembre 1979, a même pris contact avec le POR-C, en lui promettant monts et merveilles (y compris des armes), pour nous demander de participer à un coup d'Etat « démocratique ». Il voulait — paraît-il — former un gouvernement avec des ministres gauchistes !

— Que lui avez-vous répondu ?

— Que nous étions prêts à soutenir toutes les mesures démocratiques et anti-impérialistes qu'il serait amené à prendre s'il parvenait au pouvoir, mais que jamais, évidemment, nous ne participerions à son gouvernement. Comme c'était prévisible, son coup d'Etat n'a jamais eu lieu.

— Tu as parlé de comités de base. De quoi s'agit-il ?

— C'est très important. Voilà comment cela a commencé : un camarade dirigeant du POR-C de la mine Huanuni, le camarade Felipe Vasquez Condori (3), nous a annoncé que les mineurs voulaient se réunir pour réorganiser leur syndicat. Il faut savoir, d'abord, que le gouvernement, pour bloquer le développement des syndicats, a mis en place des « chargés des relations sociales ». Si notre camarade acceptait de représenter les travailleurs de la mine, le gouvernement le nommerait immédiatement « chargé des relations sociales ». Il lui fallait donc accepter d'être élu comme représentant des travailleurs, mais évidemment refuser d'être un agent du gouvernement. Les travailleurs ont élu, le 3 novembre 1981, une direction avec notre camarade, qui s'est rendue à La Paz pour que le gouvernement reconnaisse cette direction syndicale. Les autorités ont refusé et ont menacé d'emprisonner tout le monde. Une nouvelle assemblée a alors eu lieu à la mine : on y a appris que des troupes s'en approchaient. Le 16 novembre, tous les dirigeants étaient arrêtés et emmenés à La Paz. En riposte, quatorze femmes — des parentes des dirigeants arrêtés — se sont mises en grève de la faim et les mineurs ont ajouté à leurs revendications celles de l'amnistie, de la libération des prisonniers et de la liberté syndicale. La mobilisation, très forte, s'est développée jusqu'à déboucher sur une grève de solidarité de 42 000 travailleurs dans tous les secteurs importants du pays.

— Et le résultat ?

— Cela nous a permis de conquérir le droit d'organiser non pas des syndicats mais des comités de base. Le gouvernement a dû admettre une réorganisation progressive : trois mois pour organiser des comités de base, trois mois après les syndicats locaux, puis ensuite les fédérations, et enfin la Confédération ouvrière bolivienne, la COB. Donc neuf mois pour réorganiser la COB. Mais les travailleurs pensaient à juste titre que les problèmes ne pouvaient pas attendre neuf mois. Le problème était de pouvoir s'organiser légalement pour pouvoir ensuite se battre et pour reconstituer la COB immédiatement ! Cet accord a été accepté, nos camarades ont été libérés. Et le mouvement d'organisation s'est répandu dans tout le pays. Nous avons soutenu ce processus de toutes nos forces, d'autant plus que les comités de base sont une forme de démocratie syndicale que l'ancienne COB, bureaucratisée, ne connaissait pas. Dans les comités, les travailleurs peuvent discuter de tous les problèmes, élire et révoquer leurs dirigeants. Une nouvelle génération a ainsi pris la direction de ce mouvement ; c'est une direction très jeune, peu expérimentée, mais qui apprend vite et a déjà subi avec succès une première épreuve.

— Les comités de base, ou des formes de résistance similaires, se sont-ils développés ailleurs que dans la classe ouvrière ?

— Dans les villes, les étudiants ont joué un rôle très important avec leur mobilisation permanente. Ainsi, le Front des étudiants révolutionnaires (FER), notre front de masse dans ce secteur, a organisé une grande mobilisation avec grèves de la faim, manifestations de rue et affrontements avec la police et l'armée, pour reconquérir l'autonomie universitaire qui

3. Le camarade Felipe Vasquez Condori a été emprisonné par la dictature militaire bolivienne en 1969 pour sa collaboration, en tant que militant du POR, avec l'Armée de libération nationale (ELN) fondée par Ernesto « Che » Guevara. Il a été libéré en 1971 au moment du surgissement de l'Assemblée populaire en Bolivie.

Cortège du POR-Combate le 1er Mai dernier à La Paz. (DR)

Mineurs boliviens. (DR)

avait été supprimée par le gouvernement. Ce dernier avait fermé l'Université de La Paz après son occupation par les étudiants, qui exigeaient la nomination d'autorités universitaires élues par eux.

Il y avait quelques centaines d'éléments « paramilitaires » dans l'Université : nous leur avons donné une demi-heure pour vider les lieux, sans quoi nous les expulserions de force. L'Eglise a joué les médiateurs et ils ont dû quitter l'Université. Mais en réponse, le gouvernement a fermé l'établissement.

Les étudiants, plus d'un millier, ont alors appelé la population — et d'abord leurs propres familles — à les soutenir : il y a eu ainsi une forte mobilisation populaire durant une semaine ; le gouvernement a dû céder sur l'autonomie universitaire et rouvrir l'Université. Cela n'a toutefois pas mis un terme à la répression ; il y a quelques jours seulement, un étudiant en architecture a été assassiné par les « paramilitaires ».

Les paysans, de leur côté, sont restés assez longtemps dans l'expectative. Aujourd'hui, stimulés par la lutte des travailleurs, ils relèvent la tête. Bien que faiblement organisés, certains secteurs commencent à se mobiliser. Surtout à cause de l'accord que le gouvernement a passé avec les Etats-Unis pour lutter contre la production de cocaïne.

— En quoi cela concerne-t-il les paysans ?

— Le gouvernement joue un double jeu : il s'efforce de faire croire aux Etats-Unis qu'il lutte contre le trafic de cocaïne, pour toucher les crédits promis et, en fait, il protège les gros trafiquants, la mafia de la cocaïne. Il a donc décidé de réprimer uniquement les paysans pauvres qui cultivaient la coca pour la consommation de la population paysanne et indienne (qui mâche les feuilles de coca), sans toucher aux vastes domaines, appartenant souvent aux militaires, qui, eux, produisent en réalité la coca destinée à être transformée en cocaïne.

Les paysans ont donc commencé à se mobiliser. Il y a eu l'affrontement de Cochabamba, où deux paysans ont été tués par l'armee. Actuellement, a Yunga, Chapare, dans le nord de la province de Santa Cruz, les paysans commencent à s'organiser pour défendre leur terre. Car, pour éliminer la culture de la feuille de coca, le gouvernement fait répandre un défoliant chimique utilisé au Vietnam qui rend les terres incultes.

— Quels sont les courants politiques qui structurent cette opposition ?

— Pour sauver ses positions, la bourgeoisie s'est tournée vers les partis démocratiques, ce qui n'est pas resté sans effets su le PCB ou le MIR. Le gouvernement et la bourgeoisie ont lancé un appel pour un « grand accord national de trêve sociale ». Pour nous, ce ne serait rien d'autre qu'un accord des généraux et des patrons. L'UDP n'a pas dit non, à condition que l'amnistie générale soit proclamée et que les libertés démocratiques soient restaurées. L'UDP va certainement accepter cet accord. Son dirigeant, Hernan Siles Suazo, a refusé la revendication d'Assemblée constituante, lui préférant l'appel à une élection immédiate du prochain président constitutionnel en Bolivie. Les forces démocratiques et certaines forces de la gauche entrent ainsi dans le jeu de la bourgeoisie et répètent les erreurs commises avant le coup d'Etat.

Les forces politiques les plus importantes sont l'Union démocratique populaire (UDP) (coalition regroupant le Mouvement nationaliste révolutionnaire de gauche MNR-I, le PCB et le MIR), le Parti socialiste « Uno » (PS-1), le Mouvement révolutionnaire Tupac Katari (MRTK), qui est un mouvement paysan radicalisé, et les deux courants trotskystes, le POR-Lora — très propagandiste — et le POR-Combate.

— Comment intervenez-vous dans ce cadre ?

— Nous avons d'une part des propositions d'unité ouvrière autour de la COB ; d'autre part, nous avançons la perspective d'un accord unitaire de la gauche démocratique et révolutionnaire sur trois objectifs : le renversement de la dictature, la lutte contre l'impérialisme et la lutte pour le changement économique, politique et social, vers le socialisme, pour un gouvernement des travailleurs. Autre point : le développement d'un parti révolutionnaire, classiste, plus vaste que ne l'est le POR-Combate. A cet effet, nous avons mené des discussions avec certains courants du MIR, du PS « Uno », du MRTK et avec les restes d'organisations aujourd'hui disparues, comme l'Armée de libération nationale (ELN).

— Et les activités propres du POR-Combate ?

— En théorie, un parti n'aurait pas dû pouvoir se développer beaucoup dans la clandestinité. Notre histoire montre pourtant le contraire. Nous avons aujourd'hui une organisation plus forte, plus nombreuse que durant la période d'ouverture démocratique. Nous sommes aujourd'hui trois à quatre fois plus nombreux. Cela est dû non seulement au fait que nous sommes restés en Bolivie après le coup d'Etat et que nous avons participé à la résistance, mais surtout parce que nous avons su répondre à deux problèmes centraux : celui de l'élaboration d'une ligne politique pour les masses et celui de sa formulation en direction des travailleurs. Notre journal, *Combate*, sort tous les quinze jours ; nous avons commencé avec un tirage de 80 exemplaires en août 1980 : il tire aujourd'hui à 3 000 exemplaires. Simplement parce que nous ne travaillons pas seulement pour nous. Nous avons développé des formes d'organisation, tirées des expériences mexicaines, centro-américaines et de notre propre expérience aussi. Nous avons ainsi mis en place des formes d'organisation plus larges que le parti, dans lesquelles nous jouons un rôle dirigeant. Nous avons le Front des travailleurs révolutionnaires (FTR), qui est une organisation de masse regroupant nombre de militants qui ne sont pas du parti. Si quelqu'un s'adresse à nous en expliquant qu'il a des désaccords avec le trostkysme, nous lui disons que c'est son problème et nous lui demandons s'il est d'accord avec le programme du FTR ; si c'est le cas, il s'intègre au FTR. Sur ce modèle, nous avons aussi développé le FER mentionné plus haut et le Front des paysans révolutionnaires (FCR). Ces fronts d'intervention de masse nous ont permis de développer le POR-Combate à partir d'une intervention réelle et non plus simplement propagandiste. Ces fronts, dirigés au grand jour par le parti, sont une sorte de front unique de toutes les tendances révolutionnaires. Ainsi, dans le FTR et le FER, il y a des militants du PS « Uno », des indépendants, d'autres en rupture de maoïsme.

— Vous arrivez à les convaincre de la justesse de vos positions ?

— A l'intérieur des fronts, nous menons une lutte idéologique et politique sur chaque problème posé aux fronts. Et nous avons remporté des succès importants. Par exemple, des camarades qui avaient rompu avec la plus importante organisation maoïste sont entrés dans le FTR et le FER en nous expliquant qu'il ne fallait pas essayer de les convaincre, qu'ils étaient vaccinés contre le trotskysme. Nous leur avons dit d'accord ; mais si vous voulez discuter une fois avec nous, voilà le *Programme de transition* ; vous en faites ce que vous voulez. Nous avons finalement eu plusieurs discussions avec eux sur le programme, sur l'histoire du mouvement ouvrier, et ces camarades sont devenus membres du POR-Combate.

Par notre travail dans ces fronts de masse, par notre participation à la résistance, nous avons ainsi acquis une autorité, une légitimité vis-à-vis des travailleurs.

— Et quelles sont les perspectives en Bolivie ?

— Nous pensons que l'opposition à la dictature va se développer, essentiellement sur deux revendications : les libertés démocratiques et l'échelle mobile des salaires, qui est aujourd'hui une revendication très populaire à cause de l'inflation. La polarisation sociale et politique va se poursuivre, jusqu'à l'affrontement ; cette polarisation devrait permettre à la gauche révolutionnaire de devenir une réelle direction de masse. C'est dire aussi que l'affrontement va se produire dans un délai rapproché. Nous allons utiliser toutes les possibilités. S'il y a des élections, nous y participerons, non pas en centrant notre propagande sur les élections elles-mêmes, comme le fait l'UDP, mais pour donner le maximum d'audience aux propositions des révolutionnaires et pour stimuler la mobilisation des masses sur les objectifs qui leur sont propres.

Nous estimons que si l'UDP accepte le « grand accord national de trêve sociale » avec la bourgeoisie et les militaires, cela va accroître encore la radicalisation des masses. Il est donc nécessaire d'avoir dès maintenant une politique à l'égard des groupes paramilitaires gouvernementaux, qui regroupent plus de 10 000 nervis et qui ne manqueront pas de frapper. Il faut donc promouvoir la mise en place de détachements d'autodéfense ouvrière ou populaire pour répondre à la violence de la réaction, en refusant la logique des actions militaires d'avant-garde, coupées des masses. C'est ainsi que nous avons commencé à organiser les travailleurs, les étudiants et certains secteurs de la paysannerie, pour leur propre défense. Pour nous, la seule garantie des libertés démocratiques réside dans la mobilisation et l'organisation indépendantes des travailleurs. ■

Propos recueillis pour « LA BRECHE », Lausanne, juin 1982.

PAYS-BAS

Liberté pour les soldats emprisonnés

Trois dirigeants du Syndicat national des soldats (VVDM) des Pays-Bas, Steef Boot, Peter van Wijk et Oskar van Rijswijk, ont été arrêtés par la police militaire les 17 et 18 juin derniers (cf. *Inprecor* numéro 129, du 28 juin 1982). Ils sont accusés d'« *atteinte à la sécurité de l'Etat* ».

Tout porte à croire que ces arrestations font partie d'un véritable complot contre le mouvement national des soldats, et notamment contre ceux qui sont plus particulièrement actifs dans la campagne contre les missiles nucléaires. Un journal hollandais, *De Volkskrant*, a reconstitué toute cette affaire sur laquelle la hiérarchie militaire est restée très discrète. Il ressort de cette enquête que les « *secrets* » qui auraient été volés proviendraient en fait d'un poste de commandement de l'OTAN au sud de la Hollande (De Cannenberg), d'où l'alliance réactionnaire dirigerait, en cas de guerre, ses forces dans tout le nord de l'Europe. Pourtant, tous les documents disponibles dans ce poste sont largement connus. Ils ont été, par exemple, présentés dans le journal de l'armée belge, *Vox*, il y a plus d'un an et demi.

Le quotidien du Parti communiste néerlandais *De Waartheid* (la Vérité) a clairement précisé que la sécurité militaire avait sans doute monté toute cette provocation. D'ailleurs, le procureur militaire a reconnu qu'il s'agissait d'une opération de répression de grande ampleur, en confiant à l'avocat d'un des accusés qu'il pourrait opérer d'autres arrestations. Pendant ce temps, un journal bourgeois annonçait que les soldats risquaient quinze ans de prison pour ce « *crime* ».

L'ampleur de la provocation contre le mouvement des soldats semble se confirmer par l'arrestation d'un nouveau soldat, Frans Maas, également membre du Comité de soldats contre les armes nucléaires et du VVDM. Par ailleurs, Peter van Wijk a été remis en liberté provisoire.

Intimidé par la campagne de presse contre ces soldats, la direction du VVDM les a provisoirement démis de leurs responsabilités, ce qui est une façon de les exposer encore plus à la répression de la hiérarchie militaire et du pouvoir.

Loin de concerner les seuls militants et organisations hollandaises, cette affaire, qui touche des soldats qui se sont dressés contre les projets de l'OTAN, concerne en fait tout le mouvement ouvrier européen.

Il faut se solidariser avec les soldats hollandais emprisonnés, en écrivant, en anglais si possible, à :

Oskar van Risjwijk, Steef Boot et Frans Maas, Depot van Disipline, Zandpad 3, Nieuwerluis, Pays-Bas.

Des messages et télégrammes de protestation doivent être adressés à :

Minister van Defensie van Mierlo, Plein 4, Den Haag, Pays-Bas, avec double au VVDM, Hojelkazerne, Croeselaan 39, Utrecht, Pays-Bas. ■

Soldats contre l'OTAN et contre Reagan, le 10 juin à Bonn. (DR)

La CGT, la gestion des entreprises et l'austérité de gauche

Un premier bilan du 41e Congrès de la CGT

LE Congrès de la Confédération générale du travail (CGT) s'est tenu du 13 au 18 juin 1982 à Lille, ville dont le maire n'est autre que le Premier ministre socialiste, Pierre Mauroy. Invités dès le premier jour des assises à l'hôtel de ville, les délégués ont eu droit à la primeur de l'annonce des mesures d'austérité de la bouche de Pierre Mauroy en personne. Et le champagne offert par des huissiers en gants blancs n'a pu faire glisser la pilule du blocage des salaires.

Ce Congrès se trouvait ainsi marqué d'emblée par les conséquences de la récente dévaluation du franc français. Il devait y répondre au cours même de ses travaux.

Jean LANTIER

Ce coup du sort a accentué les difficultés de la direction sortante, aux prises avec une opposition à plusieurs visages, qui avait marqué des points, depuis le dernier Congrès confédéral, à l'occasion de l'élection présidentielle (mai 1981) et du coup de force militaire en Pologne (décembre 1981). Le bilan de cette direction était mauvais : chute spectaculaire des votes CGT aux élections professionnelles dans des secteurs de la production et hémorragie de syndiqués et de militants. Ces deux facteurs, bien qu'à l'œuvre depuis dix ans, se sont accélérés depuis la rupture de l'Union de la gauche le 14 septembre 1977, pour prendre un tour catastrophique depuis l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République le 10 mai 1981.

L'entrée de quatre ministres communistes au gouvernement a renforcé l'étroite dépendance de certaines fédérations de la CGT à l'égard des ministères correspondants. Celles de la Santé, des Chemins de fer et la Fonction publique ont vu leur autonomie réduite au commentaire des circulaires des ministères du Parti communiste français (PCF).

Enfin, le renversement du rapport des forces entre le PC et le PS a profité à une Confédération française démocratique du travail (CFDT) qui ne tenait pas plus que la CGT à renouer avec l'unité d'action syndicale. Pourtant, quelques semaines avant le Congrès, à l'occasion du 1er Mai, la CGT a mené une offensive unitaire en direction de la CFDT. Le Parti socialiste (PS) et le PC avaient besoin d'une unité au sommet, et la CGT, en quelques jours, après des années et des années de division, a retrouvé des accents unitaires.

Pourtant, c'est une CGT malade qui a ouvert son Congrès à Lille. Malade des zigzags de sa propre ligne. Avant mai 1981, le programme du PS était pour elle celui de la gestion de la crise. Après l'élection de François Mitterrand, il était celui pour lequel les travailleurs avaient voté, l'objet des vœux du suffrage universel. La CGT le prenait pour base. Ce tournant a marqué une fracture durable au sein des militants du PC, largement majoritaires au sein de la CGT. Le brusque ralliement du PC au programme du candidat François Mitterrand, la participation, sur cette base, de ministres communistes au gouvernement, a entraîné la CGT à présenter ce gouvernement comme celui des travailleurs. Précisément, au moment où le sentiment d'impatience à l'égard de changements qui n'arrivaient pas dans les entreprises, grandissait parmi la masse des délégués de la CGT.

Ce décalage est apparu de manière flagrante tout au long du Congrès, obligé de s'interroger à chaud sur les mesures d'austérité. La direction, soucieuse de s'aligner sur l'alliance gouvernementale, n'a pas recueilli un écho particulièrement enthousiaste chez ceux des délégués qui enregistrent quotidiennement dans leurs entreprises une déception, une envie grandissante d'en découdre avec le patronat, une vaine attente de mesures en leur faveur, venues du gouvernement.

ADAPTER LA CGT A LA NOUVELLE RÉALITÉ GOUVERNEMENTALE

La direction, profondément renouvelée depuis 1978, date du 40e Congrès confédéral, avait pour objectif essentiel d'adapter la CGT à la coalition gouvernementale. Pour ce faire, il lui fallait faire passer l'idée d'un syndicalisme de gestion, intervenant dans la marche des entreprises, sur l'organisation de la production. Aussi, pour sortir de la crise, la CGT préconise-t-elle désormais de transformer ses syndicats en chasseurs de gaspillages dans le processus de production. Ces gaspillages qui seraient la manifestation de l'insouciance patronale à l'égard de l'économie nationale. Pour la direction de la CGT, cette économie nationale doit être relevée, elle qui était bradée aux étrangers par Valéry Giscard d'Estaing. Dans ce cadre, la CGT ne dédaigne plus améliorer la concurrence des entreprises nationalisées ou privées, pour peu que cela améliore les possibilités de vente sur le marché intérieur ou à l'exportation ...

Les syndicats sont dès lors appelés à proposer les meilleures mesures pour accroître la compétitivité de leur entreprise. Jusqu'aux fonctionnaires, à qui on demande de surveiller les marchés d'Etat, pour que l'administration achète français. Ainsi, la Banque nationale de Paris (BNP), l'un des grands groupes financiers récemment nationalisés, avait-elle prévu d'acheter ses ordinateurs à IBM. Grâce à l'intervention de la CGT, à la BNP et à CII-Honeywell Bull, la banque n'achètera pas du matériel IBM mais du matériel français.

De même dans l'aéronautique, où des plans sont dressés par la CGT pour remplacer sur les avions Dassault (essentiellement militaires) l'électronique américaine par l'électronique française. Même intervention pour les réacteurs, les chars d'assaut et les missiles.

Cette orientation vise à intégrer les comités d'entreprise dans la gestion, à créer des conseils d'atelier chargés de recueillir les bonnes idées des travailleurs pour organiser le travail le mieux possible en fonction des objectifs de production.

Pour la CGT, participer à la gestion, c'est possible dès maintenant, et pour deux raisons : d'abord parce que c'est elle qui le propose (venant d'une centrale syndicale de classe, ce serait là une garantie). Ensuite, parce que le gouvernement est celui des travailleurs, et que le socialisme se construirait dès maintenant, dans le cadre d'une économie mixte, dans laquelle preuve doit être faite qu'il est possible de gérer en fonction de l'intérêt national, donc plus seulement en fonction de la logique du profit.

Seconde innovation de taille dans la CGT : l'orientation vers les coopératives ouvrières. Défini dans le document soumis au vote des délégués, ce secteur coopératif permettrait de résoudre le sort d'entreprises régionales ou locales. Il permet de contourner l'épineuse question des nationalisations, de la constitution de filières uniques par branche industrielle.

Ainsi, des petites entreprises du textile, ou la célèbre firme Manufrance, des imprimeries ou des fabriquants de papier sont-ils orientés vers la création de coopératives ouvrières. La CGT avait polémiqué depuis 1973 avec la CFDT sur les coopératives ouvrières. Lip (1973), c'était l'antithèse du programme de nationalisations de la CGT.

Quatre ministres communistes au gouvernement font donc beaucoup pour le réalisme de la CGT.

Cette orientation n'est pas passée. Très présente dans les rapports d'intro-

duction et de conclusion de Henri Krasucki (nouveau secrétaire général qui succède à Georges Séguy), cette gestion et ses fastes n'a pas été reprise, sauf par des délégués venus des cadres CGT (UGITC).

Au contraire, les délégués de syndicats ouvriers comme ceux de Renault-Sandouville, des mines de fer de Lorraine, des mines de l'Ouest, des PTT, ect., sont intervenus pour montrer que les mesures d'austérité ne feraient que renforcer la combativité dans leur secteur, et l'intransigeance ouvrière à l'égard de leurs revendications.

Si quelques interventions téléguidées de la tribune ont chanté les charmes des coopératives ouvrières, la tonalité ouvrière de la plupart des interventions a empêché de fait la direction d'atteindre pleinement son objectif. Heureusement pour elle et le résultat des votes, la direction a présenté sa ligne avec un double langage désormais classique. Le rapport contenait donc à la fois l'affirmation des traditions de classe de la CGT et l'orientation vers la gestion.

Henri Krasucki a parlé à la fois de la Révolution d'octobre, mère de la révolution prolétarienne, et de la synthèse à la sauce CGT du réformisme et de l'orientation lutte de classe. Ce double langage est nécessaire pour faire l'équilibre entre une sensibilité stalinienne classique et une sensibilité de type eurocommuniste. Si la direction a pris soin de mettre l'accent sur la seconde, elle s'est parée d'un costume classique pour éviter toute rupture à l'espagnole dans la partie du mouvement ouvrier organisée par le PCF.

Après le Congrès, la direction élue devra se battre au sein de la CGT pour faire passer l'orientation vers la gestion. Si cette dernière a été votée majoritairement, elle n'a cependant pas convaincu. Car la voter massivement, ce n'est pas forcément s'engager à l'appliquer dans la pratique.

RÉDUIRE LES OPPOSITIONS INTERNES

Le second but de la direction de la CGT lors de ce Congrès était de colmater les brèches ouvertes par l'émergence d'oppositions à différents niveaux de la Confédération. Le Parti socialiste avait, en 1978, lors du 40e Congrès, mené bataille pour une « ouverture » démocratique et une représentation plus importante de son courant politique au sein de la direction nationale. Cette fois, bien que présent dans différentes initiatives de l'opposition syndicale, il a choisi de ne pas se battre, au profit d'une négociation centrale avec la direction de la CGT. Cette tactique a été un échec malgré le poids considérablement renforcé du PS dans le pays. Au sortir du 40e Congrès, il doublait ses sièges dans la direction nationale pour représenter 7 % de la Commission exécutive (CE). Cette fois, il représente 7,63 %. Et encore, tous les candidats élus ne sont-ils pas homologués PS par les têtes de file du courant socialiste. C'est Henri Krasucki qui les a choisis pour eux ...

Le PS est intervenu de l'extérieur, pour imposer à la CGT la reconnaissance de la solidarité gouvernementale ; il voulait que cesse le petit jeu cégétiste, qui encensait les réalisations des ministres communistes et dénigrait les mauvaises mesures des autres ministres. Il a eu gain de cause, le rapport final d'Henri Krasucki introduisant la « *nécessaire solidarité gouvernementale* ». Tout cela n'est que peu de choses, quand on sait que le PS représente 36 % des suffrages et la majorité du Parlement à lui tout seul. La vieille tare du PS, son manque de liens consistants avec le mouvement syndical, n'est toujours pas résolue.

Outre le PS, des responsables confédéraux, certains membres du PC, sont entrés en conflit ouvert avec la majorité de la direction dans la dernière période. Représentant l'aile la plus attachée à l'Union de la gauche, ils avaient réagi à sa rupture en signant la pétition « Union dans les luttes », qui avait touché des dizaines de milliers de militants du PC, du PS et de l'extrême gauche, et qui réclamait la perspective d'un mouvement général unitaire pour les luttes. Ces militants avaient pendant plus de dix ans été les porte-parole officiels de la CGT pour le Programme commun. Dans le même temps, ils avaient encouragé l'attitude critique de la CGT à l'égard de la Fédération syndicale mondiale (FSM).

Sur l'Afghanistan, la division de la direction de la CGT est également apparue. Le Bureau confédéral, la direction quotidienne de la CGT, s'est divisé par moitié sur le refus de condamner l'invasion de l'armée soviétique. Sur l'unité d'action entre les centrales syndicales, sur les quelques acquis démocratiques du 40e Congrès confédéral, que Georges Séguy avait placé sous le signe de l'« ouverture », sur l'élection présidentielle et l'appel quasiment ouvert à voter pour le candidat du Parti communiste français, ils avaient manifesté publiquement leur désaccord. Force est de constater qu'ils ont raté leur sortie du Bureau confédéral. Ils n'ont pas mené bataille au 41e Congrès à l'exception de l'un d'entre eux, Jean-Louis Moynot. Adepte des thèses défendues en Italie par les dirigeants communistes de la CGIL, Bruno Trentin et Luciano Lama, se faisant donc le défenseur du syndicalisme à l'italienne, il a préconisé, dès janvier 1978, un rapprochement sur le fond avec la CFDT qui en était à l'heure de son « recentrage ». Défenseur d'une austérité nécessaire, il s'est illustré au 41e Congrès par une intervention défendant cette option à l'heure même où les mesures de blocage des salaires venaient d'être annoncées. Il a ainsi offert sur un plateau à la direction confédérale la possibilité d'amalgamer l'opposition avec la social-démocratie.

Malgré cela, ça n'a pas été possible. Car le troisième étage de l'opposition, les syndicats nationaux et les syndiqués qui s'étaient retrouvés autour de l'appel pour battre Valéry Giscard d'Estaing, et dans la Coordination syndicale CGT pour Solidarité, ont pu poser au cours même du déroulement du Congrès la question d'une réponse immédiate à l'austérité selon Mauroy.

Pour la première fois, des délégués communistes révolutionnaires sont intervenus à un Congrès national de la CGT. Pour assumer haut et fort leur activité en faveur de Solidarité, malgré l'avis de la majorité de la direction de la CGT, pour revendiquer leur combat pour chasser Valéry Giscard d'Estaing, contre l'orientation confédérale qui refusait à l'époque de faire des élections présidentielles une échéance clé pour le mouvement ouvrier. Mais aussi pour poser un problème autour duquel ont constamment tourné les dirigeants confédéraux sans oser l'aborder : la CGT est face à une austérité de gauche. Quelle perspective d'ensemble avance-t-elle face au blocage des salaires ? Annoncées le dimanche 13 juin au soir, les mesures n'ont suscité un début de réponse que jeudi 17 au matin ...

Cette opposition des syndicats de base est appelée à se clarifier. Née de l'Appel de Marseille pour chasser Valéry Giscard d'Estaing, elle a grandi par son soutien à la classe ouvrière polonaise. Aujourd'hui, confrontée à une coalition gouvernementale de gestion de la crise, à une direction confédérale CGT qui louvoie pour ne pas y répondre, elle mûrit. Elle devra être capable, dès la rentrée de septembre 1982, d'avancer des propositions d'action centralisée contre le blocage des salaires.

PREMIERES CONCLUSIONS

Le 41e Congrès de la CGT a permis une normalisation conjoncturelle de l'opposition au sommet de la CGT. C'était le plus facile à faire. La plupart des membres critiques du Bureau confédéral étaient isolés des syndicats de base. Les remous de l'appareil les ont laissés seuls face à la majorité de la direction.

Mais de nouvelles contradictions, nées de la politique d'austérité gouvernementale, feront que ce Congrès sera très rapidement considéré comme dépassé.

Beaucoup de militants de la CGT ne comprennent pas pourquoi le PC reste au gouvernement pour y gérer la crise. Ils ne sont pas prêts à retenir leurs coups contre le blocage des salaires. La direction confédérale joue la carte de la coalition gouvernementale, elle ne répond donc pas frontalement aux mesures de réduction du pouvoir d'achat ; ce n'est pas de cette façon qu'elle pourra combler ses pertes aux élections professionnelles. Elle risque de renforcer l'image d'une centrale syndicale officielle, ministérielle. Ce n'est pas non plus de cette façon qu'elle récupérera les suffrages et les adhérents qu'elle a perdus depuis la chute de Valéry Giscard d'Estaing. Dans ce contexte, l'opposition, active essentiellement au niveau des syndicats d'entreprise, aura l'oreille attentive d'un nombre toujours plus important de syndicalistes qui attendent autre chose que l'inféodation au gouvernement pour trouver une issue ouvrière à la crise. ■

Jean LANTIER
Paris, 28 juin 1982.

TCHECOSLOVAQUIE

Petr Uhl entame sa quatrième année de détention

Petr Uhl. (DR)

Notre camarade Petr Uhl vient d'entamer sa quatrième année de détention à la prison de Mirov en Tchécoslovaquie. Arrêté en mai 1979 avec dix autres militants du Comité de défense des personnes injustement poursuivies (VONS), il était condamné en octobre de la même année à cinq ans d'emprisonnement. Au régime le plus sévère, car il « récidivait ».

Quatre de ses camarades, Jiri Dienstbier, Vaclav Havel, Vaclav Benda et Otta Bednarova, étaient condamnés lors du même procès à des peines allant de deux à quatre ans et demi. Otta Bednarova, gravement malade, devait être libérée en juin 1980, sous la pression des protestations internationales, et elle a purgé le reste de sa peine assignée à résidence.

Petr Uhl entame en fait sa huitième année de séjour dans les geôles staliniennes. Participant actif aux mobilisations qui ont marqué le Printemps de Prague, son précédent procès avait été le premier de la « normalisation » de Gustav Husak. En décembre 1969, il était condamné à quatre ans de prison sous l'accusation d'avoir organisé un « *complot trotskyste* » en Tchécoslovaquie.

A sa remise en liberté, en décembre 1973, il a repris avec encore plus d'acharnement la lutte contre la bureaucratie au pouvoir. Il a participé activement à la création de la Charte 77 en janvier 1977, dont il a animé dès le début le *Bulletin d'information* ; à ce titre, il a participé à tous les débats de l'opposition. Il a toujours insisté sur la nécessité d'organiser la résistance à l'arbitraire bureaucratique, ce qui l'a amené à proposer la création, au début 1979, du Comité de défense des personnes injustement poursuivies, qui allait se charger de rassembler toutes les informations sur les cas de répression, et de défendre les victimes.

C'est pour ces activités qu'il sera arrêté, avec ses camarades, en mai de la même année, puis condamné. Non contentes de le priver de liberté pour cinq ans, les autorités l'ont placé dans la « seconde section de rééducation », c'est-à-dire celle du régime sévère, réservé aux droits communs et plus spécialement aux criminels récidivistes.

Petr Uhl n'a droit qu'à deux heures de visites par an, soit une heure tous les six mois. Durant cette petite heure, deux gardiens restent présents en permanence et prennent note de tout ce dont sa femme et lui parlent. Il ne peut envoyer qu'une lettre toutes les deux semaines et ne peut recevoir de courrier que de sa femme ou de ses parents. Il n'a droit qu'à deux photos de sa femme et de ses enfants en bas âge. Pour en obtenir de nouvelles (une fois par an), il doit demander une autorisation préalable.

Deux fois par an, il a droit à un colis de 2 kg, plus un seul kilo de fruits et de légumes. Il a été privé de ce droit durant un an et demi car, ayant été désigné chef de cellule par les autorités, il avait laissé un de ses compagnons s'allonger durant la journée, ce qui est interdit par le règlement.

Il ne peut recevoir aucun livre ni aucun journal. Il n'a droit qu'au *Rude Pravo* (*Drapeau rouge*, le quotidien du Comité central du PCT) et aux livres de la bibliothèque de la prison. Mais lui ont été refusés les livres en langue étrangère dont il avait besoin pour entretenir sa connaissance du français et de l'allemand. Il fait toute la journée un travail manuel insalubre pour lequel il touche 2 000 couronnes par mois (environ 1 000 francs français au taux officiel) dont il ne peut dépenser que 7 % à la cantine de la prison. Il est totalement coupé des membres du VONS qui ont été condamnés avec lui et n'a pas le droit d'entrer en contact avec d'autres détenus pendant la promenade dans la cour de la prison.

En soulignant les conditions de détention faites à Petr Uhl, nous n'entendons pas minimiser celle de ses camarades — en particulier celle de Rudolf Battek, porte-parole de la Charte 77, condamné à sept ans de prison, la peine la plus lourde jamais infligée depuis la fin du Printemps de Prague —, nous voulons signaler, à travers son exemple, comment, par de telles mesures répressives et vexatoires, les autorités tchécoslovaques cherchent à *briser* les opposants qu'elle a jetés en prison, afin de s'assurer que, à leur libération, ils ne reprendront pas leurs activités ou, mieux encore, ils choisiront d'émigrer.

Défendre les prisonniers politiques tchécoslovaques, dénoncer les conditions de détention de Petr Uhl et de ses camarades et exiger leur libération, est plus que jamais à l'ordre du jour. C'est aussi une condition pour assurer la poursuite même de l'activité des opposants à la dictature bureaucratique de Prague. ■

Anna Sabatova, Pavel et Sacha Uhl. (DR)